

REPUBLIQUE DU CAMEROUN



Paix - Travail - Patrie

Etude économique et financière des entreprises en 2022

22 ème édition



Institut National de la Statistique

BP: 134 Yaoundé

Tel.: (237) 222 22 04 45

FAX: (237) 222 23 24 37

Web site: www.ins-cameroun.cm

Email: infos@ins-cameroun.cm

Août 2022

Sommaire

CHAPITRE 1 : ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES en 2022		
1.1	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	13
1.2.	ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE NATIONAL	15
CHAPITRE 2 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE ET DES PROFITS		
2.1	EVOLUTION DE L'ACTIVITÉ	19
2.2	EVOLUTION DES PROFITS	24
CHAPITRE 3 : RENTABILITE DES ENTREPRISES		
3.1	RENDEMENT ECONOMIQUE	27
3.2	RENTABILITE DES RESSOURCES STABLES	32
3.3	RENTABILITE FINANCIERE DES ENTREPRISES	34
3.4	RENTABILITE ECONOMIQUE	36
CHAPITRE 4 : EMPLOI DANS LES ENTREPRISES MODERNES		
4.1	EVOLUTION DES EMPLOIS PERMANENTS	39
4.2	PRODUCTIVITE DU TRAVAIL DES ENTREPRISES MODERNES	43
4.3	CHARGES DU PERSONNEL	47
CHAPITRE 5 : CAPITAL PRODUCTIF DES ENTREPRISES		
5.1	PRODUCTIVITE DU CAPITAL	49
5.2	ANALYSE DES INVESTISSEMENTS	51
5.3	ANALYSE DE L'INTENSITE CAPITALISTIQUE	53
5.4	RYTHME DE RENOUVELLEMENT DES IMMOBILISATIONS	55
5.5	POIDS DES IMMOBILISATIONS ET DE L'ACTIF CIRCULANT	57
CHAPITRE 6 : ANALYSE DE L'ENDETTEMENT DES ENTREPRISES ET DU FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR LE PASSIF		
6.1	ENDETTEMENT ET ECHEANCE DE LA DETTE	59
6.2	ANALYSE DU COEFFICIENT D'ENDETTEMENT	63
6.3	EQUILIBRE FINANCIER	67
CONCLUSION 77		
BIBLIOGRAPHIE 78		
ANNEXE 79		

Sigles et acronymes

AC	Actif Circulant
ACM	Amortissements Cumulés
AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
APME	Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises
BC-PME	Banque Camerounaise des PME
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BFR	Besoin en Fonds de Roulement
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
BVMAC	Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale
CAHT	Chiffre d'Affaires Hors Taxe
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CBF	Cameroon Business Forum
CFCE	Centre des Formalités de Création des Entreprises
CHAN	Championnat d'Afrique des Nation
CP	Capitaux Propres
DMLT	Dettes à Moyen et Long Terme
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
DSX	Douala Stock Exchange
DT	Dettes à Terme
EBC	Excédent Brut d'Exploitation
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FDR	Fonds de Roulement
FMI	Fonds monétaire International
IB	Immobilisations Brutes
IF	Immobilisations Financières
IMMO	Immobilisations
IS	Impôt sur les Sociétés
MINEPAT	Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINFI	Ministère des Finances
MINMAP	Ministère des Marchés Publics
NACAM	Nomenclature des Activités au Cameroun
NAEMA	Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT
NCA	Non Classés Ailleurs
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
RN	Résultats Nets
ROE	Return On Equity
RS	Ressources Stables
SND30	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030
TCEN	Taux de Change Effectif Nominal
TCER	Taux de Change Effectif Réel
TN	Trésorerie nette
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
VA	Valeur Ajoutée
#	Donnée indisponible

Liste des tableaux

N°	TITRES	Pages
1-1	Top 10 des entreprises au niveau mondial classées en termes du chiffre d'affaires en 2022	14
1-2	Ventilation du PIB réel par secteur d'activité	16
1-3	Les emplois du PIB en volume	17
1-4	Evolution (%) du taux de change et de termes de l'échange de 2018 à 2022 (en %)	17
2-1	Le top 5 des branches d'activités championnes de la croissance de l'activité entre 2021 et 2022	20
2-2	Nombre de branches d'activité transitant dans les classes de croissance du CAHT	20
2-3	Top 5 des branches d'activités championnes de la contribution de la valeur ajouté aux coûts des facteurs en 2022	22
2-4	Top 5 des branches d'activités championnes de la croissance de la valeur ajouté aux outils des facteurs en 2022	23
2-5	Top 5 des branches d'activités championnes de la croissance de l'Excédent brut d'exploitation en 2022	24
2-6	Excédent brut d'exploitation, charges de personnel, taux de marge	24
3-1	Branches à rendement économique négatif (en %)	28
3-2	Classification des branches à faible taux de rendement économique	28
3-3	Des branches à faible taux de rendement économique	29
3-4	Classification des branches à rendement économique intermédiaire	30
3-5	Branche à rendement économique intermédiaire (%)	30
3-6	Branche à rendement économique élevé (%)	31
3-7	Rentabilité négative des ressources stables des branches en 2022 (en %)	32
3-8	Rentabilité positive des ressources stables des branches en 2022 (en %)	33
3-9	Décomposition de la rentabilité financière	34
3-10	Branches à rentabilité financière négative en 2022 (en %)	35
3-11	Branches à rentabilité financière positive en 2022 (en %)	35
3-12	Décomposition de la rentabilité économique	36
3-13	Branche à rentabilité économique négative	36
3-14	Branche à rentabilité économique faible	37
3-15	Branche à rentabilité économique intermédiaire	38
3-16	Branche à rentabilité économique élevée	38
4-1	Variation comparée de l'emploi et de la valeur ajoutée par les entreprises modernes, de 2018 à 2022	39
4-2	Contribution des secteurs (en points de %) à la croissance de l'emploi total des entreprises, de 2020 à 2022	40
4-3	Évolution (en %) de l'emploi dans le secteur par branches d'activités, de 2019 à 2022	41
4-4	Évolution de l'emploi dans le secteur par branches d'activités, de 2021 à 2022	42
4-5	Évolution par branche de la productivité par tête dans les entreprises modernes	45
4-6	Branche d'activité à rendement apparent du travail élevé en 2022	46
4-7	Évolution des charges moyennes de personnels par branche, de 2019 à 2022	47
4-8	Évolution (en %) des charges moyennes de personnels par secteur, de 2020 à 2022	48
5-1	Branches à productivité du capital élevée en 2022 (en %)	50
5-2	Branches à productivité du capital faible en 2022 (en %)	50
5-3	Évolution des investissements par secteur d'activité entre 2021 et 2022 (en %)	51

5-4	Evolution et taux des investissements dans le secteur primaire entre 2021et 2022 (en %)	51
5-5	Evolution et taux des investissements dans le secteur secondaire entre 2021 et 2022 (en %)	51
5-6	Evolution des investissements dans le secteur tertiaire entre 2021 et 2022 (en %)	52
5-7	Branches à intensité capitalistique supérieure à la moyenne en 2022 (en fcfa)	54
5-8	Branches à intensité capitalistique inferieur à la moyenne en 2022(en fcfa)	54
5-9	Branches à taux de vieillissement des équipements inférieur à la moyenne globale en 2022	56
5-10	Branches à indice de vieillissement des immobilisations supérieur à la moyenne en 2022%)	56
5-11	Structure des rubriques de l'actif de 2020 à 2022 (%)	57
5-12	Branches quasiment équilibrées en termes d'immobilisations et d'actifs circulants en 2022	57
5-13	Branches à immobilisations prépondérantes en 2022 (%)	58
5-14	Branches à actif circulant prépondéranten 2022 (%)	58
6-1	Branches à niveau d'endettement de court terme élevé en 2022 (%)	60
6-2	Branches à faible niveau d'endettement de court terme en 2022 (%)	61
6-3	Branches à dettes financières élevées en 2022 (en %)	62
6-4	Branches à dettes financières faible en 2022 (en %)	62
6-5	Branches à indépendance financière négative en 2022	64
6-6	Branches à indépendance financière normale en 2022	64
6-7	Branches à indépendance financière élévee en 2022	65
6-8	Branches à faible niveau du coefficient d'endettement en 2022	66
6-9	Branches à niveau du coefficient d'endettement élevé en 2022	66
6-10	Branches à fonds de roulement positif en 2022 (en millions de fcfa)	67
6-11	Branches à fonds de roulement négatif en 2022 (en millions de f cfa)	68
6-12	Branches présentant un ratio (FDR/actif circulant) négatif en 2022(%)	70
6-13	Branches présentant un ratio (FDR/actif circulant) positif en 2022(%)	71
6-14	Branches à besoin en fonds de roulement positif en 2022	71
6-15	Branches à besoin en fonds de roulement négative en 2022	72
6-16	Branches à trésorerie nette positive en 2022	73
6-17	Branches à trésorerie nette négative en 2022	74
6-18	Importance de la TN dans le bilan en 2022 (%)	75
6-19	Synthèse du diagnostic de la santé financière des entreprises en 2022	75
A-1	Concepts et définitions	79
A-2	Répartition des entreprises suivies selon les 43 branches	81

Liste des graphiques

N°	TITRES	Pages
1-1	Croissance du PIB selon les groupes de pays	13
1-2	Nombre d'entreprises créées dans le CFCE de 2016 à 2022	18
2-1	Evolution du taux de croissance du chiffre d'affaires hors taxes (en milliards de FCFA)	19
2-2	Répartition de la valeur ajoutée par branches d'activités en 2021 et 2022, (en %)	21
2-3	Evolution de la valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	22
2-4	Évolution du partage de la valeur ajoutée en 2021 et 2022 (en %)	26
2-5	Evolution (%) du résultat net et de la profitabilité branches d'activités entre 2017 et 2022	26
3-1	Évolution du rendement économique (en %)	27
3-2	Évolution de la rentabilité des ressources stables de 2015 à 2022	32
3-3	Évolution de la rentabilité financière de 2015 à 2022	34
4-1	Évolution des emplois permanents des entreprises modernes par secteur d'activité, de 2020 à 2022	41
4-2	Évolution de la productivité par tête dans les entreprises modernes de 2017 à 2022 (en millions de FCFA)	43
4-3	Évolution (%) de la productivité par tête des entreprises modernes par secteur, de 2020 à 2022	44
4-4	Évolution du rendement apparent du travail des entreprises modernes de 2017 à 2022	46
4-5	Évolution des charges de personnel dans les entreprises modernes de 2015 à 2022 (millions de FCFA)	47
5-1	Productivité du capital entre 2015 et 2022 (en %)	49
5-2	Évolution comparée du taux d'endettement et du taux d'investissement des entreprises	53
5-3	Évolution de l'intensité capitalistique de 2016 à 2022 (En Millions Fcfa)	53
5-4	Évolution du taux de vieillissement de 2016 à 2022 (%)	55
6-1	Évolution de la structure du passif des entreprises, de 2020 à 2022 (en %)	59
6-2	Structure du stock de l'endettement 2021 et 2022	60
6-3	L'indépendance financière des entreprises	63
6-4	Le coefficient d'endettement élargi	65
6-5	Contribution du fonds de roulement au financement de l'actif (%)	69

Liste des encadrés

N°	TITRES	Pages
1	Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de chiffre d'affaires	21
2	Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de valeur ajoutée	23
3	Définition et interprétation du concept de rendement économique	27
4	Analyse de la rentabilité financière	34

Avant-propos

L’Institut National de la Statistique (INS) a le plaisir de présenter la 22eme édition de l’Étude Économique et Financière des entreprises pour l’année 2022.

Cette édition se présente, en raison de la thématique abordée, du niveau de couverture des unités productives résidentes et de la nature des indicateurs, comme un cadre de synthèse des informations sur la situation des entreprises. Les indicateurs calculés par branche d’activité se rapportent notamment à la rentabilité économique et financière, à la productivité, au renouvellement des immobilisations, aux investissements, au niveau d’endettement ainsi qu’à l’emploi.

Les concepts, définitions et ratios utilisés relèvent, pour l’essentiel, de la comptabilité privée.

Cette étude voudrait également, à travers les analyses, mettre à la disposition des décideurs publics, les informations utiles à la gestion des forces et faiblesses de l’évolution des activités, en vue de susciter des mesures permettant de situer l’économie nationale sur son sentier optimal d’expansion.

Les dirigeants d’entreprise devraient aussi y trouver des outils précieux d’aide à la décision, afin d’opérer des choix stratégiques importants en termes de management, d’organisation de la chaîne de production et de distribution, de gestion des stocks, d’allocation efficiente des ressources, de gestion optimale du personnel et de recherche-innovation.

L’étude a été réalisée à partir de l’exploitation des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF). L’INS remercie toutes les entreprises qui s’acquittent de manière systématique et dans les délais réglementaires, du dépôt de leurs états financiers dans les services compétents de la DGI notamment à travers la télé déclaration, à l’INS ou dans l’une de ses dix (10) Agences Régionales.

De même, il accueille avec grand intérêt toutes les remarques et suggestions susceptibles d'aider à l'amélioration des prochaines éditions.

Les travaux effectués sur les bases de données ont eu un impact sur certains indicateurs précédemment publiés. Ces actualisations sont intégrées dans la présente édition.

Les rapports des différentes éditions sont consultables à l’adresse ci-dessous :

Institut National de la Statistique BP : 134 Yaoundé Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21
Fax: (+237) 222 23 24 37-

Site Web: www.ins-cameroun.cm

Email: infos@ins-cameroun.cm

La présente note dresse la situation économique et financière des entreprises au Cameroun en 2022, en s'appuyant sur un échantillon de 1 069 Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) fournies par des entreprises représentatives du tissu économique national et classées par branche d'activités.

L'environnement socioéconomique est marqué en 2022 par des tensions inflationnistes exacerbées par le conflit russe-ukrainien dont les principales répercussions sur l'économie nationale sont la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondial, l'envolée des prix du pétrole, l'aggravation du déficit commercial du fait du renchérissement des prix à l'importation, l'appréciation du dollar.

Dans cet environnement plutôt défavorable, les entreprises du secteur moderne de l'économie ont fait preuve de résilience. En effet, le chiffre d'affaires global hors taxes, après une progression de 9,6% en 2021, a bondi de 17,4% en valeur en 2022. Cette dynamique est imputable essentiellement à cinq branches d'activités qui se sont particulièrement distinguées au cours de l'année. Ramené aux prix de 2021, le chiffre d'affaires croît de 10,5%, soit une performance légèrement au-dessus de celle de l'année précédente.

Avec la hausse des prix des matières premières, de l'énergie, et des coûts de transport maritimes induits par l'éloignement des points d'approvisionnement, les entreprises ont eu des difficultés à accroître leur valeur ajoutée et, par conséquent, à réaliser des profits. Néanmoins, les performances exceptionnelles, d'une part, des activités extractives d'hydrocarbures, et, d'autre part, des activités d'intermédiation financière, ont positivement impacté la valeur ajoutée et les profits au niveau global.

Le nombre d'emplois permanents a progressé de 2,8% en 2022, permettant aux entreprises de rattraper le niveau d'emploi d'avant la crise sanitaire du covid19. Cette évolution a également généré des gains de productivité (+2,2 millions de FCFA par employé relativement à l'année 2021).

Le rythme des investissements a été moins soutenu (-2,6% par rapport à 2021), en raison de l'atonie du secteur primaire et de l'industrie manufacturière. Ainsi le capital productif a continué à se détériorer, le taux de vieillissement des immobilisations passant de 55,2% en 2021 à 58,1% en 2022.

Comme en 2021, les fonds de roulement des entreprises ont été positifs pour la seconde fois, contribuant ainsi à l'amélioration de leur trésorerie nette. Toutefois, le coefficient d'endettement net, qui représente le rapport de la dette financière sur les capitaux propres s'établit à 1,1 légèrement au-dessus de la limite soutenable qui est 1. En conclusion, les entreprises ont pu consolider leur niveau d'activité post – Covid-19, sans toutefois générer plus de valeur ajoutée et de profits ; en l'exception des entreprises des branches d'activités extractives, agricoles d'exportation, et d'intermédiation financière qui ont su tirer profit du repli des effets de la Covid-19 et des répercussions du conflit russe-ukrainien.

Environnement macroéconomique en 2022

En 2022, l'économie mondiale a été secouée par une série de chocs qui sont survenus de manière concomitante. Il s'agit de : la pandémie de la COVID-19 qui a repris notamment en Chine provoquant le confinement de certaines villes importantes pendant plusieurs semaines ; la guerre russe-ukrainienne ainsi que les crises alimentaire et énergétique qui en ont été les corollaires, et l'inflation galopante. Selon les perspectives de l'économie mondiale de janvier 2023 publiées par le Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale a ralenti à 3,1% après la nette reprise de 2021 (6,2%). Cette baisse de la croissance a été observé dans la plupart des principaux blocs économiques, à l'exception du Moyen-Orient et l'Asie centrale qui ont su tirer profit de la hausse des prix du pétrole exacerbé par le conflit russe-ukrainien. La croissance dans cette région est passée de 4,5% à 5,3% en 2022.

Après la reprise constatée en 2021, l'économie des pays d'Afrique subsaharienne a également ralenti. Le taux de

croissance est passé de 4,7% à 3,8%; Ce ralentissement est imputable à : les fortes pressions inflationnistes qui se sont accentuées du fait des aléas climatiques, les perturbations dans les chaînes d'approvisionnements exacerbés par le conflit en Ukraine notamment ; la faiblesse de la demande extérieure (notamment en Chine et en Europe) ; le resserrement des conditions de financements marqué par la hausse de charge du service de la dette. Concernant les deux principales économies de la région que sont le Nigéria et l'Afrique du Sud, la croissance s'est également contractée. Elle est passée de 3,6% en 2021 à 3,0% à 2022 pour le Nigéria. L'affaiblissement de la croissance au Nigéria est consécutif aux difficultés de production dans le secteur pétrolier ainsi qu'à la forte inflation qui s'est établie au-dessus de 21% en 2022. Pour l'Afrique du Sud, le taux de croissance est passé de 4,9% en 2021 à 2,6% en 2022. Dans ce pays, la croissance a été limitée par les difficultés d'approvisionnement de l'électricité et des politiques de rigueur de résorption de l'inflation

L'économie des pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) devrait remonter en 2022. En effet, le taux de croissance de l'économie de la sous-région devrait s'établir à 3,4% après 1,5% en 2021. Ce dynamisme est consécutif à la levée des mesures d'endiguement de la pandémie de la COVID-19 mais aussi au fait que la sous-région a su tirer profit des conséquences du conflit russe-ukrainien caractérisé notamment par le renchérissement du prix du pétrole sur le marché mondial ainsi que la gestion prudente des ressources y résultant dans le cadre des programmes de développements.

L'économie nationale a été affectée, notamment par : les tensions inflationnistes généralisées consécutives au conflit russe-ukrainien et la hausse du fret maritime ; la hausse des cours des principales matières premières particulièrement le pétrole brut ; l'appréciation du dollar. Dans ce contexte l'économie devrait enregistrer quasiment le même taux de croissance qu'en 2021 (3,6%).

Selon les données des comptes nationaux , au niveau de l'offre, sur les neuf premiers mois de l'année, l'économie enregistre un taux de croissance de 3,6% comparativement aux neuf premiers mois de l'année 2021. Cette évolution positive s'explique par la bonne tenue des branches : « Services financiers » (14,8%) ; « Sylviculture et exploration forestière » (10,4%) ; « Information et communication » (10,1%). Au niveau de la demande, la croissance est tirée par la consommation finale qui varie de 3,2% sur les neuf premiers mois relativement à la même période l'année précédente.

Le taux d'inflation s'élève à 6,3% en 2022. Il est au-dessus de la norme communautaire CEMAC de 3,0%. Les pressions inflationnistes ont été principalement entretenues par les prix des produits alimentaires, notamment les prix des huiles et graisses, des pains et céréales, des poissons et fruits de mer, des laits, fromages et œufs, et des légumes.

Evolution du chiffre d'affaires et des profits en 2022

Dans ce cadre macroéconomique, les entreprises du secteur moderne de l'économie nationale ont fait preuve de résilience, consolidant la reprise économique post covid19. Le chiffre d'affaires bondit de 17,7% après 9,6% en 2021. Cette évolution est essentiellement imputable aux performances exceptionnelles de cinq (05) branches d'activités. Il s'agit, du « commerce de gros et de détail, réparation de véhicules » ; « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques »; « Activités financières et d'assurance »; « Activité d'information et de télécommunication » ; « Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre ».

Le Chiffre d'affaires de commerce a cru de 16,6% en 2022, en lien notamment avec les activités de marketage des hydrocarbures.

S'agissant des activités d'extraction des hydrocarbures, le chiffre d'affaires a bondi de 69,8%. Cette évolution s'explique par l'effet cumulé de l'appréciation du dollar et l'envolée des cours du pétrole sur les marchés internationaux, consécutives aux effets économiques du conflit russe-ukrainienne.

En ce qui concerne les activités financières et d'assurance, elles ont enregistré une croissance du chiffre d'affaires de 39,3%. Cet accroissement est à mettre en lien avec l'augmentation des volumes de titres publics, le remboursement de la dette intérieure et le financement et la densification des opérations du commerce extérieur (achat et vente des devises). L'inflation mondiale avec ses transmissions au niveau

national a également impacté le chiffre d'affaires des entreprises. Depuis 2021, les prix à la production industrielle (IPPI) sont en augmentation continue et ont présenté une dynamique plus élevée en 2022. Ainsi, le chiffre d'affaires des entreprises croît de 10,5% en maintenant le niveau de prix antérieur, soit une performance légèrement au-dessus de celle de 2021 (9,6%).

L'augmentation du niveau d'activité en 2022 se caractérise par son plus large spectre économique, trente (30) branches d'activités étant concernées par l'augmentation du chiffre d'affaires contre 25 en 2021. La valeur ajoutée créée par les entreprises modernes a progressé de 18,7%. Toutefois, il convient de relever que cette progression est principalement imputable aux activités d'exactions des hydrocarbures et d'intermédias financières qui toutes deux portent la croissance de la valeur ajoutée (contributions de 13,6% et 5,0% respectivement). Pour le reste, les entreprises ont été exposées à l'envolée des prix des matières premières et de l'énergie, à la hausse des coûts de transport maritimes induits par l'éloignement des points d'approvisionnement. Ces facteurs ont contribué à augmenter les charges d'exploitation et ainsi freiner la production des entreprises.

Avec ce niveau de la valeur ajoutée, le taux de valeur ajoutée, qui rapporte la valeur ajoutée au chiffre d'affaires hors taxes, a légèrement augmenté passant de 26,8% à 27,1%.

En dépit de l'augmentation des charges de personnel de 0,5 %, le niveau de valeur ajoutée dégagée a permis de consolider les profits d'exploitation. En effet, l'Excédent brut d'exploitation, qui est la différence entre la valeur ajoutée et les charges de personnel, a cru de 21,9%. Tout comme pour la valeur ajoutée, la croissance de ce profit d'exploitation est principalement imputable aux activités d'extraction des hydrocarbures (16,3%) et les activités d'intermédiation financière (8,0%). Dès lors, en termes de partage de la valeur ajoutée entre le capital et le travail, l'on note que la valeur ajoutée profite davantage au facteur capital avec 66,5% de la valeur ajoutée, après 64,7% en 2021, qu'au facteur travail (33,5%). Le résultat net, qui est la différence entre l'ensemble des produits et l'ensemble des charges est excédentaire et augmente de 16,1%. Cette

amélioration est cependant moins vigoureuse que celle enregistrée en 2021. L'examen du résultat net suivant les branches d'activités fait ressortir 22 branches déficitaires sur 38, dont 19 qui étaient dans la même situation en 2021. En revanche, certaines branches s'illustrent par l'accroissement de leurs résultats nets en 2022. Il s'agit de : « Production d'électricité, de gaz et d'air conditionné » ; « Activité d'information et de communication » ; « Sylviculture et exploitation forestière ».

Mis en relation avec le chiffre d'affaires, l'on relève que l'activité en 2022 a généré autant de profits que durant l'exercice précédent. Malgré la hausse du chiffre d'affaires, le taux de marge nette bénéficiaire, qui rapporte le résultat net au chiffre d'affaires hors taxes, est resté stable à 3,6%.

Rentabilité des entreprises

Prise dans l'ensemble, l'activité de production et d'investissement des entreprises s'est soldée par une certaine amélioration de la rentabilité. Les rentabilités d'exploitation et la rentabilité financière sont en hausse comparativement à l'année 2021. Le rendement économique (qui rapporte l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) aux Immobilisations brutes) s'est établit à 11,7% en 2022 contre 10,1% en 2021 grâce à la hausse du ratio de rotation des immobilisations brutes qui est passé de 0,58 en 2021 à 0,63 en 2022. Le taux de rentabilité des ressources stables (rapporte l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) aux ressources stables net des immobilisations financières) est ressorti à 31,4%. Il est en augmentation de 2,6 points de pourcentage comparativement à l'année 2021. Cette situation traduit le fait que l'outil productif

génère plus de profit d'exploitation en 2022 par rapport à 2021.

La rentabilité économique qui est le rapport de l'Excédent Brut d'Exploitation sur l'actif économique (somme des immobilisations brutes et du besoin en fonds de roulement), est passé à 13,9%, gagnant 0,9 point de pourcentage.

Le taux de rentabilité financière (la rentabilité financière établit la capacité des capitaux investis par les actionnaires à dégager du résultat) est de 12,7% en 2022, soit 0,2 points de pourcentage de plus qu'en 2021. Cette évolution fait suite à des baisses conjuguées des dettes financières ou de long terme (-11,0%) et des investissements (-2,6%).

Emploi dans les entreprises modernes

Le volume des emplois permanents dans les entreprises a enregistré une hausse de 2,8% en 2022, traduisant un rattrapage du niveau d'avant la crise sanitaire du Covid19. Cet accroissement est observé dans tous les secteurs d'activité, mais l'évolution est davantage prononcée dans le secteur primaire (7,5%). Les évolutions dans le secondaire et le tertiaire sont similaires.

L'évolution des emplois permanents, mise en relation avec celle de valeur ajoutée a induit des gains de productivité. En effet la productivité par tête, pour l'ensemble des entreprises, a progressé à 16,4 millions de FCFA contre 14,2 millions en 2021.

Cette évolution se traduit en valeur relative par une croissance de +15,6%. Les branches d'activités qui enregistrent une productivité par tête élevée dans l'économie sont les suivantes : « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (563,8 millions de FCFA) ; « Activités financières et d'assurance » (61,5 millions de FCFA) ; « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (51,2 millions de FCFA) ; « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné (46,7 millions de FCFA).

Les Charges de personnel ont été davantage maîtrisées par les entreprises modernes. En effet, celles-ci ont faiblement progressé en 2022, soit 1,8%. En conséquence, les Charges moyennes de personnel ont légèrement baissé, passant de 5,5 millions de Fcfa en 2021 à 5,4 millions de FCFA en 2022. La branche

d'activité «Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » se distingue par des charges moyennes de personnel les plus élevées (45,8

Capital productif des entreprises

La productivité apparente du capital augmente de 2,0 points de pourcentage pour s'établir à 17,6%. Cette performance est attribuable à la hausse conjointe du taux de valeur ajoutée (+0,3 point de pourcentage). Dans un contexte de reprise économique post-covid19, les entreprises ont accusé une baisse des investissements (-2,6%). Les secteurs primaire (-2,6%) et secondaire (-14,2%) se sont distingués par un repli de leurs dépenses d'investissement. Cette situation se traduit par un taux de vétusté de l'outil de production

à 58,0%, taux supérieur à celui de 2021 (55,2%). En revanche, le secteur tertiaire enregistre une hausse des dépenses d'investissements de l'ordre de 43,0%. De plus, le repli des investissements a induit la baisse de l'intensité capitalistique (c'est le rapport entre les immobilisations brutes et les effectifs permanents). Ainsi, elle s'établit à 27,8 millions de FCFA par tête contre 34,7 millions de FCFA en 2021.

Endettement des entreprises

L'analyse des grands équilibres du bilan des entreprises fait ressortir une trésorerie nette positive, en hausse historique de 140,0% par rapport à 2021. Cette solvabilité globale est dopée par les résultats exceptionnels du secteur des activités d'intermédiation financières, qui s'en sort avec une augmentation de trésorerie nette de 173,2%. Des disparités s'observent au niveau des branches d'activité. En effet vingt (20) branches d'activités sont en situation d'insolvabilité. Celles les plus sinistrées sont : « Production d'électricité, de gaz et d'air conditionné » ; « Activités immobilières », « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux », et le « Commerce de gros et de détail, et réparation de véhicules », secteur ayant souffert en 2022 de la rareté des devises pour ses approvisionnements.

Après une période marquée par un fonds de roulement structurellement négatif jusqu'en 2020, la situation s'est retournée depuis 2021, et pour la deuxième fois le fonds de roulement est positif en 2022. Dans ces conditions, l'entreprise à la capacité de financer des investissements de long terme mais aussi une partie de son cycle

d'exploitation sans recourir à des crédits de trésorerie. L'insuffisance de fonds propres expose les entreprises au risque d'insolvabilité. La hausse des fonds propres (14,1%), et parallèlement la baisse des dettes de long terme (-11,0%) a permis de réduire le coefficient d'endettement élargi (rapport entre l'endettement total et les capitaux propres) qui est passé de 6,6 en 2021 à 5,6 en 2022. Toutefois, ce coefficient reste largement au-delà de la limite soutenable qui correspond à 4.

Le coefficient d'endettement net, qui représente le rapport de la dette financière sur les capitaux propres, a lui aussi nettement replié. Il est passé de 1,5 fois les capitaux propres à 1,1. Il reste également au-dessus de la limite soutenable (correspondant à 1).

Le rapport 2023 permettra de cerner l'impact de ces effets sur les entreprises modernes du Cameroun

Introduction

L'étude économique et financière des entreprises fait partie des publications courantes de l'Institut National de la Statistique (INS). Elle s'appuie sur la collecte et exploitation des DSF, opération qui bénéficie de la collaboration de Direction Générale des Impôts (DGI).

Cette 22ème édition du rapport sur l'étude économique et financière des entreprises, a pour objectif principal d'analyser le comportement économique et financier, ainsi que la structure des bilans des entreprises. Elle s'inscrit dans la continuité de la précédente édition marquée par l'élargissement de la gamme des indicateurs analysés en l'occurrence les investissements, l'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires, de la valeur ajoutée, etc. Ces indicateurs servent d'outils d'aide à la décision pour orienter les investissements dans certaines branches d'activité. Ainsi, la production de ce rapport permet de répondre à la demande sans cesse croissante d'informations relatives à la performance des entreprises suivant les branches d'activité.

La taille de l'échantillon de l'étude pour le compte de l'année 2022 a légèrement augmenté par rapport à celle de 2021, pour se situer à 1069 entreprises.

La représentativité de l'échantillon dans les branches se situe au-dessus de 90% pour le chiffre d'affaires et l'emploi.

Le présent rapport est structuré en six (06) chapitres. Le premier présente l'environnement institutionnel et macroéconomique. Le second examine l'évolution de l'activité et des profits. Le troisième analyse les performances économiques et financière des entreprises du Cameroun, le quatrième s'appesantit sur l'emploi dans les entreprises. Le cinquième examine les outils de production, les investissements et les immobilisations des entreprises. Enfin, le sixième aborde l'endettement des entreprises et le financement de l'actif par le passif.

Ce premier chapitre, qui traite de l'environnement des entreprises, se décline en deux (02) sections. La première section analyse l'environnement économique international et la seconde s'attèle à présenter l'environnement économique national.

1. 1- Environnement économique international

Cette section examine l'évolution de l'économie mondiale et relève quelques faits saillants concernant les entreprises au niveau mondial.

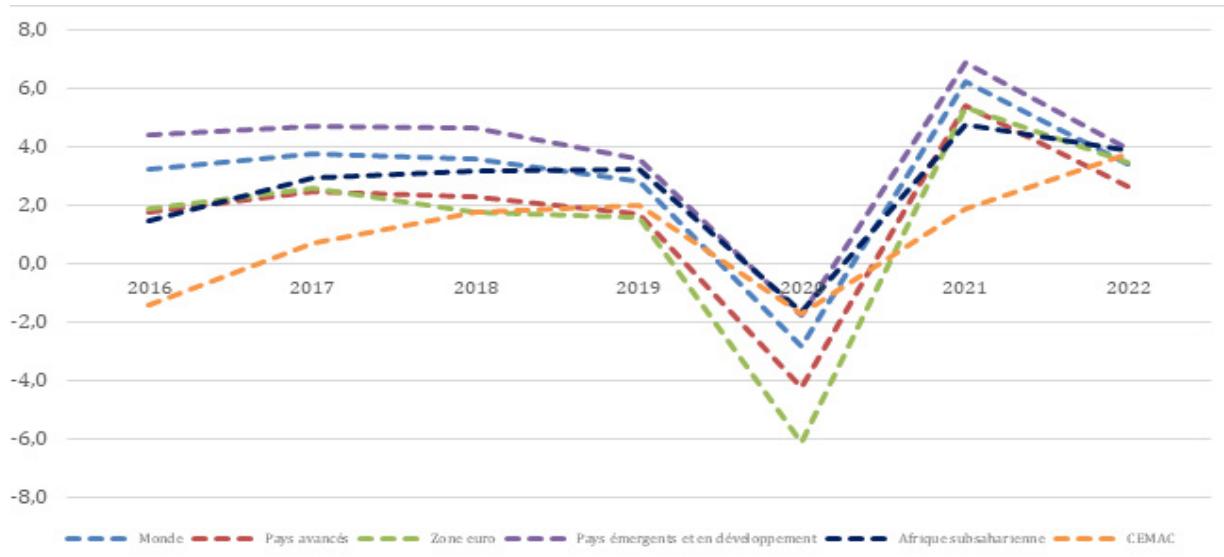
1. 1. 1- Evolution de l'économie mondiale

En 2022, l'économie mondiale a été secouée par une série de chocs qui sont survenus de manière concomitante. Il s'agit de : la pandémie de la COVID-19 qui a repris notamment en Chine provoquant le confinement de certaines villes importantes pendant plusieurs semaines ; la guerre russe-ukrainienne ainsi que les crises alimentaire et énergétique qui en ont été les corollaires, et l'inflation galopante. Selon les perspectives de l'économie mondiale de janvier 2023 publiées par le Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale a ralenti à 3,1% après la nette reprise de 2021 (6,2%). Cette baisse de la croissance a été observé dans la plupart des principaux blocs économiques, à l'exception du Moyen-Orient et l'Asie centrale qui ont su tirer profit de la hausse des prix du pétrole exacerbé par le conflit russe-ukrainien. La croissance dans cette région est passée de 4,5% à 5,3% en 2022.

Après la reprise constatée en 2021, l'économie des pays d'Afrique subsaharienne a également ralenti. Le taux de croissance est passé de 4,7% à 3,8% ; Ce ralentissement est imputable à : les fortes pressions inflationnistes qui se sont accentuées du fait des aléas climatiques, les perturbations dans les chaînes d'approvisionnements exacerbés par le conflit en Ukraine notamment ; la faiblesse de la

demande extérieure (notamment en Chine et en Europe) ; le resserrement des conditions de financements marqué par la hausse de charge du service de la dette. Concernant les deux principales économies de la région que sont le Nigéria et l'Afrique du Sud, la croissance s'est également contractée. Elle est passée de 3,6% en 2021 à 3,0% à 2022 pour le Nigéria. L'affaiblissement de la croissance au Nigéria est consécutif aux difficultés de production dans le secteur pétrolier ainsi qu'à la forte inflation qui s'est établie au-dessus de 21% en 2022. Pour l'Afrique du Sud, le taux de croissance est passé de 4,9% en 2021 à 2,6% en 2022. Dans ce pays, la croissance a été limitée par les difficultés d'approvisionnement de l'électricité et des politiques de rigueur de résorption de l'inflation. L'économie des pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) devrait remonter en 2022. En effet, le taux de croissance de l'économie de la sous-région devrait s'établir à 3,4% après 1,5% en 2021. Ce dynamisme est consécutif à la levée des mesures d'endiguement de la pandémie de la COVID-19 mais aussi au fait que la sous-région a su tirer profit des conséquences du conflit russe-ukrainien caractérisé notamment par le renchérissement du prix du pétrole sur le marché mondial ainsi que la gestion prudente des ressources y résultant dans le cadre des programmes de développements.

Graphique 1: Croissance du PIB réel selon les groupes de pays



1. 1. 2- Faits saillants et meilleures entreprises mondiales en 2022

• Fusions et acquisitions

Encore appelée « M&A » pour « Mergers and Acquisition », la fusion et acquisition est une opération juridique consistant à transmettre le patrimoine d'une société à une autre société. Les éléments actifs et passifs de la société absorbée sont transmis à la société absorbante, impliquant une dissolution (sans liquidation) et un échange de droits sociaux.

Après l'année record observé en 2021 due à la reprise des activités économiques post-covid, l'année 2022 s'est révélée être en demi-teinte pour le marché des fusions-acquisitions. En effet, le nombre de fusions-acquisitions a baissé de 17% en volume et dégringolé de 37% en valeur pour atteindre 3 300 milliards USD. Toutefois, la bonne tenue du sous-secteur de la technologie, media et télécommunications a permis d'atténuer cette atonie du marché des fusions et acquisitions.

Au titre des fusions-acquisitions importantes, l'on

relève :

- L'acquisition de Activision Blizzard par Microsoft pour un montant de 68,7 milliards USD ;
 - L'acquisition de VMware, fournisseur de virtualisation et de cloud d'entreprise, par Broadcom, fabricant de semi-conducteurs d'un montant de 61 milliards USD ;
 - Le rachat de Twitter par Elon Musk d'un montant de 44 milliards USD ;
- De même, en Afrique subsaharienne, les opérations de fusion-acquisition ont été moins florissante qu'en 2021. Elles sont passées de 87,2 milliards USD à 21 milliards USD. Cette baisse est consécutive aux tensions géopolitiques, à l'inflation et à l'effondrement des marchés d'emprunts notamment (Cabinet Herbert Smith Freehills).

• Capitalisations boursières

La capitalisation boursière indique la valeur marchande d'une société cotée. Elle est obtenue en multipliant le nombre de ses actions par leur valeur boursière. Le tableau suivant donne le top 10 des capitalisations boursières dans le monde.

Les dix (10) plus grandes entreprises mondiales en termes de capitalisation boursière au 31 décembre 2022, sont américaines, saoudienne et Taiwanaise. Dans ce classement, les Etats-Unis dominent et compte huit (08) entreprises sur les dix (10), représentant 83,2 % de la capitalisation boursière de ce top 10.

Apple, qui exerce dans le domaine technologique, est en première place avec une valeur d'environ 3 000 mille milliards de dollars. Elle est suivie par l'entreprise Microsoft.

Tableau 1-1: Top 10 des entreprises au niveau mondial classées en termes du chiffre d'affaire en 2022

Rang	Entreprise	Pays	Sous-secteur	Capitalisation boursière
1	Apple	Etats-Unis	Technologie, Matériel	2923
2	Microsoft	Etats-Unis	Technologie, Logiciel	2547
3	Alphabet	Etats-Unis	Media et services interactifs	1939
4	Saudi Aramco	Arabie Saoudite	Pétrole	1906
5	Amazon	Etats-Unis	Vente au détail sur internet	1710
6	Tesla	Etats-Unis	Voitures	1074
7	Meta	Etats-Unis	Media et services interactifs	958
8	Nvidia	Etats-Unis	Conception de processeurs graphiques, de cartes graphiques et de puces graphiques	737
9	Berkshire Hathaway	Etats-Unis	Services financiers diversifiés	672
10	TSMC	Taiwan	Ingénierie des Systèmes Électrique et Automatique	624

Source : Données de marché au 1er mars 2021

1. 2- Environnement socio-économique national

L'environnement institutionnel et réglementaire, l'évolution de l'économie nationale, la compétitivité et les faits saillants sur les entreprises en 2022 seront, tour à tour, examinés dans cette sous-section

1. 2. 1- Environnement institutionnel et réglementaire

En 2022, le Gouvernement a poursuivi et poursuit la mise en œuvre des réformes institutionnelles et réglementaires en vue d'améliorer la performance et la compétitivité de son économie camerounaise. Plusieurs réformes ont été opérées dans les domaines des entreprises et établissements publics, de la gestion des finances publiques et de l'environnement des affaires.

S'agissant des entreprises et établissements publics, plusieurs lois et décrets ont été signés par le Président de la République à l'effet d'améliorer la performance ainsi que la gouvernance de ces derniers.

En plus des décrets portant nominations des membres des conseils d'administrations de plusieurs entreprises publiques et établissements publics, il s'agit notamment de :

- i. La loi N°2022/006 du 27 avril 2022 régissant le secret bancaire au Cameroun
- ii. Le décret N°2022/214 du 10 juin 2022 habilitant

à signer un Accord de Financement pour l'opération de soutien au secteur privé camerounais affecté par la pandémie de la COVID-19

iii. Le décret N°2022/472 du 11 octobre 2022 ratifiant l'Accord de Prêt, pour le financement de l'opération de soutien au secteur privé affecté par la pandémie de la COVID-19

iv. Le décret N°2022/522 du 28 novembre 2022 ratifiant l'Accord de Prêt pour le financement du Programme d'Appui à la Relance Economique Post-COVID-19 (PARECAM)

v. Le décret N°2022/523 du 28 novembre 2022 ratifiant l'Accord de Prêt pour le financement du Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole au Cameroun (PARPAC)

vi. Le décret N°2022/534 du 06 décembre 2022 un Accord de Crédit pour le financement du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNuC).

1. 2. 2-Evolution de l'économie nationale

En 2022, l'économie nationale a été affectée, notamment par : les tensions inflationnistes généralisées consécutives au conflit russe-ukrainien et la hausse du fret maritime ; la hausse des cours des principales matières premières particulièrement le pétrole brut ; l'appréciation du dollar. Dans ce contexte, la croissance économique enregistrerait une hausse de 4,0 % par rapport à l'année 2021. Du côté de l'offre, cette performance est consécutive à la bonne tenue de tous les secteurs d'activité. Le secteur primaire enregistre un taux de croissance de 4,7% et une contribution de 0,8 point à la croissance annuelle. Cette croissance est principalement portée par les branches Sylviculture et exploitation forestière (8,7%) et Agriculture industrielle et d'exportation (7,5%).

Le secteur secondaire, quant à lui, affiche un taux de croissance de 2,0%, en repli de 1,2 point de pourcentage par rapport à l'année 2021. Cette baisse est imputable à la contreperformance des industries extractives (-1,0%). Il enregistre une contribution de 0,5 point à la croissance annuelle. Le secteur tertiaire est le secteur le plus dynamique. Il enregistre une hausse du taux de croissance de 4,6% après 3,5% en 2021 pour une contribution de 2,4 points à la croissance économique. Les principales branches d'activités qui ont contribué à cette performance sont : Commerce, réparation véhicules (+5,6%), Informations et télécommunications (+8,9) ; Restaurants et hôtels (+8,9%) ; Administration publique (+5,5%)

Tableau 1-2 : Ventilation du PIB réel par secteur d'activité

Libellé	PIB réel (en milliards de FCFA)		Taux de croissance réel du PIB (en %)		Contribution à la croissance du PIB réel (en %)	
Années	2020	2021*	2022*	2020	2021*	2022*
Secteur primaire	3 833,1	4 014,7	4 163,0	0,6	4,7	4,7
Agriculture	2 167,3	2 258,4	2 358,8	1,1	4,2	4,4
Elevage, chasse et pêche	808,1	822,4	852,1	1,9	1,8	2,3
Sylviculture et exploitation forestière	858,0	936,4	961,2	-1,8	9,1	8,7
Secteur secondaire	5 418,1	5 613,0	5 603,7	3,2	3,6	2,0
Industries extractives	625,8	610,2	600,4	3,2	-2,5	1,0
dont extraction d'hydrocarbures	571,4	553,1	547,2	3,1	-3,2	1,0
Industries Agro-alimentaires	1 517,7	1 579,3	1 634,3	3,6	4,1	3,1
Autres Industries manufacturières	1 542,8	1 610,7	1 560,2	0,9	4,4	3,4
Production et distribution d'électricité	200,2	202,7	208,5	0,2	1,3	1,9
Production et distribution d'eau et assainissement	137,0	141,1	143,4	1,2	3,0	1,6
BTP	1 394,6	1 466,4	1 459,4	6,4	5,1	1,1
Secteur tertiaire	11 548,6	11 956,4	12 542,7	0,6	3,5	4,6
Commerce, réparation véhicules	2 570,3	2 651,2	2 759,6	1,6	3,1	5,6
Restaurants et hôtels	1 065,2	1 144,1	1 157,9	-6,4	7,4	8,9
Transports, entrepôts, communications	2 286,9	2 355,9	2 541,1	-1,3	3,0	3,8
Informations et télécommunications	510,9	545,7	589,1	5,5	6,8	8,9
Banques et organismes financiers	514,5	575,3	621,8	3,8	11,8	10,7
Administration publique	2 266,0	2 310,6	2 467,9	1,8	2,0	5,5
AUTRES SERVICES	2 341,1	2 379,2	2 416	2,1	1,6	1,7
Total des valeurs ajoutées	20 800,8	21 587,1	22 304,5	1,3	3,8	3,9
Impôts et taxes nets des Subventions	1 638,4	1 671,0	1 835,8	-8,0	2,0	5,6
PIB Réel	22 428,2	23 246,7	24 131,9	0,5	3,6	4,0

Source : INS/Comptes Nationaux (base 100 = 2016)

Du côté de la demande, la dynamique de l'activité économique en 2022, est positive dans toutes ses composantes. En effet, la consommation finale a progressé de 3,8% sur l'année 2022 contre 4,2% en 2021 et a contribué de 3,3 points à la croissance de l'année. De même, les investissements tirés par sa composante privée ont évolué globalement de 3,4% par rapport à l'année 2021 et a contribué de 0,7 point à

la croissance annuelle. Enfin, le déficit du solde des échanges extérieurs s'améliore à 2,3% du PIB en 2022 après 3,7% en 2021, résultant d'une évolution des exportations en volume de 3,5% couplé à un accroissement moins important des importations de 0,5%.

Tableau 1-3 : Les emplois du PIB en volume

Libellé	Volume des emplois du PIB			Taux de croissance des emplois du PIB (en %)		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Années						
1. Dépense de Consommation Finale	18 958,3	19 743,2	20 499,9	0,4	4,2	3,8
Privée	16 288,8	16 995,2	17 599,8	0,3	4,3	3,6
Publique	2 667,2	2 748,3	2 899,6	1,1	3,0	5,5
2. FBCF	4 182,0	4 632,4	4 687,7	-4,2	8,4	3,4
Privée	3 250,2	3 562,9	3 716,6	4,2	9,6	4,3
Publique	931,8	969,5	971,3	-25,3	4,0	0,2
3. Variation des stocks	1 192,6	-163,1		269,9	-113,7	
4. Investissement	4 082,9	4 676,0		-6,4	12,1	
5. Exportations	3 635,9	3 760,9	3 891,1	-14,4	3,4	3,5
Exportations des biens	2 582,8	2 772,8	2 894,1	-12,3	7,4	4,4
Exportations des services	1 046,2	986,6	992,2	-19,5	-5,7	0,6
6. Importations	4 301,9	4 896,1	4 927,1	-17,1	13,8	0,5
Importations des biens	3 576,3	4 194,8	4 200,2	-15,2	17,3	0,1
Importations des services	734,9	729,1	747,8	-24,2	-0,8	2,6
PIB Réel	22 376,4	23 193,1	24 131,9	0,3	3,6	4,0

Source : INS/Comptes Nationaux (base 100 = 2005)

Le taux d'inflation s'élève à 6,3% en 2022. Il est au-dessus de la norme communautaire CEMAC de 3,0%. Les pressions inflationnistes ont été principalement soutenues par les prix des produits alimentaires (+12,9%) et les prix des services de restaurant et hôtels (6,3%). Les principales hausses des produits alimentaires ont concerné les huiles et graisses (+27,0%), les pains et céréales (16,3%), les poissons et fruits de mer (14,4%), des laits, fromages et œufs (10,7%), et les légumes

(7,6%). L'accroissement des prix des restaurants et hôtels résulte en majorité de la hausse de 10,1% du prix des services de restaurant. Par ailleurs, certains matériaux de construction habituellement utilisés par les ménages pour leurs petits travaux de construction ou de réhabilitation/réparation subissent la flambée des prix. Il s'agit notamment du ciment, des tôles, des tuyaux PVC, des carreaux de mur et du fer à béton.

• 1.2.3 Compétitivité et attractivité économique

Le taux de change effectif réel (TCER) global est l'indicateur qui permet d'apprécier la compétitivité prix d'un pays. En 2022, la compétitivité globale de l'économie camerounaise s'est améliorée

en enregistrant une baisse du taux de change réel de 3,1%. Cette amélioration serait imputable notamment à l'appréciation du dollar par rapport au FCFA en 2022.

Tableau 1-4 : Evolution (%) du Taux de change et de termes de l'échange de 2018 à 2022 (en %)

Libellés	2018	2019	2020	2021	2022
TCER	1,4	-1,3	3,1	0,1	-3,1*
TCEC	3,2	-0,9	4,6	-2,3	
Terme de l'échange	10,3	10,7	-2,6	8,4	

1. 2-4 Faits saillants sur les entreprises en 2022

Les faits saillants font ressortir les événements intervenus dans la vie des entreprises, notamment sur la création, la disparition, la fusions, l'acquisition la scission et la disparition.

L'industrie brassicole a subi des mouvements, avec notamment : (i) la cession des actifs de Guinness Cameroun SA à la SABC ; (ii) le changement de dénomination de cette dernière de la Société anonyme des Brasseries du Cameroun à la Société anonyme des Boissons du Cameroun ; (iii) la fin du contrat liant la SABC et Coca Cola Company pour la production et la distribution des produits de cette dernières ; (iv) l'entrée des produits de la Brasserie Samuel Foyou (BRASAF) sur le marché.

1. 2. 5.1 Crédation d'entreprises

Création de grandes entreprises

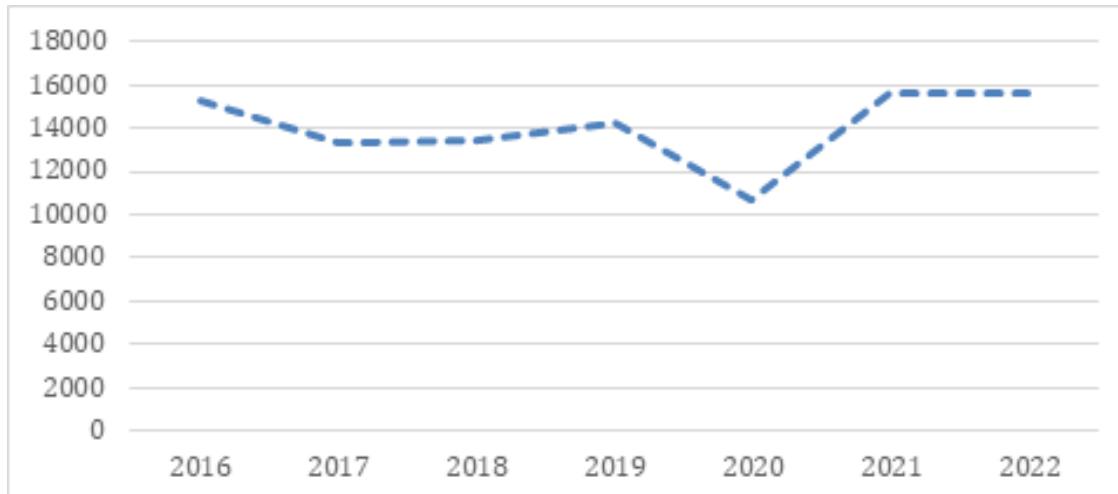
En 2022, sept (07) grandes entreprises ont été créées au Cameroun. Il s'agit de :

• AEHAN GLOBAL ;• AVANTI CAMEROUN ;• BORR GERM INC ;• CHINA RAILWAY ;• DUVAL DISTRIBUTION SAS ;• ENERGY OF CAMEROON GENERATION COMPANY ;• LARSEN & TOUBRO LIMITED.

Création de petites et moyennes entreprises

En termes de création d'entreprises au niveau des Centres des Formalités de Crédation des Entreprises (CFCE), il a été observé une stabilisation des créations entre 2021 et 2022. On dénombre 15 601 entreprises créées dans les CFCE en 2022 sur l'étendue du territoire national, principalement les Entreprises Individuelles (52,97 %) ; les TPE quant à elles sont les plus représentées (83,73%).

Graphique 1-2: Nombre d'entreprises créées dans le CFCE de 2016 à 2022



1. 2. 5.2 Fusions, acquisitions et cessions

La principale acquisition en 2022, est celle de Société Anonyme des Brasseries du Cameroun, qui a acquis les actifs de Guinness Cameroun SA, filiale locale du Groupe Britannique DIAGEO. Le montant de la vente des actifs est estimé à 300 milliards de FCFA.

Le présent chapitre analyse d'une part, l'évolution de l'activité des entreprises modernes est analysée à partir du Chiffre d'affaires Hors Taxes (CAHT) et de la Valeur Ajoutée au coût des facteurs (VA) et d'autre part, l'évolution des profits des entreprises à partir de l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) et du Résultat Net (RN).

2. 1- Evolution de l'activité

2. 1. 1- Chiffre d'affaires hors taxes

En 2022, le chiffre d'affaires des entreprises modernes se trouve quasi dupliqué de 17,8% contre 9,6% en 2021. Le chiffre d'affaires (CA) représente le montant des ventes et recettes, hors taxes, réalisées par une unité économique avec les tiers dans l'exercice de son activité d'exploitation. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des travaux et prestations de services, et des produits accessoires.

Cette évolution est essentiellement imputable aux performances exceptionnelles de cinq (05) branches d'activités dont la contribution à la croissance de l'activité est de 15,9 points. Il s'agit, par ordre d'importance, du « commerce de gros et de détail, réparation de véhicules » (5,0 points) ; « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (4,3 points) ; « Activités financières et d'assurance » (4,1 points) ; « Activité d'information et de télécommunication » (1,4 points) ; « Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre

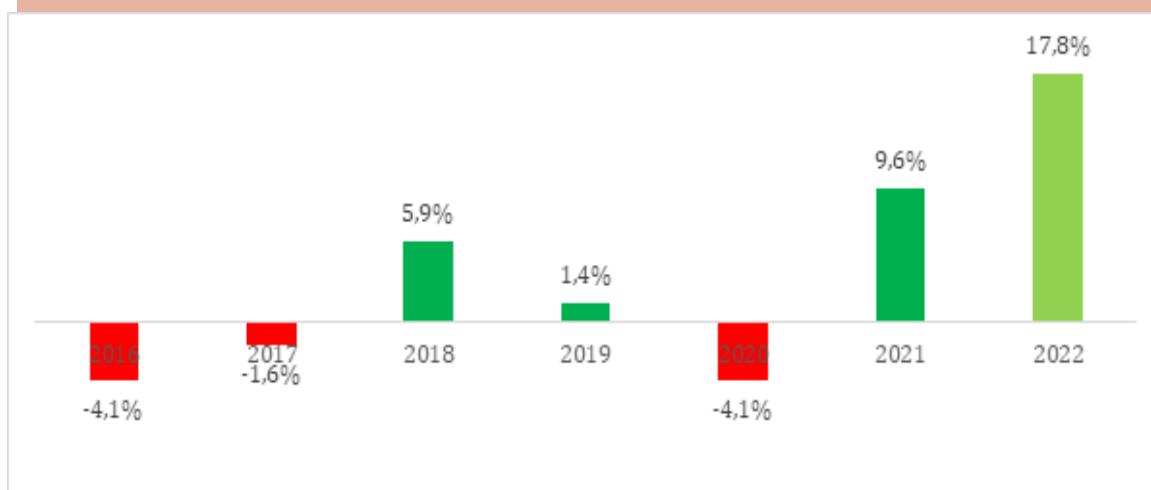
» (1,1 point). La contribution de chacune des branches de l'économie à la croissance du chiffre d'affaires en 2022 figure en annexe.

Les activités de commerce bondissent de 16,6% entre 2021 et 2022. Leur hausse est portée par les activités de marketage des hydrocarbures ainsi que le commerce de gros de biens.

Les activités d'extraction des hydrocarbures grimpent fortement (69,8%) en 2022. Cette forte hausse est consécutive à l'effet cumulé de l'appréciation du dollar et de la crise russo-ukrainienne qui ont dopé les cours du pétrole sur les marchés internationaux.

Les activités financières et d'assurance enregistrent une forte progression de 39,3%. Cet accroissement est à mettre en lien avec l'augmentation des volumes de titres publics, le remboursement de la dette intérieure, le financement et la densification des opérations du commerce extérieur (achat et vente des devises).

Graphique 2.1 : Evolution du taux de croissance du chiffre d'affaires hors taxes (en milliards de FCFA)



Source : INS/Base des données des DSF

L'inflation mondiale avec ses transmissions au niveau national a également impacté le chiffre d'affaires des entreprises. Depuis 2021, les prix à la production industrielle (IPPI) sont en augmentation continue et ont présenté une dynamique plus élevée en 2022. Ainsi, le chiffre d'affaires des entreprises croît de 10,5% en maintenant le niveau de prix antérieur, soit une performance légèrement au-dessus de celle de 2021 (9,6%).

L'augmentation du niveau d'activité en 2022 se caractérise par son plus large spectre

économique, trente (31) branches d'activités étant concernées par l'augmentation du chiffre d'affaires contre 27 en 2021. En effet de ces 31 branches, 23 ont maintenu leur taux de croissance du chiffre d'affaires positives augmentant ce chiffre d'affaires de 2 283,3 milliards de FCFA. Les huit autres branches ont transité passant d'une dynamique négative à une évolution positive en haussant leur chiffre d'affaires de 230 milliards de FCFA.

Tableau 2.1 : Le top 5 des branches d'activités championnes de la croissance de l'activité entre 2021 et 2022

Branches d'activités	Contribution (en points de pourcentage)		CAHT (en milliards de FCFA)	
	2021	2022	2021	2022
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules	+1,7	+5,0	3 300,4	3 849,7
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	+3,0	+4,3	674,8	1 145,6
Activités financières et d'assurance	+0,9	+4,1	1 136,6	1 583,7
Activité d'information et de télécommunication	-0,1	+1,4	748,4	901,7
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	+0,2	+1,1	200,6	324,3

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau 2.2: Nombre de branches d'activité transitant dans les classes de croissance du CAHT

	Evolution du taux de croissance du chiffre d'affaires entre 2021 et 2022		Total 2021
	Positif	Négatif	
Evolution du taux de croissance du chiffre d'affaires entre 2020 et 2021	Positif 23 (+2 283,3 milliards)	4 (-188,5 milliards)	27
	Négatif 8 (+230,0 milliards)	2 (-2,6 milliards)	10
Total 2022	31	6	37

Source : INS/Base des données des DSF

Encadré 1 : Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de chiffre d'affaires en 2022
En 2022, les 15 premières entreprises du Cameroun réalisent 5 098,1 milliards de chiffre d'affaires hors taxes. Cela représente 39,5% du chiffre d'affaires total des entreprises modernes. En termes de dynamique, l'influence du top 15 est en forte hausse de 12,2%. En termes de rang, cinq entreprises ont gagné des places. Le gain le plus important est celui de Total Cameroun qui gagne quatre places pour se hisser à la troisième place du classement. Les deux premières entreprises du classement ont quant à elles multiplié leur chiffre d'affaires de plus de 40% entre 2021 et 2022.

RANG 2022	RAISON SOCIALE	SIGLE	RANG 2021	EVOLU-TION	EVO 2022-2021
RANG 2022	RAISON SOCIALE	SIGLE	RANG 2021	EVOLU-TION	EVO 2022-2021
1	SOCIETE GENERALE CAMEROUN	SG CAMEROUN	1	=	44,0%
2	PERENCO CAMEROUN		3	+1	49,1%
3	TOTAL CAMEROUN SA	TOTAL CAMEROUN SA	6	+3	17,6%
4	SOCIETE NATIONALE DE RAFFINERIE	SONARA	2	-2	-17,2%
5	SOCIETE ANONYME DES BRASSERIES DU CAMEROUN	SABC	4	-1	4,6%
6	THE ENERGY OF CAMEROON	ENEAO CAMEROON	5	-1	4,7%
7	TRADING ET EXPLOITATION	TRADEX	8	+1	30,5%
8	ORANGE CAMEROUN SA	ORANGE	7	-1	8,9%
9	MOBILE TELECOMMUNICATION NETWORK	MTN	9	=	9,5%
10	CONGELE DU CAMEROUN	CONGELCAM SA	11	1	9,2%
11	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DU COTON	SODECOTON	10	-1	6,7%
12	PERENCO RIO DEL REY		12	=	5,3%
13	AFRILAND FIRST BANK	AFRILAND FIRST BANK	15	+2	24,6%
14	CAMEROON TELECOMMUNICATION	CAMTEL	14	=	18,8%
15	OLAM CAM SARL		13	-2	-12,1%

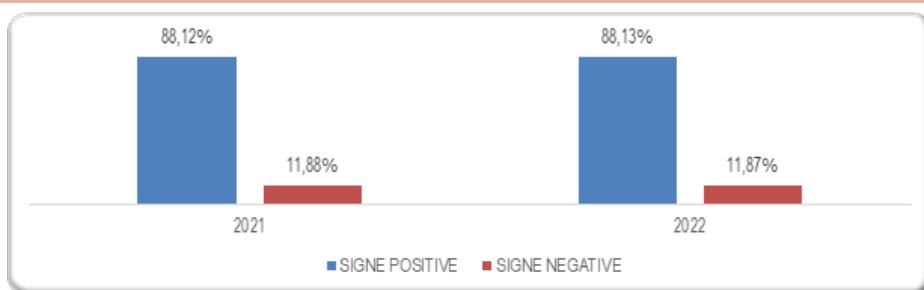
Source : INS/Base des données des DSF

2. 1. 2- Valeur ajoutée de gestion

La valeur ajoutée créée par les entreprises modernes a progressé de 18,7% entre 2021 et 2022. La valeur ajoutée de gestion représente la richesse créée par l'entité du fait de son activité. Elle est mesurée en prenant en compte les subventions nettes des impôts et taxes, ce qui correspond à la

notion de valeur ajoutée aux coûts des facteurs. Dans l'ensemble, 88,1% des entreprises parviennent à dégager une valeur ajoutée positive en 2022 tandis que 11,9% affichent une VA négative. Ce niveau de performance est identique à celui enregistré en 2021.

Graphique 2-2: Répartition des entreprises suivant la dynamique ou l'évolution de leur valeur ajoutée en 2022



Source : INS/Base des données des DSF

Toutefois, il convient de relever que cette progression est principalement imputable aux activités d'extraction des hydrocarbures et d'intermédias financières qui, toutes deux portent la croissance de la valeur ajoutée (contributions de 13,6% et 5,0% respectivement). Pour le reste, les entreprises ont été exposées à l'envolée des prix des matières premières et de l'énergie,

à la hausse des coûts de transport maritimes induits par l'éloignement des points d'approvisionnement. Ces facteurs ont contribué à augmenter les charges d'exploitation et ainsi freiner la production des entreprises. La contribution de chacune des branches à la croissance du chiffre d'affaires en 2022 figure en annexe.

Tableau 2.3: Top 5 des branches d'activités championnes de la contribution de la valeur ajouté aux coûts des facteurs en 2022

Branches d'activités	Contribution (en points de pourcentage)	
	2021	2022
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	+3,1	+13,6
Industrie de boissons	-0,1	+5,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	+1,4	+1,9
Activité d'information et de télécommunications	+1,8	+0,9
Activités financières et d'assurance	-0,9	+0,4

Avec ce niveau de la valeur ajoutée, le taux de valeur ajoutée, qui rapporte la valeur ajoutée au chiffre d'affaires hors

taxes, a légèrement augmenté passant de 26,8% à 27,1%.

Graphique 2-3 Evolution de la valeur ajoutée (en milliards de FCFA)

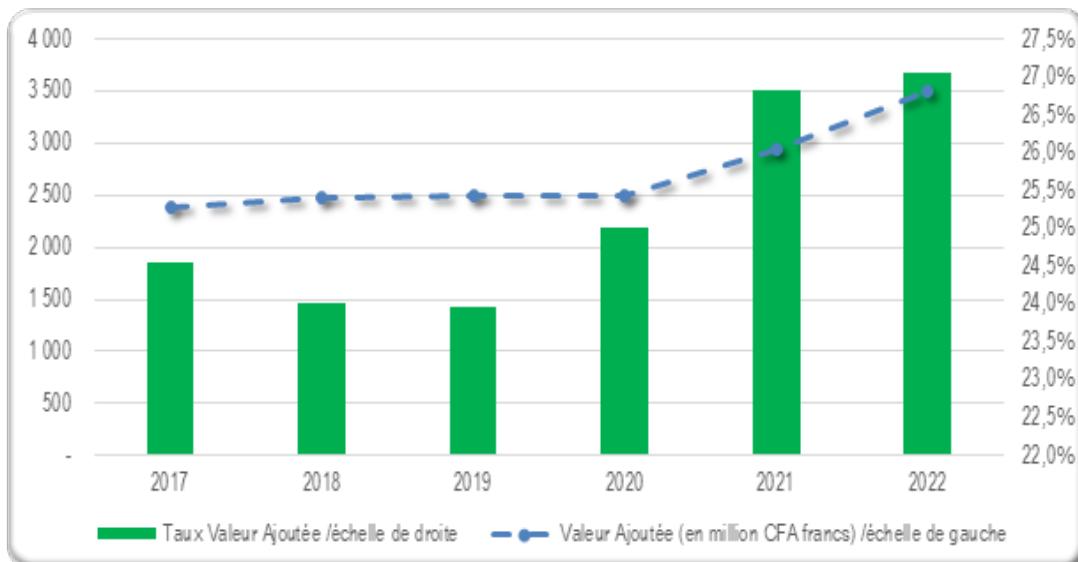


Tableau 2.4 : Top 5 des branches d'activités championnes de la croissance de la valeur ajouté aux coût des facteurs en 2022

Code branche	Branche	Evol VA21-20	Evol VA22-21	Poids des branches VA 2022	Taux VA 2021	Taux VA 2022
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	37,10%	140,40%	19,60%	42,20%	59,80%
36	Activités financières et d'assurance	-5,80%	41,60%	14,30%	30,90%	31,40%
35	Activité d'information et de télécommunications	15,20%	16,60%	11,40%	45,60%	44,20%
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	55,70%	-3,10%	11,20%	12,30%	10,10%
34	Transport et entreposage	29,00%	0,60%	9,60%	52,10%	50,90%
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	18,30%	5,50%	6,70%	47,10%	44,80%
13	Industrie de boissons	-1,20%	15,60%	5,70%	30,60%	33,60%
38	Activités fournies principalement aux entreprises	9,10%	-9,90%	3,80%	41,40%	35,30%
31	Construction	13,30%	-25,50%	3,30%	24,00%	25,20%

Source : INS/Base des données des DSF

Encadré 2: Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de valeur ajoutée en 2022

En 2022 les 15 premières entreprises du Cameroun en termes de valeur ajoutée réalisent 1 642,3 milliards de FCFA de valeur ajoutée. Cela représente 47,0% de la valeur ajoutée des entreprises modernes. En termes de dynamique, l'influence du top 15 est en forte hausse de 20,5%.

En termes de rang, avec la hausse des prix de vente des hydrocarbures sur les marchés mondiaux, deux entreprises de la branche d'extraction et exploration d'hydrocarbures occupent les deux premières places du classement. La société anonyme des brasseries du Cameroun (SABC) ferme le podium.

Rang 2022	Raison sociale	Rang 2021	Evolution	Taux de croissance de la VA
1	PERENCO CAMEROUN	6	+5	46,8%
2	PERENCO RIO DEL REY	2	+1	25,8%
3	SOCIETE ANONYME DES BRASSERIES DU CAMEROUN	4	+1	18,2%
4	THE ENERGY OF CAMEROON	3	-1	7,7%
5	AFRILAND FIRST BANK	9	+4	37,7%
6	CAMEROON TELECOMMUNICATION	5	-1	-1,8%
7	ORANGE CAMEROUN SA	7	=	9,0%
8	MOBILE TELECOMMUNICATION NETWORK	8	=	16,9%
9	SOCIETE NATIONALE DE RAFFINERIE	1	-9	-36,1%
10	CAMEROON OIL TRANSPORTATION COMPANY - S.A.	10	=	6,7%
11	GLENCORE EXPLORATION LTD	13	+2	17,1%
12	Société Nationale de Transport de l'Electricité	12	=	0,0%
13	SOCIETE GENERALE CAMEROUN	11	-2	-11,8%
14	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DU COTON	14	=	7,1%
15	ADDAX PETROLEUM CAMEROUN	39	+24	55,8%

Source : INS/Base des données des DSF

2.2- Evolution des profits

L'évolution des profits est analysée à travers l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE), le Partage de la Valeur Ajoutée et le Résultat Net (RN).

2. 2. 1- Evolution de l'excedent brute d'exploitation

En dépit de l'augmentation des charges de personnels de 1,8 points de pourcentage, le niveau de valeur ajoutée créée par les entreprises leur a permis de poursuivre la consolidation de leurs profits d'exploitation. En effet, l'Excédent brut d'exploitation, qui est la différence entre la valeur ajoutée et les charges de personnels, a cru de 21,9%. Tout comme

pour la valeur ajoutée, la croissance de ce profit d'exploitation est principalement imputable aux activités d'extraction des hydrocarbures (16,3%). Les activités d'intermédiation financière (8,0%) et les activités d'information et de télécommunications (2,3%) ont aussi une contribution relativement importante.

Tableau 2.5 : Top 5 des branches d'activités championnes de la croissance de l'Excédent brut d'exploitation en 2022

Branches d'activités	Contribution (en points de pourcentage)	
	2021	2022
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	+11,1	+16,3
Activités financières et d'assurance	-1,9	+8,0
Activité d'information et de télécommunications	+2,9	+2,3
Industrie de boissons	-0,3	+1,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	+1,9	+0,7

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau 2.6 : Excédent brut d'exploitation, charges de personnel, taux de marge

Code	Branche	Evol EBE 21-20	Evol EBE 22-21	Taux EBE 2021	Taux EBE 2022	EBE/VA 2021	EBE/VA 2022	Évolution charge pers 2022- 2021
1	Agriculture	153,8%	181,7%	0,8%	2,1%	4,5%	11,1%	5,4%
2	Elevage et chasse	-81,0%	-99,6%	3,2%	0,0%	29,2%	0,1%	39,5%
3	Sylviculture et exploitation forestière	42,0%	79,7%	7,1%	12,3%	31,7%	43,7%	7,6%
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	100,0%	98,6%	46,7%	54,6%	110,6%	91,4%	12,0%
6	Extraction des minerais	291,1%	-335,8%	4,6%	-9,5%	29,5%	-2203,1%	3,0%
7	Industrie de la viande et du poisson	-100,5%	203,6%	-0,1%	0,1%	-0,3%	0,1%	129,3%
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-44,6%	22,0%	3,7%	3,9%	49,7%	53,5%	4,6%
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	-4,6%	-40,6%	13,6%	5,0%	51,3%	34,9%	16,9%
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	22,3%	1,7%	19,3%	17,7%	68,4%	68,1%	3,2%
11	Fabrication de produits à base de céréales	-644,7%	-350,7%	-1,4%	-6,7%	-25,2%	-598,4%	5,8%
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	5760,4%	-43,2%	13,1%	6,5%	53,2%	40,0%	-3,4%
13	Industrie de boissons	-4,3%	20,8%	19,2%	22,0%	62,7%	65,5%	6,9%

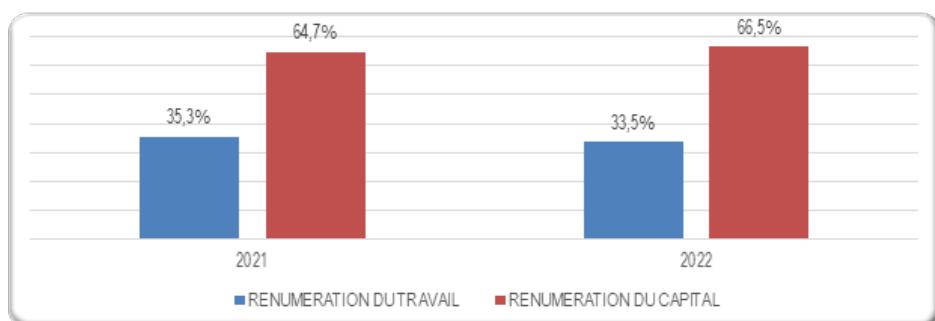
Source : INS/Base des données des DSF

Code	Branche	Evol EBE 21-20	Evol EBE 22-21	Taux EBE 2021	Taux EBE 2022	EBE/VA 2021	EBE/VA 2022	Évolution charge pers 2022- 2021
15	Industries du textile et de la confection	10,4%	21,3%	-24,9%	-23,9%	-366,8%	-188,6%	-5,4%
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	-149,7%	465,0%	-1,2%	3,8%	-8,7%	22,2%	2,0%
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	391,8%	8,0%	9,9%	10,7%	36,9%	38,2%	2,4%
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	-3,5%	49,9%	4,8%	6,3%	30,3%	39,5%	-0,1%
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	-443,2%	0,0%	-631,7%	-631,6%	235,3%	235,3%	0,0%
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	23,1%	-36,1%	7,7%	4,0%	44,3%	32,5%	5,3%
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	59,5%	-84,5%	15,1%	2,1%	38,5%	8,7%	2,1%
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	-20,5%	-9,0%	12,2%	10,6%	66,6%	63,6%	4,0%
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	145,8%	-31,1%	10,6%	6,1%	59,8%	49,5%	4,3%
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	43,2%	5,9%	9,2%	8,2%	65,9%	62,1%	24,7%
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	49,4%	-308,9%	6,3%	-13,9%	18,8%	-60,5%	28,2%
28	Réparation et installation des machines et équipements	138,4%	-88,9%	9,8%	1,0%	19,0%	2,4%	7,0%
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	22,0%	9,4%	32,1%	31,7%	68,1%	70,7%	-3,0%
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	-106,4%	265,1%	-1,5%	2,4%	-4,1%	6,0%	0,7%
31	Construction	16,2%	-31,3%	11,9%	11,5%	49,6%	45,7%	-19,7%
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	111,3%	-14,8%	9,7%	7,0%	79,1%	69,5%	5,7%
33	Hébergement et restauration	598,5%	12,9%	15,3%	15,9%	35,4%	36,8%	6,2%
34	Transport et entreposage	47,7%	2,2%	32,2%	32,0%	61,8%	62,8%	-2,0%
35	Activité d'information et de télécommunications	23,1%	19,7%	29,5%	29,3%	64,6%	66,2%	11,1%
36	Activités financières et d'assurance	-10,3%	64,8%	20,7%	24,5%	67,1%	78,1%	-5,7%
37	Activités immobilières	21,5%	-41,0%	74,7%	36,8%	79,7%	68,5%	6,5%
38	Activités fournies principalement aux entreprises	6,3%	-35,7%	13,5%	8,2%	32,7%	23,3%	2,1%
40	Activités éducatives	35,6%	4,8%	10,3%	12,4%	19,1%	22,8%	-16,2%
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	-45,9%	30,0%	7,9%	10,8%	16,7%	21,1%	-3,0%
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-69,0%	-270,3%	1,3%	-2,0%	3,9%	-7,1%	4,5%
ENSEMBLE		34,1%	21,9%	17,4%	18,0%	64,7%	66,5%	1,8%

Source : INS/Base des données des DSF

La valeur ajoutée est répartie de manière inégale entre le capital et le travail. En 2022, le facteur capital a bénéficié de 66,5% de la valeur ajoutée, tandis que le facteur travail en a reçu 33,5%. Il convient de noter que ces chiffres représentent une évolution par rapport à l'année précédente, où le facteur capital avait reçu 64,7% de la valeur ajoutée, tandis que le facteur travail en avait reçu 35,3%. Ces répartitions indiquent une prédominance de la part attribuée au capital par rapport à celle attribuée au travail.

Graphique 2.4: Évolution du partage de la valeur ajoutée en 2021 et 2022 (en %)



2. 2. 2- Evolution du résultat net

Le résultat net, qui est la différence entre l'ensemble des produits et l'ensemble des charges, est excédentaire en 2022 et enregistre une augmentation de 16,1% par rapport à l'année précédente. Cependant, cette croissance est moins vigoureuse que celle enregistrée en 2021.

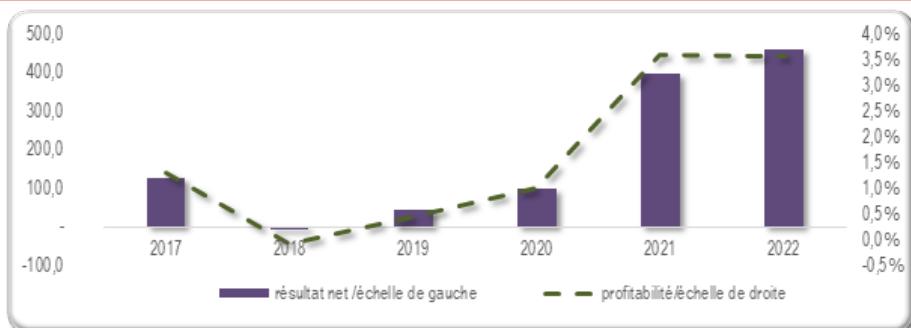
Lorsqu'on examine le résultat net par branches d'activités, on constate que sur les 38 branches, 22 sont déficitaires en 2022, dont 19 étaient déjà dans la même situation en 2021. Cela signifie que la majorité des branches d'activités affichent des pertes.

Cependant, il y a certaines branches qui se distinguent par une augmentation de leurs résultats en 2022. Il s'agit

de : « Production d'électricité, de gaz et d'air conditionné » ; « Activité d'information et de communication » ; « Sylviculture et exploitation forestière ». Ces branches ont enregistré une amélioration de leurs résultats nets en 2022 par rapport à l'année précédente. Cela suggère une performance positive dans ces secteurs spécifiques.

Mis en relation avec le chiffre d'affaires, l'on relève que l'activité en 2022 a généré autant de profits que durant l'exercice précédent. Malgré la hausse du chiffre d'affaires, le taux de marge nette bénéficiaire, qui rapporte le résultat net au chiffre d'affaires hors taxes, est resté stable à 3,6%.

Tableau 2-5 : Evolution (%) du résultat net et de la profitabilité branches d'activités entre 2017 et 2022



Source : INS/Base des données des DSF

Dans ce chapitre, la rentabilité des entreprises est analysée au travers de quatre (04) ratios, à savoir le rendement économique la rentabilité économique, la rentabilité des ressources stables, et la rentabilité financière .

3.1- Rendement économique

En 2022, le rendement économique s'est établit à 11,7% contre 10,1% en 2021 grâce à la hausse du ratio de rotation des immobilisations brutes qui est passé de 0,58 en 2021 à 0,63 en 2022. Après une stabilité relative entre 2019 et 2020, cet indicateur a gardé une tendance à la hausse en 2021 et en 2022, se situant ainsi dans la tranche jugée favorable (Cf. Encadré 3).

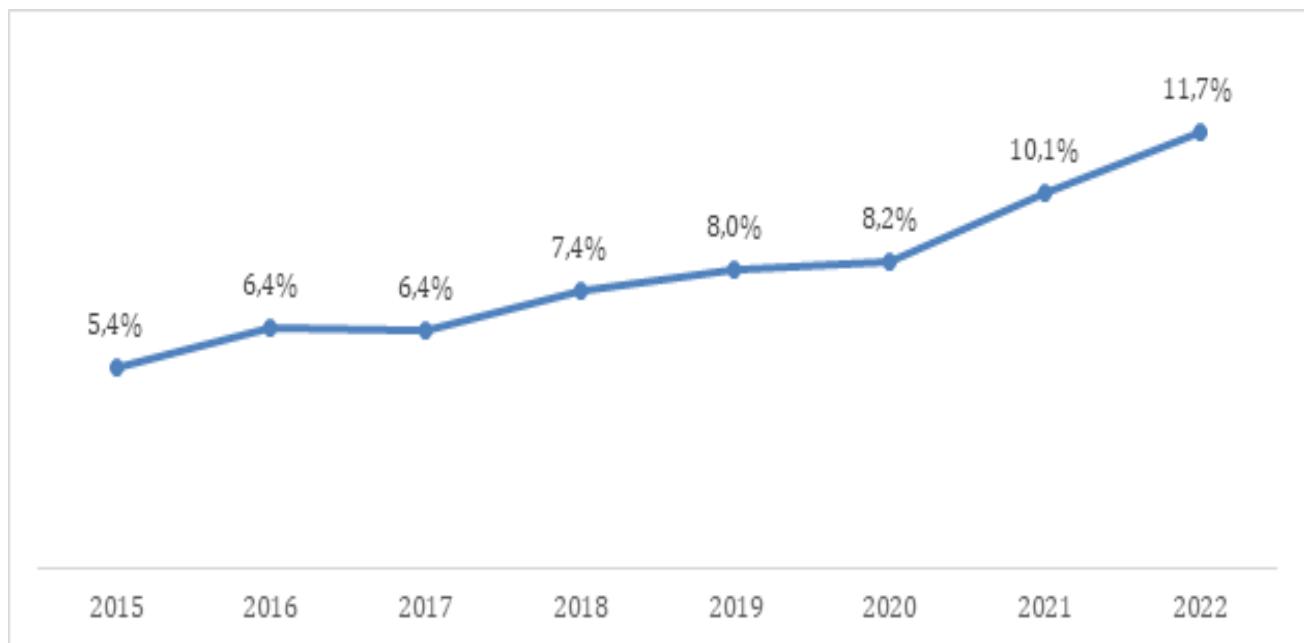
Encadré 3: Définition et interprétation du concept de rendement économique

Le ratio de Rendement Économique(RE)est un indicateur de performance financier clef d'une entreprise. Il rapporte l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) aux Immobilisations brutes et peut se décomposer de la manière suivante :la première composante est le taux de marge brute d'exploitation (MARGEB) qui est le rapport entre l'Excédent Brut d'Exploitation et le Chiffre d'affaires hors taxes. La seconde composante est le taux de rotation du capital immobilisé (ROT) qui rapporte le Chiffre d'affaires hors taxes sur les immobilisations brutes. Ainsi, on obtient $RE=M^*R$

D'un point de vue statique, le Rendement Économique (RE) peut être jugé favorable ou non selon le découpage suivant :

- $RE < 0$, dans ce cas l'entreprise subit des pertes opérationnelles ;
- $0 \leq RE < 5\%$, rendement jugé faible ;
- $5\% \leq RE < 10\%$, zone d'incertitude (ou intermédiaire) ;
- $RE \geq 10\%$, rendement jugé favorable (ou élevé).

Graphique 3.1: Évolution du rendement économique (en %)



Source : INS/Base des données des DSF

3.1.1 Les branches à rendement économique négatif

Les branches à rendement économique négatif sont celles qui ont enregistré des pertes dans leur activité d'exploitation. Le tableau 3.1 ci-après présente ces branches d'activité.

Parmi les branches d'activité, la branche « Industries du textile et de la confection » affiche un rendement

structurellement négatif depuis 2018 imputable aux charges de personnels plus élevées que la valeur ajoutée générée. En outre la branche d'activité « Fabrication de produits à base de céréales » s'illustre depuis 2021 par un rendement négatif qui pourrait s'expliquer par le contexte de la crise ukrainienne.

Tableau 3-1: Branches a rendement économique négatif (en %)

Branche	EBE/IB 2018	EBE/IB 2019	EBE/IB 2020	EBE/IB 2021	EBE/IB 2022
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-6,7	-26,6	13,0	11,0	-22,2
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-6,5	-5,1	87,0	-17,1	-17,1
Fabrication de produits à base de céréales	8,7	5,2	0,3	-1,8	-7,6
Extraction des minerais	7,1	3,8	-1,9	2,8	-6,6
Industries du textile et de la confection	-8,5	-5,6	-7,2	-6,2	-4,8
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-0,3	-10,0	6,6	2,0	-3,4

Source : INS/Base des données des DSF

3.1.2 Les branches à rendement économique faible

Les branches à faible rendement économique sont celles à rendement positif et inférieur à 5%. Quinze (15) branches d'activité se retrouvent dans cette

situation en 2022. L'on peut regrouper ces branches d'activités en trois (03) catégories selon le niveau de la rotation des actifs et de la marge bénéficiaire.

Tableau 3-2: Classification des branches a faible taux de rendement économique

N°1	Définition de la catégorie	Branches d'activité concernées en 2022	Dont Branches d'activité concernées en 2021
1	Faible marge d'exploitation en dépit d'un taux de rotation de l'actif supérieur à la moyenne.	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture • Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques • Industries du cuir et fabrication des chaussures • Elevage et chasse • Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre • Industries du cuir et fabrication des chaussures • Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Extraction des minerais • Fabrication de produits à base de céréales • Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles

N	Définition de la catégorie	Branches d'activité concernées en 2022	Dont Branches d'activité concernées en 2021
2	Faible taux de rotation de l'actif malgré une marge d'exploitation au-dessus de la moyenne.	<ul style="list-style-type: none"> • Activités immobilières • Activités immobilières • Hébergement et restauration • Activités éducatives • Activité pour la santé humaine et action sociale 	•Activités immobilières
3	Faible marge d'exploitation et faible taux de rotation de l'actif.	<ul style="list-style-type: none"> •Industrie de la viande et du poisson •Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets •Réparation et installation des machines et équipements •Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques 	<ul style="list-style-type: none"> •Industrie de la viande et du poisson •Hébergement et restauration •Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques •Réparation et installation des machines et équipements •Activités éducatives •Activité pour la santé humaine et action sociale •Agriculture •Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction

Le tableau 3.3 ci-après présente la classification des branches d'activités à rendement faible en 2022 selon la marge d'exploitation et la rotation des actifs.

Il ressort que les activités liées à l'Elevage et chasse semblent se caractériser par une faible marge d'exploitation en dépit d'un taux de rotation élevée.

Tableau 3-3: Des branches à faible taux de rendement économique

Branche	2021			2022		
	MARGE BENEFICIAIRE (%)	ROTATION ACTIF	RENDEMENT ECONOMIQUE (%)	MARGE BENEFICIAIRE (%)	ROTATION ACTIF	RENDEMENT ECONOMIQUE (%)
Elevage et chasse	3,2	0,62	2,0	0,0	0,66	0,0
Industrie de la viande et du poisson	-0,1	0,15	0,0	0,1	0,11	0,0
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	-1,5	0,07	-0,1	2,4	0,08	0,2
Réparation et installation des machines et équipements	9,8	0,19	1,9	1,0	0,21	0,2
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	15,1	0,23	3,5	2,1	0,24	0,5
Agriculture	0,8	0,50	0,4	2,1	0,55	1,2
Activités immobilières	74,7	0,03	2,0	36,8	0,05	1,7
Hébergement et restauration	15,3	0,14	2,1	15,9	0,14	2,3
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-1,2	0,65	-0,8	3,8	0,77	2,9
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	10,6	0,56	5,9	6,1	0,59	3,6
Activités éducatives	10,3	0,32	3,4	12,4	0,31	3,9
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	7,7	0,86	6,6	4,0	1,04	4,2
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	4,8	0,60	2,9	6,3	0,68	4,3
Activité pour la santé humaine et action sociale	7,9	0,46	3,6	10,8	0,44	4,8
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	13,6	0,52	7,1	5,0	0,96	4,8

Source : INS/Base des données des DSF

3.1.3 Les branches à rendement économique intermédiaire

Les branches à rendement économique intermédiaire sont celles dont ledit rendement positif est compris entre 5% et 10%. Quatre (04) branches d'ac-

tivité se retrouvent dans cette situation. L'on peut regrouper ces branches d'activités en deux (02) catégories.

Tableau 3-4: Classification des branches à rendement économique intermédiaire

N°	Définition de la catégorie	Branches d'activité concernées 2022	Dont Branches d'activité concernées en 2021
1	Faible marge d'exploitation en dépit d'un taux de rotation de l'actif supérieur à la moyenne.	<ul style="list-style-type: none"> •Travail des grains et fabrication des produits amylacés •Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires 	<ul style="list-style-type: none"> •Sylviculture et exploitation forestière •Travail des grains et fabrication des produits amylacés •Construction
2	Faible taux de rotation de l'actif malgré une marge d'exploitation au-dessus de la moyenne.	<ul style="list-style-type: none"> •Transport et entreposage •Activité d'information et de télécommunications 	<ul style="list-style-type: none"> •Transport et entreposage •Activité d'information et de télécommunications

Le tableau 3.5 ci-après présente la classification des branches d'activités à rendement économique intermédiaire en 2022 selon la marge d'exploitation et la rotation de leur actif. Il ressort que le « Tra-

vail des grains et fabrication des produits amylacés » semble se caractériser par une faible marge d'exploitation en dépit d'un taux de rotation élevé..

Tableau 3-5: Branche à rendement économique intermédiaire

	2021			2022		
	MARGE BENEFICIAIRE (%)	ROTATION ACTIF	RENDEMENT ECONOMIQUE (%)	MARGE BENEFICIAIRE (%)	ROTATION ACTIF	RENDEMENT ECONOMIQUE (%)
Activités fournies principalement aux entreprises	13,5	0,81	10,9	8,3	0,63	5,2
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	3,7	1,40	5,2	3,9	1,50	5,8
Industries du bois sauf fabrication des meubles	9,9	0,61	6,0	10,7	0,59	6,3
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	13,1	1,07	14,0	6,5	1,22	7,9
Transport et entreposage	32,2	0,27	8,6	32,0	0,26	8,4
Fabrication de produits minéraux non métalliques	12,2	0,85	10,3	10,6	0,86	9,1
Activité d'information et de télécommunications	29,5	0,27	7,9	29,3	0,31	9,2
Construction	11,9	1,15	13,7	11,5	0,85	9,7

Source : INS/Base des données des DSF

3.1.4 Les branches à rendement économique élevé

Les branches d'activités à rendement économique élevé se caractérisent généralement par un taux de rotation des immobilisations brutes supérieur à 10%. Elles sont au nombre de huit (08) en 2022. Parmi celles-ci, seule la « Sylviculture et exploitation forestière » est passée du stade de rendement intermédiaire au rendement élevé grâce

à l'augmentation du taux de la marge bénéficiaire et du taux de rotation des immobilisations brutes.

Tableau 3-6: branche à rendement économique élevé

	2021			2022		
	MARGE BENEFICIAIRE (%)	ROTATION ACTIF	RENDEMENT ECONOMIQUE (%)	MARGE BENEFICIAIRE (%)	ROTATION ACTIF	RENDEMENT ECONOMIQUE (%)
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	19,3	0,57	11,1	17,7	0,60	10,6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	32,1	0,38	12,3	31,7	0,39	12,5
Sylviculture et exploitation forestière	7,1	1,02	7,2	12,3	1,03	12,6
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	9,2	1,55	14,3	8,2	1,59	13,1
Industrie de boissons	19,2	0,64	12,4	22,0	0,64	14,0
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	9,7	1,87	18,2	7,1	2,12	15,0
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	46,7	0,29	13,4	54,6	0,45	24,5
Activités financières et d'assurance	20,7	0,99	20,6	24,5	1,13	27,7

Source : INS/Base des données des DSF

3.2 -Rentabilité des ressources stables

Le taux de rentabilité des ressources stables est ressorti à 31,5%. Il est en net augmentation de 2,6 points de pourcentage comparativement à l'année 2021. Cette situation traduit le fait que l'outil productif génère plus de profit d'exploitation en 2022 par rapport à 2021.

Graphique 3.2: Evolution de la rentabilité des ressources stables de 2015 à 2022



Source : INS/Base des données des DSF

Tableau 3-7: rentabilité négative des ressources stables des branches en 2022 (en %)

Branche	EBC/RESSOURCE ST NET 2019	EBC/RESSOURCE ST NET 2020	EBC/RESSOURCE ST NET 2021	EBC/RESSOURCE ST NET 2022
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-40,1	-66,0	-177,2	-1285,5
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-155,9	2,0	-1162,7	-274,7
Fabrication de produits à base de céréales	778,3	2,0	-8,5	-165,4
Extraction des minerais	16,8	-19,0	26,3	-75,7
Raffinage du pétrole et cokéfaction	198,0	49263,2	-31,8	-39,8
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-57,1	36,1	11,9	-18,0
Réparation et installation des machines et équipements	8,9	52,0	-17,5	-2,6

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau 3-8: rentabilité positive des ressources stables des branches en 2022 (en %)

Branche	EBE/ RESSOURCE ST NET 2019	EBE/ RESSOURCE ST NET 2020	EBE/ RESSOURCE ST NET 2021	EBE/RESSOURCE ST NET 2022
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-42,2	12,8	-5,6	363,7
Construction	117,2	486,9	-174,3	313,2
Activité d'information et de télécommunications	24,3	25,7	29,3	94,5
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	30,5	31,1	42,2	74,4
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	25,5	25,5	27,5	65,2
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	49,5	-5,0	-316,7	64,8
Sylviculture et exploitation forestière	32,1	27,8	34,7	54,7
Industrie de boissons	29,6	34,2	36,3	42,5
Industries du bois sauf fabrication des meubles	14,7	5,9	40,0	42,2
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	4,3	17,3	50,2	41,0
Transport et entreposage	26,8	30,7	39,6	37,3
Activités financières et d'assurance	56,1	40,3	28,9	34,3
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	26,2	21,8	28,8	29,6
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	34,4	25,8	43,6	29,0
Industries du textile et de la confection	-156,6	256,8	60,1	28,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques	17,2	27,4	23,5	22,2
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	21,4	20,6	16,2	21,3
Agriculture	12,0	-6,6	3,6	18,9
Activités fournies principalement aux entreprises	38,8	36,8	28,2	18,8
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	29,1	41,7	16,2	17,8
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	10,1	9,0	10,0	16,9
Activité pour la santé humaine et action sociale	23,4	23,7	10,8	14,5
Hébergement et restauration	7,8	-2,2	11,2	14,1
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	10,1	11,4	13,7	11,5
Activités éducatives	5,4	4,7	5,9	7,1
Activités immobilières	4,9	5,2	6,2	3,3
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	3,5	3,2	5,6	0,8
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,8	1,9	-0,1	0,2
Elevage et chasse	105,9	137,5	4,3	0,0
Industrie de la viande et du poisson	2,0	2,8	0,0	0,0

Source : INS/Base des données des DSF

3.3- Rentabilité financière des entreprises

Le taux de rentabilité financière qui établit la capacité des capitaux investis par les actionnaires à dégager du résultat, est de 12,7% en 2022, soit 0,2 point de plus qu'en 2021.

Encadré 4 : Analyse de la rentabilité financière

La rentabilité financière établit la capacité des capitaux investis par les actionnaires (capitaux propres) à dégager du profit. Ce ratio correspond dans la comptabilité de type anglo-saxon au « Return On Equity » en abrégé ROE.

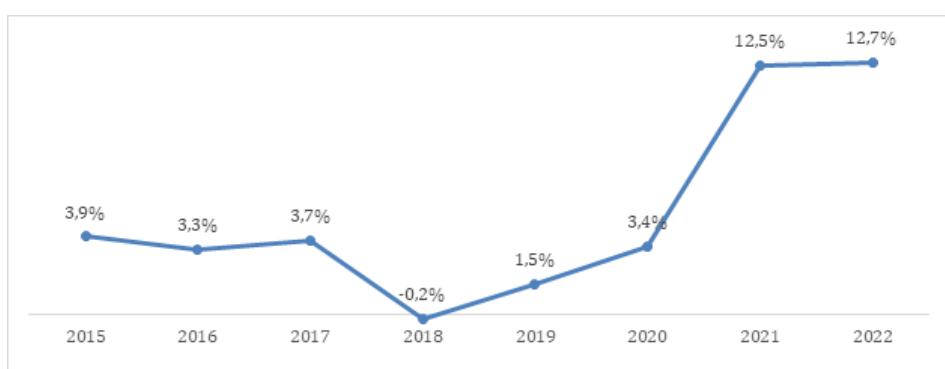
Alors que le rendement économique évalue les performances de l'entreprise en termes économiques, la rentabilité financière détermine plutôt l'aptitude de l'entreprise à rémunérer le capital engagé. Elle est généralement scrutée par les actionnaires et associés, les analystes financiers et les investisseurs.

La rentabilité financière est évaluée par le ratio : Résultat Net / Capitaux propres. Elle a cependant l'inconvénient de ne pas permettre les comparaisons internationales puisqu'il n'est pas neutre par rapport au régime fiscal.
La rentabilité financière peut se décomposer de la manière suivante :
$$\text{= (Résultat net)/(Chiffre d'affaires(HT))} \times \text{(Chiffre d'affaires(HT))/(Actif total)} \times \text{(Actif total)/(Capitaux propres)}$$

Ainsi cette décomposition traduit l'incidence sur la rentabilité financière :

- Du taux de marge nette bénéficiaire ;
- Du taux de rotation de l'actif total ;
- Du taux d'endettement.

Graphique 3.3 : Evolution de la rentabilité financière de 2015 à 2022



Source : INS/Base des données des DSF

Tableau 3-9: Décomposition de la rentabilité financière de 2020 à 2022

branche	2020	2021	2022
Marge nette bénéficiaire (en %)	14,2	17,4	18,0
Rotation de l'actif total *	0,58	0,73	0,76
Endettement	1,3	1,5	1,1
Rentabilité financière (en %)	3,4	12,5	12,7

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau 3-10 : Branches à rentabilité financière négative en 2022 (en %)

Branche	RESULTAT NET /CP 2018	RESULTAT NET /CP 2019	RESULTAT NET /CP 2020	RESULTAT NET /CP 2021	RESULTAT NET /CP 2022
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-18,6	1,7	-22,9	-79,7	-373,0
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-8,5	-17,9	-37,5	-21,4	-86,4
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	-8,7	-0,4	-9,4	-14,9	-76,5
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	-34,5	-26,9	-35,6	-14,1	-45,8
Raffinage du pétrole et cokéfaction	140,1	65,3	-143063,5	-40,6	-40,6
Elevage et chasse	8,5	21,8	13,8	-19,6	-24,5
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-39,4	2,9	8,5	-29,4	-18,5
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	-17,5	-15,6	-18,3	-24,5	-14,8
Construction	-73,4	616,6	51,2	7,3	-11,9
Hébergement et restauration	-1,3	-5,0	-23,4	0,0	-5,4
Activités fournies principalement aux entreprises	1,6	2,3	7,9	7,4	-2,6

Source : INS/Base des données des DSF

Les branches à rentabilité financière positive en 2021 sont référencées dans le tableau 3.11.

Tableau 3-11 : Branches à rentabilité financière positive en 2022 (en %)

branche	RESULTAT NET /CP 2018	RESULTAT NET /CP 2019	RESULTAT NET /CP 2020	RESULTAT NET /CP 2021	RESULTAT NET /CP 2022
Extraction des minérais	-0,7	-9,3	-294,9	195,4	692,9
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-49,7	-112,1	-66,9	92,8	405,8
Fabrication de produits à base de céréales	-13,1	-30,5	-1020,9	387,5	128,1
Sylviculture et exploitation forestière	215,8	-75,0	-504,1	1725,3	92,6
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	62,0	49,6	1,1	8,9	74,0
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	27,7	15,5	14,6	49,5	46,8
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	55,0	65,7	50,3	-15,6	37,2
Activité d'information et de télécommunications	-393,0	208,3	8,9	-114,9	30,1
Activités financières et d'assurance	11,3	23,8	19,5	15,0	23,5
Industries du cuir et fabrication des chaussures	83,5	37,6	-70,8	-143,4	20,6
Industries du textile et de la confection	159,0	90,1	53,2	32,5	17,7
Réparation et installation des machines et équipements	155,4	44,1	32,3	11,4	14,6
Industrie de boissons	8,4	10,7	12,9	14,3	12,8
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	-13,2	5,6	11,1	51,4	12,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	12,2	8,3	8,3	-2,9	10,5
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	10,3	10,5	9,6	10,7	10,4
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-22,1	-12,7	-2,1	-24,2	10,0
Fabrication de produits minéraux non métalliques	0,9	-3,1	17,2	5,9	3,9
Transport et entreposage	9,7	12,7	11,5	16,3	2,5
Activité pour la santé humaine et action sociale	-12,0	-10,8	-8,4	-4,9	2,4
Activités éducatives	1,3	1,3	1,5	2,2	1,5
Agriculture	5,6	2,8	-117,6	0,4	0,2

3.4- Rentabilité économique

A la différence du rendement financière, la rentabilité économique est le rapport de l'Excédent Brut d'Exploitation sur l'actif économique, qui est la somme des immobilisations brutes et du besoin en fonds de roulement. La distinction se situe donc dans la prise en compte du besoin en fonds de roulement, mais les mêmes seuils ainsi

que la décomposition comptable entre marge bénéficiaire et taux de rotation restent valable pour l'analyse. En 2022, la rentabilité économique s'établit à 13,0% contre 13,6% en 2021. Cette faible augmentation est imputable à la hausse de la marge brute d'exploitation couple à la forte rotation de l'actif économique.

Tableau 3-12: Décomposition de la rentabilité économique

	2020	2021	2022
Marge brute bénéficiaire (en %)	14,2	17,3	18,0
Rotation de l'actif économique*	0,58	0,73	0,76
Rentabilité économique (en %)	8,2	13,0	13,6

Source : INS/Base des données des DSF

3.4.1 Branches à la rentabilité économique négative

Les sept (07) branches d'activité, renseignées dans le tableau 3.13, présentent une rentabilité économique négative en 2022, contre cinq (05) en 2021 et six (06) en 2020. Toutes ces branches d'activité « Industries du textile et de la confection » et « Raffinage du pétrole et cokéfaction » affichent une rentabilité économique structurellement négative depuis 2018.

Tableau 3-13 : Branche à rentabilité économique négative(%)

branche	Rentabilité éco 2018	Rentabilité éco 2019	Rentabilité éco 2020	Rentabilité éco 2021	Rentabilité éco 2022
Activités financières et d'assurance	-157,9	-236,3	61,4	-13,0	-55,1
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-12,2	-70,8	18,3	11,3	-37,8
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-10,1	-8,4	-22996,6	-18,2	-13,4
Extraction des minerais	7,9	4,8	-2,6	4,0	-8,6
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-0,6	-23,5	14,3	4,1	-8,1
Fabrication de produits à base de céréales	10,7	4,3	0,4	-1,9	-7,7
Industries du textile et de la confection	-9,8	-6,5	-9,3	-8,6	-7,4

Source : INS/Base des données des DSF

3.4.2 Branches à la rentabilité économique faible

Les branches à faible rentabilité économique sont celles dont ledit rendement positif est inférieur à 5%. Onze (11) branches d'activité se retrouvent dans cette situation.

Tableau 3-14 : Branche à rentabilité économique faible(%)

branche	Rentabilité éco 2018	Rentabilité éco 2019	Rentabilité éco 2020	Rentabilité éco 2021	Rentabilité éco 2022
Industrie de la viande et du poisson	-0,2	1,4	2,2	0,0	0,0
Elevage et chasse	35,2	40,2	31,0	2,9	0,0
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	1,4	0,7	1,5	-0,1	0,2
Réparation et installation des machines et équipements	-8,6	-1,2	-3,4	2,4	0,3
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	4,3	2,3	2,4	3,6	0,5
Agriculture	-3,1	2,3	-0,7	0,4	1,2
Activités immobilières	2,6	2,5	2,8	1,9	1,8
Hébergement et restauration	3,0	7,1	-0,5	2,5	2,7
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-1,9	-2,2	2,0	-0,8	3,0
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	2,4	3,8	5,4	5,9	3,9
Activités éducatives	4,0	3,4	3,2	3,5	3,9
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	2,1	3,3	3,6	2,7	4,1
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	1,7	0,9	2,9	6,5	4,2
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	6,8	8,3	7,7	6,2	4,8

Source : INS/Base des données des DSF

3.4.3 Branches à la rentabilité économique intermédiaire

Dans cette catégorie, l'on retrouve six (06) branches d'activité dont trois (03) avec un classement en matière de seuils de rentabilité économique inchangé. Par contre, la branche d'activité « Activité pour la santé humaine et action sociale » est passé de la catégorie RE faible en 2021 à RE intermédiaire en 2022. Par contre les branches d'activité « Activités fournies principalement aux entreprises » et « Fabrication de produits minéraux non métalliques » sont passés de la catégorie RE élevée en 2021 à RE faible intermédiaire en 2022.

Tableau 3-15: Branche à rentabilité économique intermédiaire(%)

Branche	Rentabilité éco 2018	Rentabilité éco 2019	Rentabilité éco 2020	Rentabilité éco 2021	Rentabilité éco 2022
Activité pour la santé humaine et action sociale	7,8	7,0	7,5	3,9	5,0
Activités fournies principalement aux entreprises	6,8	8,7	15,6	12,1	5,6
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	1,0	8,1	12,3	5,3	5,7
Industries du bois sauf fabrication des meubles	6,3	3,6	1,2	5,8	6,2
Transport et entreposage	5,9	6,7	7,0	8,8	8,8
Fabrication de produits minéraux non métalliques	8,7	7,6	12,8	10,3	9,2

Source : INS/Base des données des DSF

3.4.4 Branches à la rentabilité économique élevée

Dans cette catégorie se situent, en 2022, dix (10) branches d'activité. Huit (08) branches d'activité sur les dix présentent un classement en matière de seuils de rentabilité économique inchangé. Par contre les branches d'activité « Activité d'information et de télécommunications » et « Sylviculture et exploitation forestière » sont

passés de la catégorie Rentabilité économique intermédiaire en 2021 à Rentabilité économique élevée en 2022. La branche d'activité « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » continue d'être plus rentable, grâce à un taux de rotation élevé de l'actif économique.

Tableau 3-16 : Branche à rentabilité économique élevée (%)

branche	Rentabilité éco 2018	Rentabilité éco 2019	Rentabilité éco 2020	Rentabilité éco 2021	Rentabilité éco 2022
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	10,6	10,3	8,4	10,5	10,3
Activité d'information et de télécommunications	7,0	9,1	8,4	8,8	10,5
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	8,7	11,3	10,2	12,8	11,1
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	9,0	6,3	-0,5	23,7	11,9
Sylviculture et exploitation forestière	5,0	8,4	5,7	6,7	12,6
Construction	12,8	13,3	19,2	19,1	13,5
Industrie de boissons	11,7	11,4	14,8	14,3	14,2
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	10,5	13,0	9,4	19,9	14,6
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	17,8	10,2	8,4	13,4	25,7
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	42,3	41,4	27,0	50,5	59,6

Source : INS/Base des données des DSF

Chapitre 4 :

Emploi dans les Entreprises Modernes

Ce chapitre présente un bilan de la situation de l'emploi permanent dans les entreprises modernes en 2022. Il comprend trois (03) sections. La première analyse la dynamique de l'emploi ; la deuxième porte sur la productivité du travail et enfin, la troisième analyse les charges de personnel.

4.1- Evolution des emplois permanents

La section présente tour à tour l'évolution globale des emplois, les évolutions sectorielles des emplois et la structure comparée des emplois par branches d'activités en 2021 et 2022.

4.1.1 Evolution globale des emplois

En 2022, l'emploi permanent des entreprises progresse de +2,7 % se situant nettement au-dessus de son niveau de 2021(+0,7 %). En outre, les évolutions

différencierées des deux indicateurs montrent que la dynamique de l'emploi ne suit pas celle de la création des richesses.

Tableau 4.1 : Variation comparée de l'emploi et de la valeur ajoutée par les entreprises modernes, de 2018 à 2022

	2018 /2017	2019/2018	2020/2019	2021/2020	2022/2021
Variation - Emploi (%)	1,7	0,5	-2,8	0,7	2,7
Variation - Valeur ajoutée (%)	3,57	1,23	0,03	19,54	18,7

Source : INS/Base des données des DSF

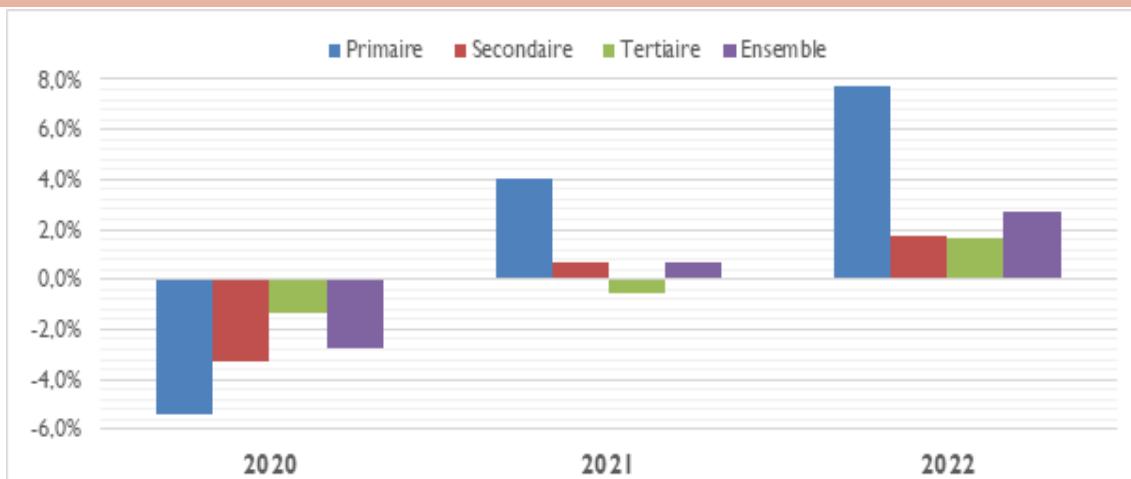
Un regard en arrière sur les cinq dernières années (2018-2022) confirme le dynamisme de l'emploi dans les entreprises modernes et la capacité de rebond de ces entreprises, après une année 2020 marquée par une double crise sanitaire et économique qui a poussé les pouvoirs publics à mettre en place des mesures ayant elles-mêmes conduit à l'« hibernation » de pans entiers de l'activité économique durant plusieurs mois. Selon l'Observatoire national de l'emploi et de la formation professionnelle (Onefop) dans sa Note de conjoncture sur l'emploi au Cameroun en 2020 parue en mars 2021, les entreprises avaient procédé au licenciement de plus de 11 000 employés, à cause de la pandémie de la Covid-19.

4.1.2 Evolution sectorielle des emplois permanents

En 2022, le volume global des emplois permanents des entreprises modernes a progressé dans tous les secteurs, mais l'évolution est davantage prononcée dans le secteur primaire avec une augmentation de +7,8 % par rapport à 2021, comparativement aux autres secteurs qui ont également affiché une tendance à la hausse,

mais plus modérée et quasiment similaire, soit +1,7 % et +1,6 %, respectivement pour les secteurs secondaire et le tertiaire.

Graphique 4.1 : Evolution des emplois permanents des entreprises modernes par secteur d'activité, de 2017 à 2021



Source : INS/Base des données des USF

La hausse de +2,7 % du volume d'emplois des entreprises modernes en 2022 s'explique pour près de la moitié par la contribution à hauteur de 1,3 point du

secteur primaire, les secteurs secondaire et tertiaire contribuant pour 0,65 point et 0,75 point, respectivement.

Tableau 4.2: Contribution des secteurs (en points de %) à la croissance de l'emploi total des entreprises, de 2020 à 2022

Secteur d'activité	2020	2021	2022
Primaire	-0,91	+0,65	+1,30
Secondaire	-1,24	+0,26	+0,65
Tertiaire	-0,62	-0,24	+0,75
Total	-2,77	+0,66	+2,70

. Le regard au niveau agrégé de l'ensemble des entreprises modernes cache des disparités sectorielles qui se manifestent par des évolutions contrastées par branche d'activité, c'est-à-dire qu'en 2022, l'emploi augmente plus vite dans certaines branches alors que pour d'autres, c'est la stagnation ou la régression.

Secteur primaire

Bien que toutes les branches d'activités du secteur primaire ont connu une embellie en 2022, il convient de relever que le rythme de progression du volume d'emplois est, cette année, plus important dans la branche « Sylviculture et exploitation forestière » qui consolide et améliore ses bonnes performances post crise covid-19 (+ 21,5 % en 2022 contre +12,5 % en 2021 et - 11,9 % en 2020) ; elle est suivie par la branche « Elevage et chasse » qui voit sa progression ralentir de plus de 12 points (+ 26,6 % en 2022 contre + 39,2 % en 2021) alors que cette branche avait été la seule résiliente du Secteur, affichant une hausse « impressionnante » du volume d'emploi de + 19,6 % en 2020, au plus fort de la pandémie. La branche « Agriculture » quant à elle, semble se relever plus timidement des effets des crises susmentionnées, affichant un taux de croissance du volume d'emplois qui ne s'est amélioré que de 2,4 points de pourcentage en 2022 pour se situer à + 3,9

% en 2022, contre +1,5 % en 2021 et - 4,2 % en 2020.

Cette hausse relativement importante du volume d'emplois dans les entreprises modernes du secteur primaire en 2022 (+7,8% sur un an) semble en partie tributaire du regain d'activités dans l'agriculture industrielle et surtout dans la sylviculture et exploitation forestière pour lesquels les PIB sectoriels en 2022 ont respectivement évolué de +3,8 % et +10,4 % (MINEPAT, Rapport sur l'économie camerounaise en 2022). En outre, il ressort de cette publication que la performance économique du secteur primaire, a notamment été portée par la reprise progressive sur les sites d'Ombe et Pungo des activités de l'entreprise agro-industrielle publique Cameroon Development Corporation (CDC), qui exploite des plantations d'hévéa, de palmier à huile et de bananes dans la région du Sud-Ouest du pays.

Secteur secondaire

L'emploi du secteur poursuit globalement son redressement entamé l'année dernière, avec une hausse de + 1,7 % en 2022 contre +0,7 % en 2021. Toutefois, l'ensemble des branches d'activités du secteur ne connaît pas le même scénario, certaines tirant mieux leur épingle du jeu que d'autres.

Ainsi, les branches d'activités : « Industrie de boissons » (+16,7 %), « Travail des grains et fabrication des produits amylacés » (+10,0 %), « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (+9,3 %), « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques » (+6,4 %) et « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux » (+5,0 %), voient leur volume d'emplois progresser de manière significative entre 2021 et 2022.

À l'inverse, les branches : « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (-17,5 %), « Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre » (-16,0 %), « Industrie du textile et de la confection fabrication » (-9,0 %), « Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton ; Imprimerie et reproduction » (-7,5 %), « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux » (-6,1 %) et dans une moindre mesure la branche « Construction » (-3,1 %), font partie des activités dont les volumes d'emplois ont sensiblement diminué entre 2021 et 2022.

La bonne performance en 2022 des branches « Industrie des boissons » et « Travail des grains et fabrication des produits amylacés » qui connaissent des évolutions les plus importantes du secteur, serait imputable entre autres, à l'entrée sur le marché de nouveaux opérateurs et à l'extension des

capacités de production des industries existantes.

Secteur tertiaire

Le volume des emplois dans le secteur tertiaire a progressé de +1,6 % en 2022 par rapport à 2021, mais avec, là aussi, de fortes disparités entre les branches du dit-secteur.

La branche « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » (+15,0%) qui a un poids très important dans le secteur tertiaire, affiche la plus forte hausse du volume d'emplois en 2022. Elle est suivie par les branches « Transport et entreposage » (+12,1%) et « Activité d'information et de télécommunications » (+7,6%). Par ailleurs, la branche « Activités immobilières » qui s'était illustrée l'année dernière en ayant la plus grande progression du volume d'emplois du secteur (+7,8 %), affiche cette fois la progression la moins importante dans ce secteur en 2022, soit +1,1%.

A l'opposé, d'autres branches du secteur tertiaire accusent une baisse du volume des emplois en 2022 avec des taux de régression compris entre ceux de la branche « Activités éducatives » (-39,0%) qui ressort comme la plus amoindrie et la branche « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles » (-1,1%) qui apparaît comme la moins touchée du secteur.

Tableau 4.3: Evolution (en %) de l'emploi dans le secteur par branches d'activités, de 2019 à 2022

Code branche	Libellé de la branche d'activité principale	2020 / 2019	2021/2020	2022 / 2021
1	Agriculture	-4,2	1,5	3,9
2	Elevage et chasse	19,6	39,2	26,6
3	Sylviculture et exploitation forestière	-11,9	12,5	21,5
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	5,5	14,0	-0,8
6	Extraction des minerais	17,2	19,7	0,4
7	Industrie de la viande et du poisson	-0,4	0,0	0,0
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	27,1	-14,8	10,0
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	3,8	-2,0	-16,0
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	1,9	5,2	5,2
11	Fabrication de produits à base de céréales	5,4	-9,5	2,6
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-16,3	3,4	-0,4
13	Industrie de boissons	-8,5	2,3	16,7
15	Industries du textile et de la confection	17,8	-21,2	-9,0
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	0,0	118,8	0,0
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	-6,1	-6,1	2,0
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton ; imprimerie et reproduction	-0,9	4,0	-7,5
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	-94,2	-9,1	-17,5
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	-0,1	-1,7	3,4

Source : INS/Base des données des DSF

Code branche	Libellé de la branche d'activité principale	2020 /2019	2021/2020	2022 /2021
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-6,0	0,6	6,4
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	-1,8	-12,6	9,3
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	12,8	16,0	-6,1
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-17,9	0,0	0,0
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-35,6	0,0	0,0
28	Réparation et installation des machines et équipements	-1,8	-38,3	0,7
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-3,0	0,1	4,1
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	-1,7	-0,8	-0,3
31	Construction	-8,2	4,4	-3,1
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	7,3	-0,9	15,0
33	Hébergement et restauration	-6,2	6,0	-3,7
34	Transport et entreposage	-8,6	-6,0	12,1
35	Activité d'information et de télécommunications	-3,3	1,8	7,6
36	Activités financières et d'assurance	1,0	2,8	-1,7
37	Activités immobilières	-0,5	7,8	1,1
38	Activités fournies principalement aux entreprises	1,5	0,4	-10,3
40	Activités éducatives	-36,2	-1,4	-39,0
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	-8,9	-8,9	-5,7
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-5,9	-2,7	-1,0

4.1.3 Structure comparée des emplois par branches d'activités, en 2020 et 2021

Comme en 2021, l'année 2022 n'a pas connu de nouvel entrant dans le top 10 des branches d'activités les plus pourvoyeuses en emplois. Le poids cumulé des dix (10) branches qui emploient

le plus de personnes représente quantitativement près de trois quarts du total des emplois.

Tableau 4.4: Evolution de l'emploi dans le secteur par branches d'activités, de 2021 à 2022

Code ranche	Libellé de la branche d'activité principale	Poids de la branche en 2021	Poids de la branche en 2022	Rang de la branche en 2021	Evolution du rang entre 2021 et 2022
1	Agriculture	13,1%	13,3%	2ème	+1
38	Activités fournies principalement aux entreprises	15,1%	13,2%	1er	-1
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	9,6%	10,8%	3ème	0
34	Transport et entreposage	6,9%	7,5%	5ème	+1
35	Activité d'information et de télécommunications	6,4%	6,7%	6ème	+1
31	Construction	6,9%	6,5%	4ème	-2
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	4,4%	4,6%	7ème	0
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	4,0%	4,1%	8ème	0
3	Sylviculture et exploitation forestière	3,3%	3,9%	10ème	+1
36	Activités financières et d'assurance	4,0%	3,8%	9ème	-1
/	Ensemble des branches du Top 10	73,7%	74,63%	/	/
/	Reste des branches	26,3%	25,7%	/	/
	Ensemble	100,0%	100,00%		

Une fois de plus, le trio de tête des branches les plus pourvoyeuses en emploi en 2022 est resté le même que celui de 2021, avec cette fois en tête du classement, la branche « Agriculture » (13,3 %) qui gagne une place en 2022. Elle suivie de très près par la branche « Activités fournies principalement aux entreprises » (13,2 %) qui se hissait au sommet l'année dernière. La branche « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » (10,8%), troisième du classement 2022, garde le même rang occupé en 2021.

On note cependant beaucoup plus de changements dans le classement actuel par rapport à la situation

qui prévalait en 2021. En effet, les changements de rang au sein du top 10 des branches les plus importantes en volumes d'emplois concernent sept (07) branches en 2022 contre quatre (04) en 2021. Il s'agit des branches : « Agriculture » (+1 place), « Activités fournies principalement aux entreprises » (- 1 place), « Transport et entreposage » (+1 place), « Activités d'information et de télécommunication » (+1 place), « Construction » (-2 places), « Sylviculture et exploitation forestière » (+ 1 place) et « Activités financières et d'assurances » (- 1 place). (Cf. tableau 4.4)

4.2 Productivité du travail des entreprises modernes

Compte tenu des données disponibles, l'analyse de la productivité du travail est déclinée à travers deux (02) indicateurs :

- La productivité par tête : rapport entre la valeur ajoutée de gestion et le nombre d'employés permanents ;
- Le rendement apparent : rapport entre la valeur ajoutée de gestion et les charges de personnel.

4.2.1 Évolution globale de la productivité par tête dans les entreprises modernes

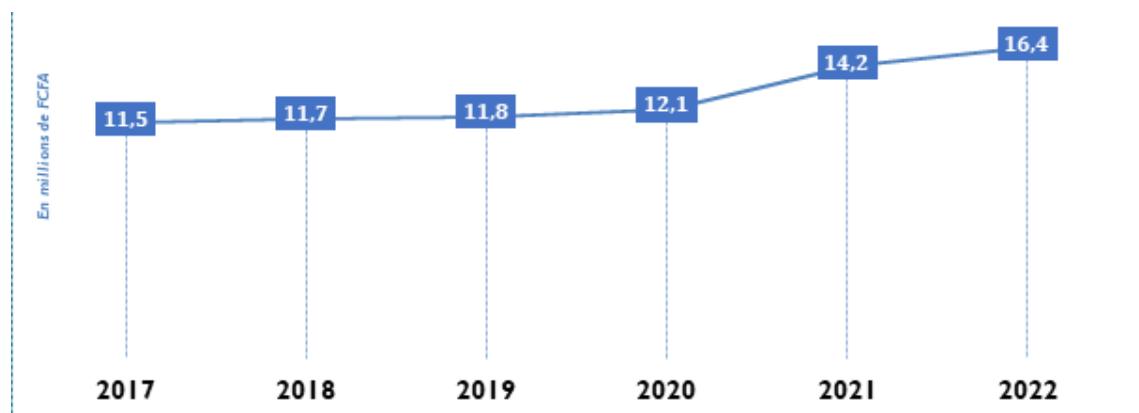
Le graphique 4.3 ci-dessous retrace l'évolution temporelle de la productivité par tête pour l'ensemble des entreprises modernes sur la période allant de 2017 à 2022. L'on observe que cet indicateur, après avoir maintenu une tendance à la hausse, légère mais constante entre 2017 et 2020, se déplace plus nettement vers le haut en 2021 et 2022.

En 2022, la productivité par tête des entreprises modernes est de 16,4 millions de francs CFA, soit un gain de productivité de deux millions deux cent mille (2.200 000) francs CFA (+15,5 %) par rapport au niveau de 2021 (14,2 millions de francs CFA) ou

le gain de l'année était de +17,4 %. Ces gains de productivité par tête n'ont guère dépassé 2,5% entre 2017 et 2020.

Cette évolution globale de la productivité moyenne des entreprises est le résultat d'une hausse plus forte (+18,7%) de la valeur ajoutée de gestion que celle de l'emploi total (+2,7%), laquelle ne réagit normalement qu'avec un certain retard sur la création des richesses.

Graphique 4.2 : Évolution de la productivité par tête dans les entreprises modernes de 2017 à 2022 (en millions de FCFA)



Source : INS/Base des données des DSF

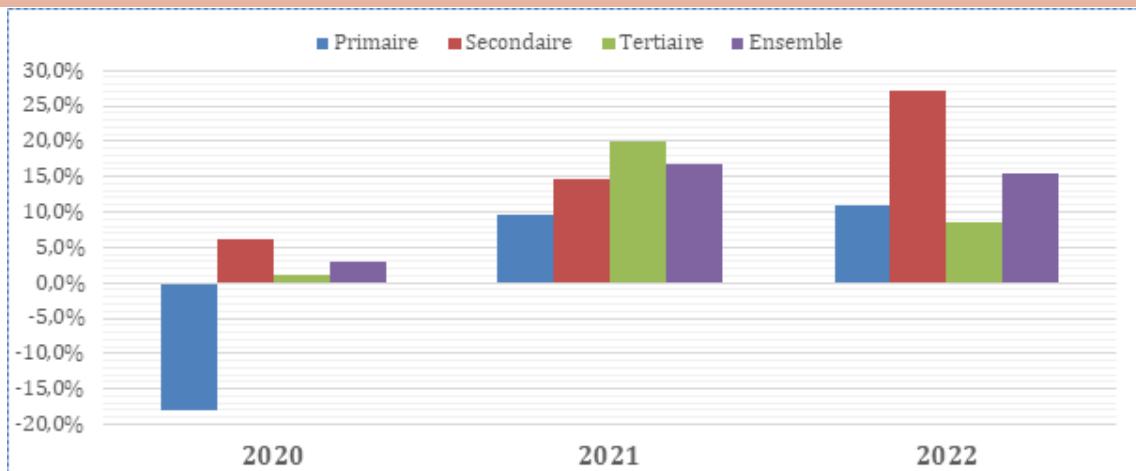
4.2.2 Evolution sectorielle de la productivité par tête

En 2022, la tendance à la hausse de la productivité par tête est perceptible dans tous les secteurs économiques. Toutefois, le phénomène est plus marqué dans le secteur secondaire, lequel affiche

une hausse de +27,2% en 2022 par rapport à 2021. Les évolutions en 2022 dans les autres secteurs sont : +10,9% dans le primaire et + 8,7 % dans le tertiaire.

Source : INS/Base des données des DSF

Graphique 4.3 : Evolution (%) de la productivité par tête des entreprises modernes par secteur, de 2020 à 2022



Secteur primaire

L'évolution de la productivité par tête du secteur, de +10,9 % en 2022 par rapport à l'année précédente, s'explique principalement par un accroissement plus important de la valeur ajoutée par rapport à l'emploi dans les branches « Sylviculture et exploitation forestière » (+30,4 % pour la valeur ajoutée contre +21,5 % pour l'emploi) et « Agriculture » (+13,3 % pour la valeur ajoutée et +3,9 % pour l'emploi), cette dernière branche étant notamment la composante essentielle du secteur primaire.

Comparativement aux autres secteurs, toutes les branches du primaire sont marquées par des productivités par tête relativement faibles qui varient entre deux et six millions de francs CFA.

Secteur secondaire

Le gain fort de la productivité par tête du secteur en 2022 (+27,2 % par rapport à 2021) est à mettre en lien avec des évolutions majeures de création des richesses dans neuf (09) branches d'activités : « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (+142,4%), « Industrie de la viande et du poisson » (+130,3%), « Industries du textile et de la confection » (+68,0%), « Industries du cuir et fabrication des chaussures » (+42,5%), « Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction » (+24,3%), « Raffinage et cokéfaction » (+21,2%), « Travail des grains et fabrication des produits amylacés » (+13,3%), « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » (+12,3%), et « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets » (+11,8%).

En 2022, les branches à forte productivité par tête (supérieure à la moyenne de l'ensemble des entreprises qui est de 16,4 millions de francs CFA) sont : « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits

énergétiques » (563,8 millions de francs CFA), « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (51,2 millions de francs CFA), « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (46,7 millions de francs CFA) et « Industrie des boissons » (28,2 millions de francs CFA) et « Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre » (19,8 millions de francs CFA).

Secteur tertiaire

Enfin, le secteur tertiaire a également été marqué par la hausse de la productivité par tête entre 2021 et 2022. Les raisons de cette performance se trouvent dans l'augmentation forte de la valeur ajoutée de certaines branches du secteur : « Activités éducatives » (+44,1%) « Activités financières et d'assurance » (+44,0 %) et « Hébergement et restauration » (+12,8%). L'évolution de la valeur ajoutée du secteur tertiaire a été, en revanche, négativement impactée par son repli dans les branches « Activités immobilières » (-32,1%), « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » (-15,7%), « Transport et entreposage » (-11,0%) et « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles » (-5,3%).

Les branches où l'on retrouve les productivités par tête les plus importantes sont : « Activités financières et d'assurance » (61,5 millions de francs CFA), « Activité d'information et de télécommunications » (27,9 millions de francs CFA), « Transport et entreposage » (20,7 millions de FCFA), « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » (17,1 millions de francs CFA) et « Activités immobilières » (17,0 millions de francs CFA).

TABLEAU 4.5 :Évolution par branche de la productivité par tête dans les entreprises modernes

	Branche	2020	2021	2022
1	Agriculture	1 546 698,9	1 838 946,3	2 005 725,0
2	Elevage et chasse	9 216 283,6	3 446 190,1	2 693 578,6
3	Sylviculture et exploitation forestière	4 724 667,7	4 758 204,5	5 109 451,5
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	193 292 567,4	232 595 977,8	563 851 790,4
6	Extraction des minerais	1 521 695,4	5 016 076,7	157 567,5
7	Industrie de la viande et du poisson	2 354 621,2	1 432 462,6	3 298 724,4
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	14 710 080,8	12 840 546,1	13 222 615,5
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	18 831 996,8	19 067 991,7	19 841 124,6
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	6 661 867,0	7 072 070,5	6 865 787,9
11	Fabrication de produits à base de céréales	1 809 409,3	1 728 782,1	319 661,5
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	9 125 031,8	19 758 079,3	14 972 983,2
13	Industrie de boissons	29 461 138,2	28 470 333,0	28 202 568,1
15	Industries du textile et de la confection	589 837,5	805 417,5	1 352 937,4
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	6 092 824,5	2 600 031,2	3 705 124,1
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	3 318 815,5	4 972 646,9	5 091 397,1
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton ; imprimerie et reproduction	5 204 154,9	5 187 738,6	6 449 464,4
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	13 060 699,1	- 8 619 970,2	-10 447 662,0
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	5 390 251,0	6 184 187,5	5 199 955,0
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	2 970 530,3	3 425 681,2	2 212 797,5
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	59 855 013,6	58 707 393,5	51 239 637,1
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	7 735 172,0	11 025 490,6	9 761 738,5
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	5 991 143,8	7 666 818,5	8 609 444,5
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	7 150 290,9	8 236 649,4	5 344 568,1
28	Réparation et installation des machines et équipements	1 447 744,5	9 413 636,8	8 309 762,9
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	39 007 110,2	46 107 856,3	46 706 542,2
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	6 541 344,9	4 117 951,2	4 605 273,2
31	Construction	10 029 555,4	10 888 318,1	8 371 872,1
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	12 880 224,6	20 237 628,2	17 062 042,3
33	Hébergement et restauration	2 801 249,7	4 894 425,3	5 518 863,4
34	Transport et entreposage	16 945 610,8	23 247 906,7	20 684 762,3
35	Activité d'information et de télécommunications	22 774 580,2	25 774 128,5	27 938 689,1
36	Activités financières et d'assurance	46 596 856,8	42 706 435,7	61 506 194,1
37	Activités immobilières	22 786 866,9	25 084 082,0	17 043 117,2
38	Activités fournies principalement aux entreprises	4 280 233,2	4 651 406,0	4 675 159,6
40	Activités éducatives	3 856 386,9	5 938 888,1	8 555 041,8
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	6 252 499,8	5 794 188,8	6 301 709,5
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	4 967 391,6	4 754 879,0	4 501 865,5
	ENSEMBLE	12 119 057,2	14 153 979,5	16 350 727,4

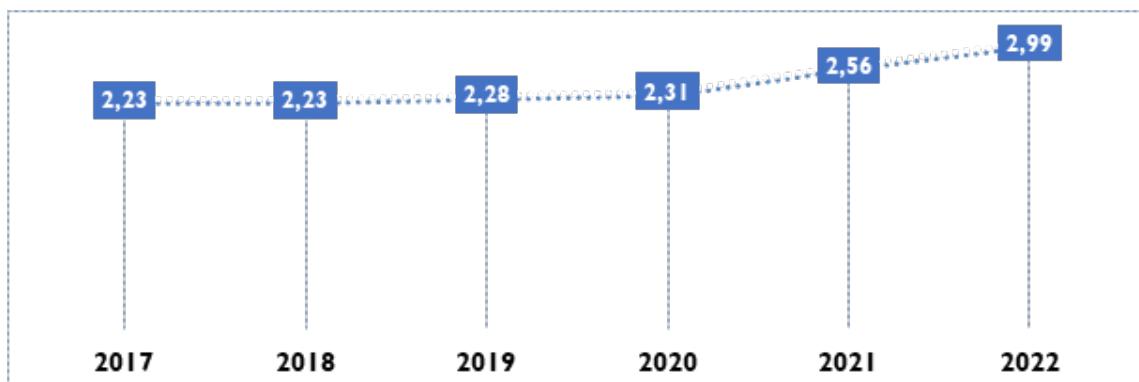
Source : INS/Base des données des DSF

4.2.3 Rendement apparent du travail

Sur la période 2017-2022, l'évolution du rendement apparent du travail est très semblable à celle de la productivité du travail par tête qui a été analysée précédemment. C'est-à-dire que le déplacement vers le haut de ce ratio est plus net à partir de 2021, après avoir maintenu une constante et légère tendance à la hausse entre 2017 et 2020.

En 2022, le ratio du rendement apparent du travail s'élève à 2,99 contre 2,56 en 2021, soit une augmentation d'environ 0,43 point. La valeur de 2,99 signifie qu'en moyenne, une dépense de personnel de 100 francs CFA génère une valeur ajoutée de 299 francs CFA à l'entreprise.

Graphique 4.4 : Evolution du rendement apparent du travail des entreprises modernes de 2017 à 2022



Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau 4.5 ci-après présente les branches d'activité à rendement apparent élevé (c'est-à-dire celles situées au-dessus de la moyenne, cette dernière étant de 2,99 en 2022).

Il ressort de l'analyse du tableau précédent que le top 5 de l'exercice 2022 est composé des branches : « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques

» (11,60), « Activités financières et d'assurances » (4,56), « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (3,41), « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » (3,28) et « Activités immobilières » (3,17) et « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux » (3,14).

Tableau 4.6 : Branche d'activité à Rendement apparent du travail élevé en 2022

Libellé de la branche d'activité	2020	2021	2022
5 Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	4,14	5,41	11,60
36 Activités financières et d'assurance	3,39	3,04	4,56
29 Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	2,95	3,14	3,41
32 Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	2,4	3,58	3,28
37 Activités immobilières	4,51	4,92	3,17
10 Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,66	3,17	3,14
35 Activité d'information et de télécommunications	2,52	2,82	2,96
13 Industrie de boissons	2,84	2,68	2,9
22 Fabrication de produits minéraux non métalliques	3,55	3	2,75
34 Transport et entreposage	2,17	2,62	2,69
24 Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	2,43	2,93	2,64
8 Travail des grains et fabrication des produits amyloacés	3,01	1,99	2,15
23 Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	1,67	2,48	1,98
ENSEMBLE	2,31	2,56	2,99

Source : INS/Base des données des DSF

Source : INS/Base des données des DSF

4.3 Charges de personnel

L'analyse porte sur les charges moyennes, indicateur qui rapporte les charges totales du personnel au nombre d'employés. Ce ratio permet de se forger une idée du coût moyen d'un employé dans l'entreprise, en intégrant à la masse salariale, tous les autres accessoires de salaire (primes, avantages en nature, indemnités etc.) liées aux ressources humaines.

4.3.1 Évolution globale des charges moyennes de personnel dans les entreprises modernes

Le graphique 4.5 présente l'évolution des charges moyennes de personnel pour l'ensemble des entreprises modernes sur la période 2015-2022. De façon générale, ce ratio montre une nette tendance à la hausse, bien que cette dynamique ne soit pas régulière sur l'ensemble de la période

sous revue. En 2022, les charges moyennes de personnel pour l'ensemble des entreprises modernes se situent à 5,48 millions de francs CFA contre 5,53 millions de francs CFA en 2021, soit une très légère baisse (de l'ordre de 1%) sur un an..

GRAPHIQUE 4.5 : ÉVOLUTION DES CHARGES DE PERSONNEL DANS LES ENTREPRISES MODERNES DE 2015 À 2022 (MILLIONS DE FCFA)



Source : INS/Base des données des DSF

4.3.2 Evolution sectorielle des charges moyennes de personnel en 2022

Par secteur, les évolutions des charges moyennes de personnel sont de +6,4 %, +0,8 % et +1,9%, respectivement pour le primaire, le secondaire et le tertiaire.

Graphique 4.6 : Evolution des charges moyennes de personnels par secteur, de 2020 à 2022 (en millions de FCFA)

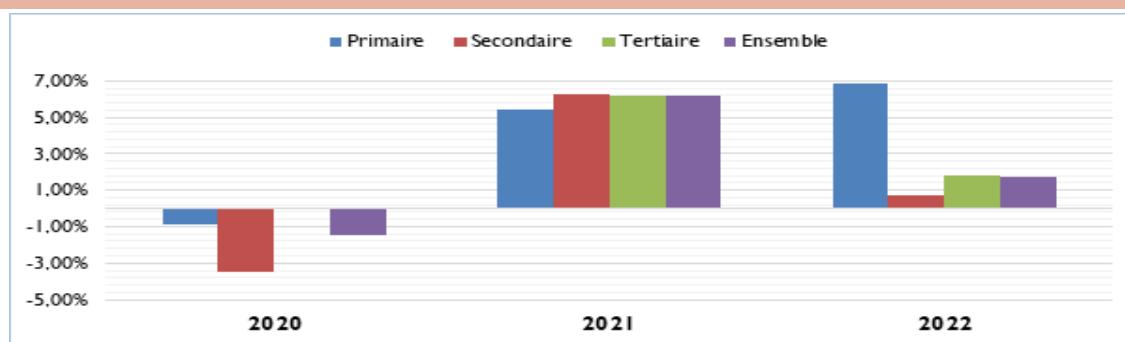


Tableau 4.7: Evolution des charges moyennes de personnels par secteur, de 2019 à 2022

branche	2019	2020	2021	2022
Primaire	1 943 674,5	2 037 077,1	2 064 640,9	2 047 143,5
Secondaire	5 697 415,9	5 684 431,6	6 002 975,9	5 944 613,4
Tertiaire	5 920 347,6	6 004 390,8	6 410 402,5	6 424 538,1
ENSEMBLE	5 172 821,3	5 240 504,2	5 528 838,0	5 475 961,5

Source : INS/Base des données des DSF

En 2022, les charges moyennes de personnels d'une entreprise moderne sont de 6 424 5238 francs CFA dans le secteur tertiaire, 5 944 613 francs CFA dans le secondaire et 2 047 143 francs CFA dans le primaire. Les charges moyennes de personnels du secteur tertiaire sont assez comparables à celles du secondaire et 3,1 fois plus élevées que celles du primaire.

4.3.3 Structure des charges moyennes de personnel en 2022

En 2022, les charges moyennes de personnel sont plus élevées (supérieures à la moyenne) dans quatorze (14) branches d'activité (*). Le top 5 des branches à charges moyennes de personnel élevées est composé comme suit : « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques », « Fabrication de produits minéraux non métalliques », « Raffinage du pétrole et cokéfaction », « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets » et « Activités financières et d'assurance ». (Cf. tableau 4.8).

En 2022, l'analyse des charges moyennes de personnel dans le top 5

susmentionné révèle une évolution à la baisse desdites charges sur un an dans les branches « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (-6,8%), « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (-4,2%) et « Activités financières et d'assurance » (-4,1%).

En revanche, entre 2021 et 2022, les charges moyennes de personnel augmentent dans le secteur pétrolier, notamment dans les branches « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (+21,2%) et « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (+13,0%).

Tableau 4.8: Evolution (en %) des charges moyennes de personnels par secteur, de 2020 à 2022

Code branche	Libellé de la branche d'activité principale	Charges Moyennes du Personnel (2020)	Charges Moyennes du Personnel (2021)	Charges Moyennes du Personnel (2022)	Tendance
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres	46 689 844,1	43 015 537,8	48 590 054,5	
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	16 870 677,1	19 584 327,5	18 643 789,7	
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	7 689 129,6	11 661 436,0	14 132 719,2	
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air	13 221 603,5	14 691 479,0	13 690 283,0	
36	Activités financières et d'assurance	13 755 859,2	14 062 825,6	13 492 787,1	
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	8 774 872,9	9 282 965,7	12 920 365,5	
13	Industrie de boissons	10 370 872,5	10 609 808,3	9 716 014,5	
35	Activité d'information et de télécommunications	9 021 176,4	9 133 150,7	9 429 381,4	
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres pr	9 316 890,0	9 254 786,2	8 977 083,7	
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	6 114 894,1	6 690 282,9	8 575 460,0	
28	Réparation et installation des machines et équipement	4 313 644,7	7 629 063,7	8 112 308,9	
34	Transport et entreposage	7 797 669,6	8 880 899,9	7 684 708,4	
40	Activités éducatives	3 029 763,7	4 805 607,8	6 600 877,0	
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	4 888 830,3	6 460 571,7	6 146 344,9	
37	Activités immobilières	5 053 657,5	5 098 300,0	5 370 407,4	
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhic	5 371 958,3	5 652 098,2	5 196 408,3	
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	4 629 514,8	4 832 916,9	4 972 047,2	
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'o	4 627 799,6	4 437 350,2	4 929 580,5	
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités soci	4 385 677,0	4 569 258,1	4 821 071,0	
31	Construction	5 173 983,0	5 484 234,2	4 543 349,7	
30	Production et distribution d'eau, assainissement et tra	3 930 237,8	4 285 175,9	4 328 346,4	
15	Industries du textile et de la confection	3 187 924,0	3 759 397,5	3 904 939,2	
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou	3 509 018,4	3 615 973,8	3 903 746,7	
6	Extraction des minérais	2 448 251,0	3 538 735,7	3 628 938,0	
38	Activités fournies principalement aux entreprises	2 845 623,9	3 149 345,0	3 585 949,7	
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	3 202 847,5	3 445 091,9	3 507 494,2	
33	Hébergement et restauration	3 169 786,1	3 161 987,7	3 487 584,1	
7	Industrie de la viande et du poisson	1 557 388,1	1 436 490,9	3 294 551,3	
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et mat	2 464 022,7	2 617 222,2	3 264 119,9	
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	2 968 120,0	3 136 358,4	3 147 244,6	
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	5 099 850,2	2 825 644,1	2 881 653,0	
3	Sylviculture et exploitation forestière	3 529 867,5	3 250 394,7	2 878 989,5	
2	Elevage et chasse	1 854 382,8	2 441 019,7	2 690 079,1	
11	Fabrication de produits à base de céréales	1 737 087,6	2 164 073,3	2 232 513,5	
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2 501 036,4	2 232 227,9	2 189 035,6	
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en c	2 138 429,1	2 105 501,8	2 020 573,0	
1	Agriculture	1 701 057,1	1 757 029,7	1 783 542,2	

Chapitre 5 :

CAPITAL PRODUCTIF DES ENTREPRISES

Le capital productif se réfère essentiellement aux immobilisations nécessaires à la production des biens et services. La notion d'immobilisation intègre l'ensemble des biens durables détenus par une entreprise sur plus d'un exercice comptable et qui ne sont pas destinés à la revente. Ces biens découlent des investissements engagés afin de renouveler et développer le potentiel productif de l'entreprise.

Le présent chapitre traite tour à tour de la productivité du capital (section 5.1), des investissements (section 5.2), de l'intensité capitalistique (section 5.3), du renouvellement des immobilisations (section 5.4), et enfin du poids des immobilisations dans le bilan (section 5.5).

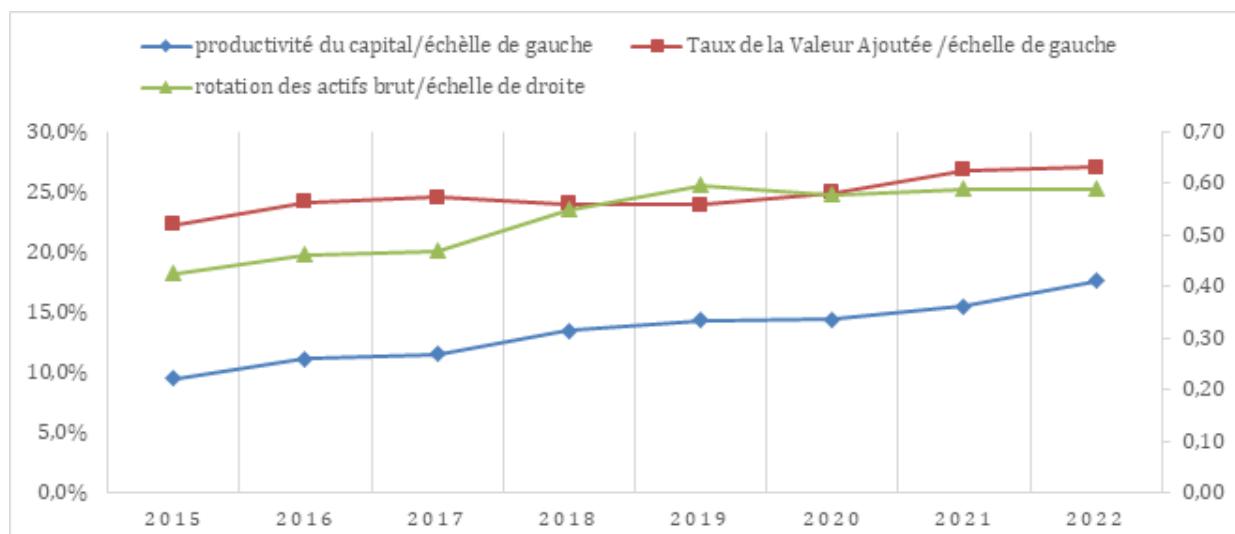
5.1 Productivité du capital

5.1.1 Evolution globale de la productivité du capital

La productivité du capital rapporte la valeur ajoutée aux immobilisations brutes. Elle correspond également au produit entre le taux de valeur ajoutée et la rotation de l'actif brut. Sa valeur s'est améliorée, passant de 15,6 % en 2021 à 17,6% en 2022. Cette amélioration

s'explique par l'évolution positive et simultanée du taux de valeur ajoutée et du ratio de rotation des immobilisations brutes. Après une quasi stabilité en 2020, la productivité du capital a augmenté de 3 points de pourcentage par rapport à son niveau d'avant crise sanitaire (14,3%) en 2019.

Graphique 5.1 : Productivité du capital entre 2015 et 2022 (en %)



Source : INS/Base des données des DSF

5.1.2 Evolution sectorielle de la productivité du capital

Dans l'ensemble, treize (13) branches d'activité affichent en 2022 la productivité du capital élevée (supérieure à la moyenne) contre dix-sept (17) en 2021 ; dont onze (11) gardent cette tendance depuis 2020.

Les valeurs les plus élevées sont enregistrées dans les entreprises du secteur des services (autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles, activités financières et d'assurance) qui se caractérisent par une forte rotation des actifs malgré un faible taux de valeur ajoutée. La productivité du capital est tendanciellement en hausse dans

la branche d'activité « « Sylviculture et exploitation forestière ». En revanche, elle est tendanciellement en baisse dans les branches d'activité « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles » et « Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a. » (Tableau 5.1).

Tableau 5.1 : Branches à productivité du capital élevée en 2022 (en %)

Branche d'activité	VA/IB 2018	VA/IB 2019	VA/IB 2020	VA/IB 2021	VA/IB 2022
Sylviculture et exploitation forestière	18,2	23,8	22,5	22,8	28,9
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	14,0	12,0	10,6	12,1	26,8
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	21,6	17,9	13,0	26,4	19,7
Industrie de boissons	18,9	18,8	22,0	19,7	21,4
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	22,9	18,0	20,5	21,7	21,0
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	19,7	13,0	89,5	58,8	36,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	12,6	16,0	15,3	18,1	17,7
Construction	24,4	22,3	25,1	27,6	21,3
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	21,7	25,6	15,2	23,0	21,6
Activités financières et d'assurance	30,3	31,3	33,8	30,7	35,4
Activités fournies principalement aux entreprises	26,8	28,3	42,8	33,4	22,0
Activité pour la santé humaine et action sociale	26,3	23,7	24,1	21,9	22,6
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	53,0	43,1	56,2	51,6	47,5
ENSEMBLE	13,5	14,3	14,5	15,6	17,6

Source : INS/Base des données des DSF

Vingt-quatre branches d'activité affichent une productivité de capital inférieure à la moyenne. Dans certains d'entre elles, notamment la branche « Raffinage du pétrole et cokéfaction », celle-ci est négative.

Tableau 5.2 : Branches à productivité du capital faible en 2022 (en %)

Branche d'activité	VA/IB 2018	VA/IB 2019	VA/IB 2020	VA/IB 2021	VA/IB 2022
Agriculture	7,7	10,8	8,0	9,6	10,7
Elevage et chasse	24,1	28,1	22,8	6,9	6,2
Extraction des minérais	12,2	8,8	3,2	9,5	0,3
Industrie de la viande et du poisson	5,5	6,3	6,6	6,5	8,6
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	5,1	12,6	18,0	10,4	10,8
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	15,8	17,2	16,0	13,8	13,7
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	17,4	16,7	14,6	16,2	15,6
Fabrication de produits à base de céréales	23,8	19,1	8,3	7,0	1,2
Industries du textile et de la confection	0,8	3,2	1,6	1,7	2,6
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-0,2	1,8	13,4	9,3	13,2
Industries du bois sauf fabrication des meubles	18,3	14,6	11,8	16,3	16,6
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	9,9	11,2	11,8	9,6	11,0
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-4,6	-3,3	211,5	-7,3	-7,3
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	8,0	12,2	14,2	15,0	12,9
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	10,5	9,0	7,9	9,1	5,8
Fabrication de produits minéraux non métalliques	14,2	12,3	17,8	15,5	14,4
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	6,0	5,3	6,6	9,9	7,3
Réparation et installation des machines et équipements	4,2	6,0	1,5	9,9	8,7
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	3,8	3,3	3,9	2,7	3,0
Hébergement et restauration	8,5	7,5	3,3	5,9	6,3
Transport et entreposage	11,4	12,8	12,7	13,8	13,4
Activité d'information et de télécommunications	10,5	12,3	11,3	12,3	13,9
Activités immobilières	3,5	3,4	3,5	2,5	2,5
Activités éducatives	16,8	14,5	14,3	17,5	17,1

Source : INS/Base des données des DSF

5.2 Analyse des investissements

5.2.1 Evolution des investissements bruts

Dans un contexte de résilience, les entreprises ne semblent pas avoir tiré profit d'une politique monétaire axée sur la relance de la croissance. En effet, le taux créditeur minimum (TCM) qui a baissé entre 2014 et 2015 de 2,75% à 2,45% est resté inchangé depuis cette date. Les investissements bruts de l'ensemble des entreprises ont enregistré une baisse de 2,6% en 2022 par rapport à 2021, en raison de la baisse drastique des investissements

dans les secteurs primaires (-41,3%) et secondaires (-34,2%). Les incertitudes des perspectives économiques internationales liées au conflit entre la Russie et l'Ukraine ont probablement affecté les décisions des entreprises en matière d'investissement. Les investissements importants réalisés l'année précédente lors de la reprise post covid ont également donné du répit aux entreprises.

5.2.2 Evolution du taux d'investissement

Le taux d'investissement appréhendé par le rapport de l'investissement à la valeur ajoutée est en baisse, il est passé de 39,2% en 2021 à 32,1% en 2022.

Tableau 5.3 : Evolution des investissements par secteur d'activité entre 2021 et 2022 (en %)

Branche d'activité	Poids 2021	Poids 2022	Taux de croissance des investissements	Taux d'investissement en 2021	Taux d'investissement en 2022
Primaire	3,4	2,0	-41,3	45,6	22,4
Secondaire	44,1	29,8	-34,2	41,4	21,0
Tertiaire	52,6	68,2	26,3	37,2	42,5
Ensemble	100,0	100,0	-2,6	39,2	32,1

Source : INS/Base des données des DSF

Dans le secteur primaire, l'on note une forte baisse des investissements dans toutes les branches d'activités « Agriculture » (-78,8%) et « Sylviculture et exploitation forestière » (-21,7%). Comme ce fut le cas en 2021, le taux

d'investissement dans la branche « Elevage et chasse » reste élevé en 2022.

Tableau 5.4 : Evolution et taux des investissements dans le secteur primaire entre 2021 et 2022 (en %)

Secteur d'activité	évolution 2021-2022 (%)	TAUX 2021	TAUX 2022	Poids 2021	Poids 2022
Agriculture	-78,7	33,1	6,2	1,4	0,3
Elevage et chasse	10,1	261,0	290,3	0,5	0,6
Sylviculture et exploitation forestière	-21,7	50,2	30,1	1,4	1,1
Primaire	-41,3	45,6	22,4	3,4	2,0

Source : INS/Base des données des DSF

La baisse des dépenses d'investissement dans le secteur secondaire est consécutive à la forte baisse dans les branches porteuses que sont « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques »

(-51,1%), « Industrie de boissons » (-63,9%) ; « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (-76,3%) et la branche « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (-52,3%) et « transport » (-9,9%).

Tableau 5.5: Evolution et taux des investissements dans le secteur secondaire entre 2021 et 2022 (en %)

Secteur d'activité	Evolution 2021-2022	TAUX 2021	TAUX 2022	Poids 2021	Poids 2022
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-51,1	50,8	10,3	12,5	6,3
Extraction des minerais	-33,9	74,7	1564,3	0,2	0,2
Industrie de la viande et du poisson		0,0	0,0	0,0	0,0
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	240,4	29,8	89,7	0,4	1,3
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	64,2	24,4	45,9	1,1	1,9
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	68,3	18,4	30,4	0,9	1,6

Source : INS/Base des données des DSF

Branche/Secteur	Evolution 2021-2022 (%)	TAUX 2021	TAUX 2022	Poids 2021	Poids 2022
Fabrication de produits à base de céréales	311,5	35,6	773,4	0,2	0,7
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-7,2	19,7	24,2	0,5	0,4
Industrie de boissons	-63,9	55,1	17,2	8,2	3,1
Industries du textile et de la confection	-81,5	368,8	44,6	0,2	0,0
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-29,0	5,7	2,8	0,0	0,0
Industries du bois sauf fabrication des meubles	25,7	17,9	21,6	0,5	0,6
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	208,8	21,7	58,4	0,1	0,4
Raffinage du pétrole et cokéfaction	47,4	-1,2	-1,7	0,0	0,0
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	-23,7	58,1	51,0	1,3	1,0
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-10,7	74,7	97,0	2,0	1,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	-52,3	44,3	22,2	2,0	1,0
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	24,5	62,4	93,4	3,0	3,9
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	///	0,0	65,0	0,0	0,0
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-39,0	10,4	9,7	0,0	0,0
Réparation et installation des machines et équipements	-55,2	19,4	9,8	0,1	0,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-76,3	29,3	6,6	5,6	1,4
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	-31,2	155,2	95,8	2,9	2,1
Construction	-9,9	16,3	19,7	2,2	2,0
Secondaire	-34,2	41,4	21,0	44,1	29,8

Source : INS/Base des données des DSF

En ce qui concerne le secteur tertiaire, la hausse des dépenses d'investissement est consécutive à la reprise des investissements dans les branches porteuses « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » (+66,9%), « Transport et entreposage » (+26,2%) ; et « Activité financière et d'assurance » (+29,6%).

Tableau 5.6 : Evolution des investissements dans le secteur tertiaire entre 2021 et 2022(en %)

Branche/Secteur	Evolution 2021-2022	Taux 2021	Taux 2022	Poids 2021	Poids 2022
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	66,9	30,8	53,0	10,8	18,5
Hébergement et restauration	35,9	176,8	221,2	2,0	2,8
Transport et entreposage	26,2	38,5	48,2	11,1	14,4
Activité d'information et de télécommunications	-67,4	26,0	7,3	7,7	2,6
Activités financières et d'assurance	29,6	56,2	51,4	17,1	22,8
Activités immobilières	132,8	135,1	458,0	1,9	4,5
Activités fournies principalement aux entreprises	53,0	11,1	18,8	1,4	2,2
Activités éducatives	-65,1	26,7	10,6	0,2	0,1
Activité pour la santé humaine et action sociale	-7,7	31,7	28,5	0,2	0,2
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	36,6	17,3	25,1	0,1	0,2
Tertiaire	26,3	37,2	42,5	52,6	68,2

Source : INS/Base des données des DSF

L'effort d'investissement des entreprises s'est relâché en 2022 dans un contexte de baisse de leur endettement de long et moyen terme (147,5% de la VA en 2022 contre 156,5% en 2021).

GRAPHIQUE 5-2 : Evolution comparée du taux d'endettement et du taux d'investissement des entreprises



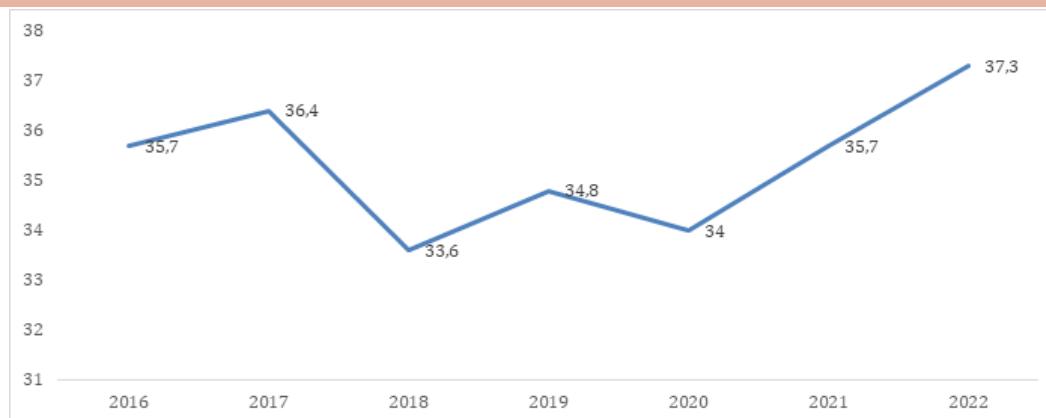
Source : INS/Base des données des DSF

5.3 Analyse de l'intensité capitalistique

En 2022, l'intensité capitalistique, qui rapporte les immobilisations nettes aux effectifs employés (Immo net/Effectifs), de l'ensemble des entreprises modernes s'établit à 37,3 millions FCFA par tête. Cette intensité capitalistique affiche une tendance à la hausse par rapport

à 2021 (35,7 millions FCFA par tête). Cette tendance signifie qu'en moyenne le renouvellement du stock de capital est aussi rapide que l'évolution de la main d'œuvre.

Graphique 5.3 : Evolution de l'intensité capitalistique de 2016 à 2022(En millions FCFA)



Source : INS/Base des données des DSF

Les disparités s'observent selon les branches d'activité. Le Tableau 5.7 ci-après présente celles dont l'intensité capitalistique est supérieure à la moyenne.

Tableau 5.7: Branches à intensité capitalistique supérieure à la moyenne en 2022(En FCFA)

Branche	immo net/ EFFECTIF 2020	immo net/ EFFECTIF 2021	immo net/ EFFECTIF 2022
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	406,3	478,7	470,6
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	35,9	33,0	53,5
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	33,7	35,6	55,1
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	34,9	37,8	37,2
Industrie de boissons	49,7	55,9	42,2
Fabrication de produits minéraux non métalliques	164,3	182,9	171,1
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	43,2	39,9	48,4
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	120,7	127,1	133,3
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	122,9	119,0	113,1
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	47,6	46,8	42,7
Transport et entreposage	25,1	33,8	38,9
Activité d'information et de télécommunications	79,1	66,7	67,4
Activités financières et d'assurance	83,3	79,9	108,5
Activités immobilières	344,1	496,7	365,8
ENSEMBLE	34,0	34,7	37,3

Source : INS/Base des données des DSF

Les branches d'activité qui ont une intensité capitalistique élevée sont, dans l'ordre décroissant : « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques» (470,6 millions FCFA),« Activités immobilières» (365,8 millions FCFA), « Fabrication de produits minéraux non métalliques» (171,1 millions FCFA), « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné» (133,3 millions FCFA),« Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets » (113,1 millions FCFA) et la « Activités financières et d'assurance» (108,6 millions FCFA) pour ne citer que ces cas.

A contrario, les branches d'activité à faible intensité capitalistique sont notamment, des « Industries du cuir et fabrication des chaussures » (1,0 millions FCFA), «Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles » (2,9 millions FCFA), de la « Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a. », (3,9 millions FCFA), de l'« Industries du bois sauf fabrication des meubles » (4,4 millions FCFA), «Agriculture » (5,0 millions de FCFA), et « Sylviculture et exploitation forestière» (5,4 millions de FCFA).

Tableau 5.8: Branches à faible intensité capitalistique en 2022 (En Millions de FCFA)

Branche	immo net/ EFFECTIF 2020	immo net/ EFFECTIF 2021	immo net/ EFFECTIF 2022
Agriculture	5,1	2,2	5,0
Elevage et chasse	22,0	13,9	30,2
Sylviculture et exploitation forestière	6,6	5,9	5,4
Extraction des minerais	36,5	34,0	21,2
Industrie de la viande et du poisson	23,7	22,2	26,1
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	17,2	18,6	16,5
Fabrication de produits à base de céréales	14,9	7,1	17,8
Industries du textile et de la confection	8,3	10,7	10,7
Industries du cuir et fabrication des chaussures	4,0	1,5	1,0
Industries du bois sauf fabrication des meubles	5,0	4,5	4,4
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	18,5	16,5	19,2

Source : INS/Base des données des DSF

Branche	immo net/ EFFECTIF 2020	immo net/ EFFECTIF 2021	immo net/ EFFECTIF 2022
Raffinage du pétrole et cokéfaction	6,2	6,9	35,3
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	17,0	16,7	15,1
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	24,3	24,3	24,8
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	9,7	15,7	19,6
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	39,9	3,9	3,9
Réparation et installation des machines et équipements	5,4	11,0	10,4
Construction	15,8	14,9	12,1
Hébergement et restauration	27,6	25,3	26,9
Activités fournies principalement aux entreprises	9,6	5,0	5,1
Activités éducatives	11,7	16,3	16,1
Activité pour la santé humaine et action sociale	8,1	8,5	6,3
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	3,4	3,2	3,0

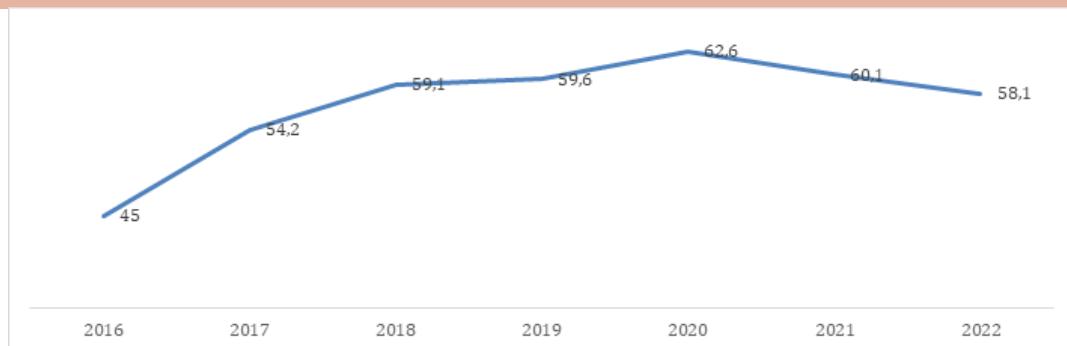
Source : INS/Base des données des DSF

5.4 Rythme de renouvellement des immobilisations

Détérioration du rythme de renouvellement du parc des équipements productifs

L'indice de vieillissement des équipements, qui rapporte le cumul des amortissements aux immobilisations brutes, après une augmentation de 2016 à 2020 (de 45% à 62,6%) est en légère baisse depuis 2022(en 2021 : 60,1% et 2022 : 58,1%).

Graphique 5.4 : Evolution du taux de vieillissement de 2016 à 2022(%)



Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau suivant renseigne sur les branches d'activités dont les équipements productifs sont relativement « jeunes » par rapport à la moyenne des entreprises.

Tableau 5.9: Branches à taux de vieillissement des équipements inférieur à la moyenne globale en 2022(%)

Branche	AMORT/IB 2020	AMORT/IB 2021	AMORT/IB 2022
Elevage et chasse	41,0	26,9	30,5
Industrie de la viande et du poisson	33,9	0,0	33,1
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	75,1	47,1	56,1
Fabrication de produits à base de céréales	30,7	32,8	33,0
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	51,6	49,5	51,0
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	36,3	35,6	35,2
Fabrication de produits minéraux non métalliques	53,8	47,3	52,1
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	66,8	55,5	52,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	61,5	50,2	49,4
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	22,4	22,0	22,6
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	48,5	40,8	45,3
Activités financières et d'assurance	69,3	38,1	22,7
Activités immobilières	14,6	50,8	46,1
Activités fournies principalement aux entreprises	53,6	26,8	27,3
Activités éducatives	88,2	40,7	47,0

Source : INS/Base des données des DSF

Dans cette catégorie on retrouve : « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets » (22,6%), « Activités financières et d'assurance » (22,7%), « Activités fournies principalement aux entreprises » (27,3%), « Elevage et chasse » (30,6%), « Fabrication de produits à base de céréales » (33,0%). Les équipements productifs demeurent relativement plus jeunes dans la première branche qu'ailleurs et ce depuis trois ans.

En revanche, les branches d'activités disposant des équipements les plus « vétustes » sont : « Industries du cuir et fabrication des chaussures » (96,3%), « Réparation et installation des machines et équipements » (89,1%) et « Industries du bois sauf fabrication des meubles » (85,4%).

Tableau 5.10: Branches à indice de vieillissement des immobilisations supérieur à la moyenne en 2022(%)

Branche	AMORT/IB 2020	AMORT/IB 2021	AMORT/IB 2022
Agriculture	33,2	38,9	73,0
Sylviculture et exploitation forestière	69,8	70,0	69,6
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	78,6	69,1	77,6
Extraction des minerais	50,1	52,9	59,6
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	70,8	63,0	61,6
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	62,0	62,6	62,7
Industrie de boissons	64,7	60,2	62,3
Industries du textile et de la confection	89,4	77,6	79,6
Industries du cuir et fabrication des chaussures	93,2	94,5	96,3
Industries du bois sauf fabrication des meubles	83,6	78,6	85,4
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	79,1	67,3	67,3
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,0	0,0	75,4
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	51,6	61,7	64,5

Source : INS/Base des données des DSF

Branche	AMORT/IB 2020	AMORT/IB 2021	AMORT/IB 2022
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	62,1	59,5	62,9
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	67,8	71,8	74,5
Réparation et installation des machines et équipements	76,5	89,5	89,1
Construction	56,3	65,1	69,4
Hébergement et restauration	58,6	68,5	68,1
Transport et entreposage	90,5	76,8	74,8
Activité d'information et de télécommunications	66,7	55,1	65,8
Activité pour la santé humaine et action sociale	52,0	71,7	72,6
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	61,6	65,4	66,3

Source : INS/Base des données des DSF

5.5 Poids des immobilisations et de l'actif circulant

5.5.1 Evolution globale de la structure de l'actif

Depuis 2017, la structure de l'actif du bilan des entreprises modernes se caractérise par un poids plus important des immobilisations non financières par rapport aux immobilisations financières. Il faut également relever que les immobilisations non financières n'ont cessé de baisser sur cette période, passant 33,6% en 2017 à 23,1% en 2022.

Il y a lieu de noter que la trésorerie des entreprises, toutes branches d'activités confondues, s'est un peu détériorée par rapport à son niveau de 2021, elle est passée de 23,8% à 22,0% en 2022.

Tableau 5.11 : Evolution des rubriques de l'actif de 2017 à 2022 (%)

Structure de l'Actif	2020	2021	2022
Immobilisations non Financières	26,8	25,5	23,1
Immobilisations Financières	3,9	4,8	4,7
Actif Circulant	54,9	45,9	50,2
Trésorerie Actif	14,4	23,8	22,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0

Source : INS/Base des données des DSF

5.5.2 Organisation de la structure du bilan de l'actif par branche d'activité

La structure de l'actif du bilan des différentes branches de l'économie peut être organisée selon trois (03) grands groupes caractéristiques : les branches présentant un quasi-équilibre entre les immobilisations et l'actif circulant ; les branches présentant les immobilisations avec un poids plus important ; et enfin les branches pour lesquelles l'actif circulant est prépondérant.

Branches quasiment équilibrées en termes d'immobilisations et d'actifs circulants

En 2022, les immobilisations (financières et non financières) et l'actif circulant s'équilibrivent pratiquement dans une seule branche d'activité présentées dans le tableau 5.12 ci-après.

Tableau 5.12: Branches quasiment équilibrées en termes d'immobilisations et d'actifs circulants en 2022

Branche	Immobilisations /total actif net	Actif circulant/total actif net
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	37,8	39,3

Branches à immobilisations prépondérantes

Les immobilisations sont plus importantes et représentent plus de 50 de l'actif dans dix (10) branches d'activité dont :

- Une branche (01) du secteur primaire : « Elevage et chasse » ;
- Six (06) du secteur secondaire : « Industrie de la viande et du poisson », « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux », « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques », « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » ; « Fabrication de produits minéraux non métalliques », et « Production et distribution

d'eau, assainissement et traitement de déchets ».

Trois (03) du secteur tertiaire : « Hébergement et restauration », « Activités immobilières » et « Activités éducatives ».

La situation était pratiquement le même en 2021.

Tableau 5.13: Branches à immobilisations prépondérantes en 2022 (%)

branche	Immobilisations /total actif net	Actif circulant/total actif net
Elevage et chasse	51,5	11,1
Industrie de la viande et du poisson	81,8	9,4
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	58,6	32,0
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	66,7	29,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques	55,4	36,4
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	50,5	45,9
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	69,5	12,4
Hébergement et restauration	62,3	20,8
Activités immobilières	70,7	24,7
Activités éducatives	74,9	13,1

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau 5.14: Branches à actif circulant prépondérant en 2022(%)

branche	Immobilisations /total actif net	Actif circulant/total actif net
Agriculture	38,4	57,5
Sylviculture et exploitation forestière	24,6	72,1
Extraction des minerais	26,1	67,9
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	36,0	56,9
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	36,9	57,2
Fabrication de produits à base de céréales	44,1	53,2
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	46,0	51,9
Industries du bois sauf fabrication des meubles	21,0	71,1
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	31,6	65,7
Raffinage du pétrole et cokéfaction	30,0	68,2
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	25,0	73,1
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	41,2	56,0
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	6,6	89,7
Réparation et installation des machines et équipements	23,1	73,1
Construction	15,4	77,1
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	28,0	63,7
Activités financières et d'assurance	7,8	52,0

Source : INS/Base des données des DSF

L'analyse du capital productif des entreprises consiste à évaluer l'efficacité et la rentabilité de l'utilisation des ressources financières et matérielles d'une entreprise pour générer des biens et des services. Cette analyse permet de comprendre comment le capital est alloué, utilisé et génère de la valeur au sein de l'entreprise. Il ressort globalement de

ce chapitre que seuls deux indicateurs sur les cinq présentés ont connu une amélioration en 2022. Il s'agit notamment de : la productivité du capital qui est passée de 15,6 % en 2021 à 17,6% en 2022 (graphique 5.1) ; l'intensité capitalistique par tête qui est passée de 35,7 millions FCFA par tête en 2021 à 37,3 millions FCFA par tête en 2022 (tableau 5.3).

Ce chapitre traite de l'endettement et du financement des activités des entreprises, sur la base de l'analyse des capitaux propres, des dettes financières, des dettes à court terme, du fonds de roulement (FDR) du besoin en fonds de roulement (BFDR) et de la Trésorerie nette. Outre la structure de la dette dans le bilan, les principaux ratios traités concernent, le coefficient d'endettement, le ratio d'endettement à terme et le ratio de financement de l'actif circulant par le fonds de roulement.

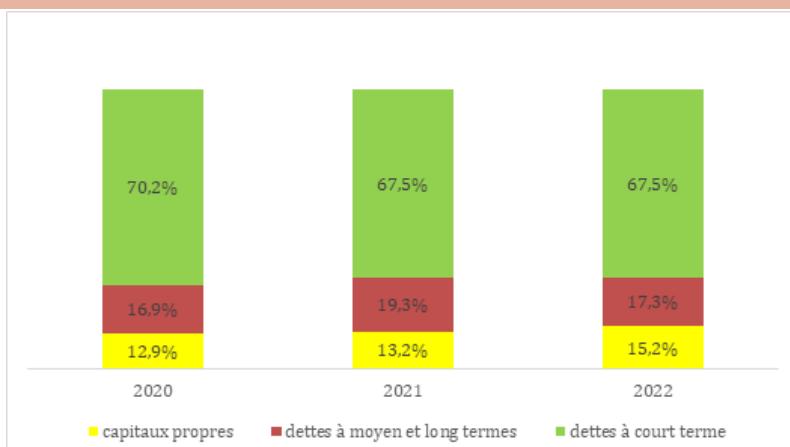
6.1- Endettement et Echéance de la dette

Le graphique 6.1 ci-après la structure du passif des entreprises en trois grandes masses.

- i-Les capitaux propres ;
- ii-Des dettes à moyen et long termes ;
- iii-Des dettes à court terme.

Les deux dernières composantes constituent l'endettement répartie selon l'échéance de la dette.

Graphique 6-1: Evolution de la structure du passif des entreprises, de 2020 à 2022



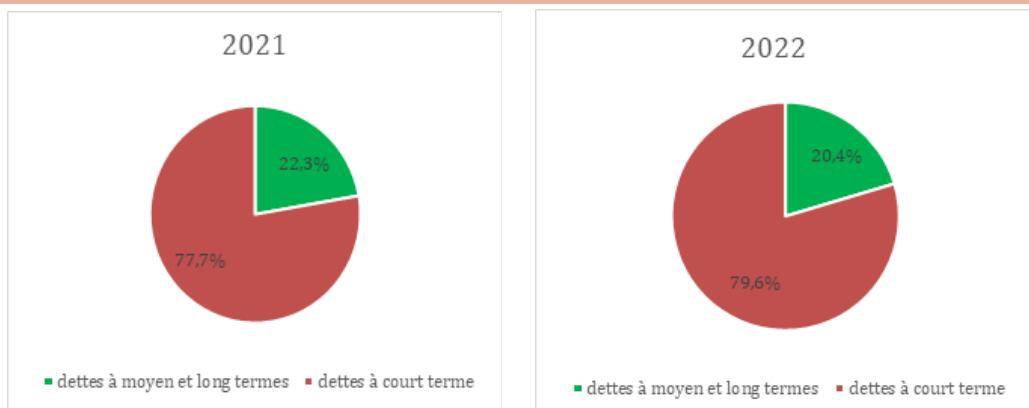
Source : INS/Base des données des DSF

En 2022, les dettes à moyen et long terme représentent 17,3% en baisse de 2,0 points par rapport à 2021. Cette baisse se traduit mécaniquement par une augmentation des capitaux propres. Avec un poids de 67,5% du bilan, les dettes à court terme sont la composante la plus importante du passif des entreprises.

Cependant en 2022, Les capitaux propres connaissent une augmentation de 2 % par rapport à 2021 ; au-dessus des moyennes à 13,0 % des années antérieures. Cette augmentation des capitaux propres est obérée par 311 entreprises qui enregistrent des capitaux propres négatifs ; grevant les capitaux propres globalement de 1 377 milliards de FCFA. , Les branches les plus sinistrées ont plus d'une entreprises sur deux ayant les capitaux propres négatifs ; on peut citer l'« Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques », « Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires », « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a », « Industries du textile et de la confection » et « Industries du cuir et fabrication des chaussures ». Les capitaux propres étant devenus négatifs ou inférieurs à la moitié du capital social, il y'a risque de dissolution de ces entreprises, ainsi qu'une incertitude significative sur la continuité d'exploitation de ces dernières par absence de recapitalisation.

Le graphique 6.2 ci-après présente l'endettement total de l'ensemble des entreprises selon les deux types d'échéances pour les exercices 2020 et 2021. Il ressort que les dettes à long et moyen termes représentent moins de 19% du stock de l'endettement.

GRAPHIQUE 6.2: Structure du stock de l'endettement 2021 et 2022



Source : INS/Base des données des DSF

Les dettes à long terme représentent 20,4% de l'endettement total des entreprises en 2022.

6.1.1 Dettes à court terme

L'analyse met en exergue les branches d'activités selon le niveau de leur dette à court terme suivant deux modalités (élevé ou faible). Le niveau « faible » correspond à une dette à court terme inférieure à 40% du bilan ; tandis que le niveau « élevé » correspond à un ratio supérieur à 70%.

Niveau de dette à court terme élevé

En 2022, la branche d'activité « Industries du textile et de la confection. » présente la proportion de dettes à court terme la plus élevée avec une valeur de 129,4% du bilan et ce comme en 2021. Ainsi, plus de la totalité de son passif est ainsi constituée des dettes à court terme. Les dettes du passif représentent dans cette branche 173,0% de l'ensemble du passif. Ceci pouvant s'expliquer par le fait que les capitaux

propres sont négatifs. Cette situation indique que la branche « Industries du textile et de la confection. » subit les contrecoups d'une conjoncture défavorable sur le marché.

Les autres branches d'activités affichant une forte proportion de dettes à court terme dans le passif sont notamment : « Industries du textile et de la confection » (129,4%), « Réparation et installation des machines et équipements. » (116,1 %), « Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a. » (107,9 %), « Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires » (102,7%) et « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a. » (100, 8%).

Tableau 6-1: Branches à niveau d'endettement de court terme élevé en 2022 (%)

branche	Dette à court terme /Total Bilan	Dont dette du passif	Dette financière /Total Bilan 2021	Dette financière / Total Bilan 2022
Industries du cuir et fabrication des chaussures	98,6	112,5	19,2	13,9
Construction	96,3	103,2	4,5	6,9
Extraction des minerais	91,4	101,8	12,9	10,4
Fabrication de produits à base de céréales	86,8	109,6	40,2	22,8
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	86,6	100,5	17,4	14,0
Activités financières et d'assurance	85,5	94,1	6,2	8,6
Sylviculture et exploitation forestière	79,1	97,8	20,1	18,7
Industries du bois sauf fabrication des meubles	77,0	90,3	16,2	13,3
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	72,5	91,0	23,6	18,5
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	70,8	85,2	16,6	14,4
ENSEMBLE	67,5	86,8	19,3	17,3
Industries du bois sauf fabrication des meubles	73,7	89,1	17,9	15,4
ENSEMBLE	69,9	87,3	18,6	17,4

Source : INS/Base des données des DSF

Niveau de dette à court terme faible

D'autres branches d'activités se caractérisent par des dettes à court terme de faible niveau. Elles sont présentées dans le tableau ci-dessous. Il s'agit premièrement de la branche

« Industrie de la viande et du poisson » dont la proportion de dette à court terme dans l'ensemble du passif ne représente que 6,2 % du bilan. La branche « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets » a pour sa part une proportion de dettes à court de 13,2 % en 2022.

Tableau 6-2 : Branches à faible niveau d'endettement de court terme en 2022 (%)

branche	Dont dette du passif	Dette à court terme /Total Bilan 2022	Dont dette du passif 2022	Dette financière / Total Bilan 2021	Dette financière / Total Bilan 2022
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	77,4	27,3	52,5	45,0	25,2
Industrie de la viande et du poisson	27,3	6,2	29,0	17,8	22,8
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	43,8	37,3	49,9	14,1	12,6
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	85,9	34,4	93,5	53,1	59,1
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-761,6	34,2	37,9	51,3	3,7
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de	2022	13,0	40,7	26,1	22,1
Déchets	72,9	13,2	72,8	60,6	59,6
Activités immobilières	61,2	29,7	47,8	7,5	18,1
Activités éducatives	42,6	16,1	38,3	22,6	22,1

Source : INS/Base des données des DSF

6.1.2 Dettes à moyen ou long terme

Branches à dette financière élevée

Le tableau 6.3 ci-dessous présente les branches ayant une dette financière élevée en 2022, c'est-à-dire représentant plus de 25 % du total du passif. Sur cette base, la branche d'activités « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets » est la plus endettée avec un ratio

de 59,6 %. Ce qui signifie que près de deux tiers de son passif est constitué de dettes financières. Les branches d'activités « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques » et des « Industries du textile et de la confection » suivent avec des ratios respectifs de 59,1% et 43,6%.

Tableau 6-3 : Branches à dettes financières élevées en 2022(en %)

branche	Dette financière / Total Bilan 2021	Dette financière / Total Bilan 2022
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	45,0	25,2
Réparation et installation des machines et équipements	30,2	28,3
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	22,7	29,5
Activité d'information et de télécommunications	47,7	32,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	24,3	35,6
Industries du textile et de la confection	44,4	43,6
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	53,1	59,1
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	60,6%	59,6

Source : INS/Base des données des DSF

Branches à dette financière plancher

D'autres branches d'activités, qui sont plus nombreuses, soit vingt-neuf (29) au total, présentent en 2022, un faible niveau de dette financière, elles font donc recours faiblement aux emprunts de long terme. Elles sont répertoriées dans le tableau ci-dessous. Comme en 2021, la branche d'activités « Fabrication de machines d'appareils

électriques et matériels n.c.a » occupe la première position dans ce classement avec une légère réduction de l'ordre de 0,2 point de ses dettes financières, celles-ci passant de 0,6% du passif en 2021 à 0,4 % en 2022. Il y a aussi « Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a. » et « Construction » en pole position des branches à dette financière plancher en 2022.

Tableau 6-4 : Branches à dettes financières faible en 2022 (en %)

branche	Dette financière / Total Bilan 2021	Dette financière / Total Bilan 2022
Agriculture	15,5	1,1
Elevage et chasse	30,3	9,1
Sylviculture et exploitation forestière	20,1	18,7
Extraction des minéraux	12,9	10,4
Industrie de la viande et du poisson	17,8	22,8
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	30,1	22,8
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	35,7	16,4
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	14,1	12,6
Fabrication de produits à base de céréales	40,2	22,8
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	14,1	13,8
Industrie de boissons	8,3	19,2
Industries du cuir et fabrication des chaussures	19,2	13,9
Industries du bois sauf fabrication des meubles	16,2	13,3
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	20,2	18,3
ENSEMBLE	19,3	17,3

branche	Dette financière / Total Bilan 2020	Dette financière / Total Bilan 2021
Raffinage du pétrole et cokéfaction	51,3	3,7
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	23,6	18,5
Fabrication de produits minéraux non métalliques	20,6	16,3
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	17,4	14,0
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	0,6	0,4
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	4,4	5,1
Construction	4,5	6,9
Hébergement et restauration	18,3	21,7
Transport et entreposage	16,2	17,3
Activités financières et d'assurance	6,2	8,6
Activités immobilières	7,5	18,1
Activités fournies principalement aux entreprises	14,2	23,6
Activités éducatives	22,6	22,1
Activité pour la santé humaine et action sociale	15,7	10,8
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	16,6	14,4
Activités éducatives	18,6	17,8
Activité pour la santé humaine et action sociale	12,8	16,0
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	13,7	16,6
ENSEMBLE	18,6	17,4

Source : INS/Base des données des DSF

6.2 Analyse du coefficient d'endettement

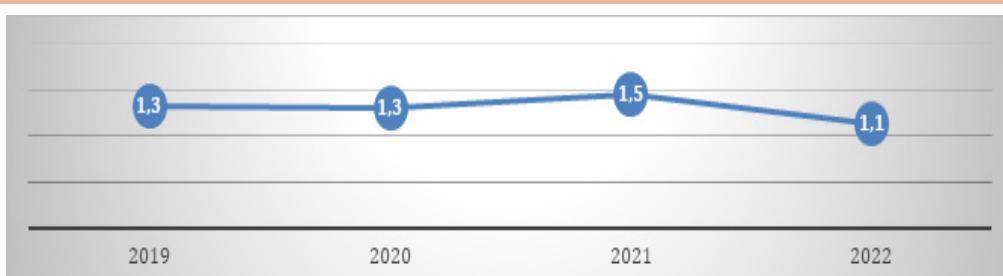
Le coefficient d'endettement permet d'apprécier la soutenabilité de la dette des entreprises. Cette dette étant composée de dettes financières (à moyen long terme) et de dette à court terme, deux ratios peuvent être utilisés : (i) le coefficient d'endettement net (ou ratio d'indépendance financière) et le coefficient d'endettement brut (ou élargi).

6.2.1 Coefficient d'endettement net/ratio d'indépendance financière (IF)

Il évalue l'indépendance financière des entreprises et représente le rapport de la dette financière sur les capitaux propres. Un coefficient d'endettement net inférieur au seuil limite indique une dette soutenable. Par contre, un coefficient

supérieur à la limite soutenable signifie qu'à moyen terme l'entreprise court le risque de ne pas pouvoir honorer le service de la dette.

GRAPHIQUE 6.3 : Indépendance financière 2019 et 2022



Source : INS/Base des données des DSF

L'endettement des entreprises, apprécié par le ratio d'indépendance financière, a représenté 1,1 fois les capitaux en 2022 contre 1,5 en 2021. La baisse du ratio d'indépendance financière de 0,4 point en 2022, après le pic observé en 2021, traduisant une nette amélioration de la situation financière des entreprises consécutives aux mesures

de relance prises à la fin de la pandémie covid 19. La situation est moins reluisante pour certaines branches d'activités qui depuis trois ans, affichent des capitaux propres négatifs. Il s'agit majoritairement des branches d'activités du secteur secondaire.

Tableau 6-5: Branches à indépendance financière négative en 2022

Branche	Indépendance financière 2020	Indépendance financière 2021	Indépendance financière 2022
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	6,6	19,4	-26,5
Extraction des minéraux	3,8	-4,2	-5,8
Fabrication de produits à base de céréales	5,1	-13,3	-2,4
Construction	-2,5	-1,1	-2,1
Industries du cuir et fabrication des chaussures	0,3	13,2	-1,1
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-0,5	-0,9	-0,9
Réparation et installation des machines et équipements	-0,6	-0,6	-0,6
Industries du textile et de la confection	-0,9	-0,7	-0,6

Source : INS/Base des données des DSF

Plusieurs branches d'activité affichent une indépendance financière normale et présentent par conséquent une situation d'endettement soutenable. Mieux encore, cette situation prévaut depuis au moins trois dans pratiquement toutes ces branches.

Tableau 6-6: Branches à indépendance financière (IF) normale en 2022

Branche	Indépendance financière 2020	Indépendance financière 2021	Indépendance financière 2022
Agriculture	1,8	1,7	0,0
Elevage et chasse	0,4	0,6	0,3
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	0,7	2,0	0,5
Industrie de la viande et du poisson	0,3	0,2	0,3
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	1,3	1,3	0,9
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	0,2	0,3	0,3
Industrie de boissons	0,3	0,2	0,1
Raffinage du pétrole et cokéfaction	2,2	0,1	0,1
Fabrication de produits minéraux non métalliques	0,7	0,5	0,5
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	0,9	1,3	0,3
Hébergement et restauration	0,6	0,7	0,9
Transport et entreposage	0,5	0,6	0,6
Activités immobilières	0,2	0,2	0,3
Activités fournies principalement aux entreprises	0,2	0,3	0,8
Activités éducatives	0,5	0,4	0,4
Activité pour la santé humaine et action sociale	0,6	0,5	0,3

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau 6-7: Branches à indépendance financière élevée en 2022

Branche	Indépendance financière 2020	Indépendance financière 2021	Indépendance financière 2022
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,6	1,0	1,0
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,9	1,2	1,2
Industries du bois sauf fabrication des meubles	1,3	1,6	1,4
Activités financières et d'assurance	1,2	0,8	1,4
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	2,1	1,7	2,1
Activité d'information et de télécommunications	13,1	85,8	2,1
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	2,1	2,2	2,2
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	2,0	2,2	2,4
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	4,2	3,3	2,5
Sylviculture et exploitation forestière	17,6	-102,6	8,6
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	1,4	3,8	9,1
ENSEMBLE	1,3	1,5	1,1

Source : INS/Base des données des DSF

Parmi les branches d'activité à coefficient d'endettement élevé, on retrouve entre autres la « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques », « Sylviculture et exploitation forestière »

», « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » et « Travail des grains et fabrication des produits amylacés ». Ces branches d'activités se caractérisent soit par des capitaux propres faibles ou alors par des dettes financières élevées.

6.2.2 Coefficient d'endettement élargi

Après un pic observé en 2020 (4,2) du fait de la pandémie de la Covid 19, le coefficient d'endettement a connu une baisse en 2021 avant de connaître une légère augmentation en 2022 pour se situer à 3,9. De

manière générale, l'endettement des entreprises demeure préoccupant, mais reste proche du seuil de 4 qui est la limite d'endettement soutenable.

Graphique 6-4: évolution du coefficient d'endettement élargi



Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau 6.8 ci-dessous, met en évidence les branches d'activité les moins endettées en 2022 selon le critère du coefficient d'endettement élargi. On y trouve notamment la « Production et distribution d'eau, assainissement et

traitement de déchets », l'« Industrie de la viande et du poisson », la « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques ».

Tableau 6-8: Branches à faible niveau du coefficient d'endettement en 2022

Branche	Total dette /capitaux propres 2020	Total dette /capitaux propres 2021	Total dette /capitaux propres 2022
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	1,4	1,8	0,7
Industrie de la viande et du poisson	0,8	0,5	0,5
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	3,1	3,7	1,9
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	1,7	1,6	1,0
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,8	2,2	2,1
Fabrication de produits à base de céréales	10,8	3,9	1,6
Industries du textile et de la confection	3,3	2,7	2,7
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	2,9	3,3	3,1
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	2,7	2,1	2,7
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,7	0,4	0,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques	1,7	1,5	1,9
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,3	0,2	0,2
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	11,3	3,9	3,1
Hébergement et restauration	5,9	3,0	3,0
Transport et entreposage	4,4	5,9	3,6
Activité d'information et de télécommunications	1,3	1,7	1,1
Activités immobilières	3,1	2,7	7,1
Activités fournies principalement aux entreprises	1,6	5,2	2,6
Activités éducatives	0,8	0,7	0,9

Source : INS/Base des données des DSE

Les branches d'activité ayant un niveau d'endettement relativement élevé sont présentées dans le tableau 6.9 ci-dessous. Il s'agit notamment de : « Réparation et installation des machines et équipements », « Sylviculture et exploitation forestière », « Activité pour la santé humaine et action sociale », , « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles », « Industries du bois sauf fabrication des meubles » et « Fabrication des

produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux ».

Avec un coefficient d'endettement de 259,3 en 2022 contre 195,3 en 2021 et 138,5 en 2020, la branche d'activité « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » figure parmi les plus endettées.

Tableau 6-9: Branches à niveau du coefficient d'endettement élevé en 2022

Branche	Total dette /capitaux propres 2020	Total dette /capitaux propres 2021	Total dette /capitaux propres 2022
Réparation et installation des machines et équipements	4,3	4,1	4,1
Sylviculture et exploitation forestière	4,6	4,0	4,2
Activité pour la santé humaine et action sociale	5,1	3,2	4,7
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	4,7	4,0	4,9
Industries du bois sauf fabrication des meubles	3,8	4,5	5,8
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	3,5	4,7	6,2
Elevage et chasse	9,3	0,5	6,5
Industries du cuir et fabrication des chaussures	22,6	4,1	7,1
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	8,6	7,2	7,4
Extraction des minerais	11,9	7,0	8,7
Raffinage du pétrole et cokéfaction	744,8	-15,8	9,2
Activités financières et d'assurance	12,3	13,8	9,9
Construction	14,2	21,9	14,0
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	25,3	22,9	21,3
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	138,5	195,3	259,3
ENSEMBLE	4,2	3,5	3,9

Source : INS/Base des données des DSE

6.3 Equilibre financier

6.3.1 Niveau du fonds de roulement

Le Fonds de roulement (FDR) est la différence entre les Ressources stables (Capitaux propres + dettes financières) et l'actif immobilisé en valeur nette. Un FDR positif, indique un excédent de ressources stables sur les emplois stables, qui peut permettre de financer le cycle d'exploitation de l'entreprise. En revanche, un FDR négatif, signifie que l'entreprise dépend principalement des dettes à court terme pour assurer son exploitation.

En 2022, dix-neuf (19) branches d'activités présentent un

FDR positif. Parmi celles-ci, cinq (05) ont vu leur niveau de FDR augmenter d'au moins 40%. Il s'agit principalement des branches : « Activités financières et d'assurance » (+43,6 %), « Industries du bois sauf fabrication des meubles » (+50,0%), « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (+88,8%), « Agriculture » (+212,8%) et « Activités éducatives » (465,8%). A contrario, certaines branches, bien qu'ayant connu un FDR positif en 2022, voient cet indicateur baisser en 2022. (cf. tableau 6.10).

Tableau 6-10: Branches à Fonds de roulement positif en 2022 (en millions de F CFA)

branche	FDR 2020	FDR 2021	FDR 2022	EVO FR 2021-2020	EVO FR 2022-2021
Agriculture	-	+	+	-110,0	212,8
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	+	+	+	112,3	88,8
Industrie de la viande et du poisson	+	+	+	32,0	-36,9
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	+	+	+	45,7	-77,0
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	+	-	+	-125,8	-259,8
Industrie de boissons	+	-	+	-134,5	-1463,5
Industries du bois sauf fabrication des meubles	+	+	+	-78,6	55,0
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-	+	+	-940,8	-38,9
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	+	+	+	40,8	-66,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-	-	+	-69,0	-1244,5
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	+	+	+	32,7	25,7
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	-	-	+	-85,1	-402,2
Transport et entreposage	+	+	+	-1,7	23,1
Activité d'information et de télécommunications	-	-	+	-72,1	-215,1
Activités financières et d'assurance	+	+	+	41,3	43,8
Activités fournies principalement aux entreprises	+	+	+	75,8	-63,6
Activités éducatives	+	+	+	-70,7	465,8
Activité pour la santé humaine et action sociale	-	+	+	-278,0	-1,2
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	+	+	+	13,7	7,0

Source : INS/Base des données des DSF

Les branches d'activités à FDR négatif en 2022 sont au nombre de dix-huit (18). La plupart présentent cette situation depuis au moins trois ans. Cette préoccupation (FDR négatif) est plus accentuée dans onze (11) branches d'activités qui présentent des résultats négatifs sur trois années consécutives. On peut

l'observer par exemple dans les branches : « Hébergement et restauration », « Construction » et « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux ».

Tableau 6-11: Branches à Fonds de roulement négatif en 2022(en millions de F CFA)

branche	FDR 2020	FDR 2021	FDR 2022
Elevage et chasse	-	+	-
Sylviculture et exploitation forestière	-	-	-
Extraction des minéraux	-	-	-
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-	+	-
Fabrication de produits à base de céréales	-	+	-
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-	-	-
Industries du textile et de la confection	-	-	-
Industries du cuir et fabrication des chaussures	+	+	-
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	+	+	-
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	+	-	-
Fabrication de produits minéraux non métalliques	-	-	-
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-	-	-
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-	-	-
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-	-	-
Réparation et installation des machines et équipements	-	-	-
Construction	-	-	-
Hébergement et restauration	-	-	-
Activités immobilières	+	-	-
Activité d'information et de télécommunications	-	-	-
Activités immobilières	-	-	-
Activités fournies principalement aux entreprises	+	+	-
Activité pour la santé humaine et action sociale	-	-	-

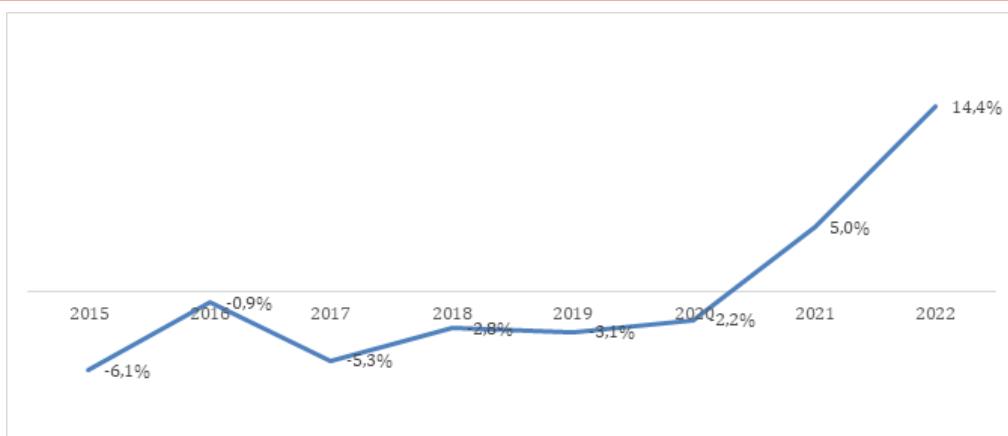
Source : INS/Base des données des DSF

6.3.2 Contribution du fonds de roulement au financement de l'Actif

Après des valeurs négatives de 2015 à 2020, la contribution des fonds de roulement au financement de l'actif circulant des entreprises redevient positive en 2021, passant de -2,2 en 2020 à +5,0% en 2021 et à 14,4 en 2022. Il en ressort

que les fonds de roulement couvrent le financement de l'actif des entreprises, ce qui c'était produit pour la dernière fois en 2012 avec une contribution de +6,8%.

Graphique 6-5: Contribution du fonds de roulement au financement de l'actif (%)



Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau 6.12 répertorie les branches d'activité présentant un ratio FDR/Actif Circulant négatif c'est-à-dire dans la situation qui correspond à des immobilisations qui excèdent les ressources stables. Ce comportement semble structurel

dans la plus part des branches d'activité concernées, affichant presque toutes un ratio nettement en dessous de la moyenne globale des entreprises.

Tableau 6-12: Branches présentant un ratio (FDR/Actif Circulant) négatif en 2022(%)

Branche	FDR/AC 2020	FDR/AC 2021	FDR/AC 2022
Elevage et chasse	-180,9	152,2	-90,7
Sylviculture et exploitation forestière	-8,7	-6,4	-5,1
Extraction des minéraux	-56,1	-48,5	-25,8
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-13,4	18,9	-6,2
Fabrication de produits à base de céréales	-51,5	12,1	-58,2
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-129,9	-119,5	-93,1
Industries du textile et de la confection	-92,7	-137,5	-138,3
Industries du cuir et fabrication des chaussures	9,9	14,5	-9,4
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	4,3	2,5	-4,8
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	30,8	-4,5	-3,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques	-7,4	-2,8	-10,4
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-50,5	-49,3	-49,5
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-79,6	-134,6	-98,1
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-96,1	-11,0	-16,1
Réparation et installation des machines et équipements	-58,6	-69,2	-53,6
Construction	-21,4	-25,1	-15,2
Hébergement et restauration	-95,0	-80,5	-71,9
Activités immobilières	3,7	-86,1	-1,6
ENSEMBLE	-2,2	5,0	14,4

Source : INS/Base des données des DSF

Pour dix-neuf (19) branches d'activité sur trente-sept (37), le ratio FDR/Actif Circulant est positif, situation dans laquelle les ressources stables sont relativement élevées et permettent à l'entreprise de faire face aux risques asymétriques des actifs et des dettes. La plupart des branches d'activité répertoriée dans le tableau 6.13 adopte ce comportement depuis au moins trois ans. Par exemple en 2021, le fonds de

roulement a contribué jusqu'à 139,7% au financement de l'actif dans la branche d'activité « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets», 70,0% pour « Industrie de la viande et du poisson », 52,1% pour « Raffinage du pétrole et cokéfaction ».

Tableau 6-13: Branches présentant un ratio (FDR/Actif Circulant) positif en 2022(%)

Branche	FDR/AC 2020	FDR/AC 2021	FDR/AC 2022
Agriculture	-36,5	3,7	151,9
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	37,1	54,4	123,8
Industrie de la viande et du poisson	110,0	70,0	127,6
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	34,8	44,6	11,9
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	33,8	-8,8	12,8
Industrie de boissons	19,2	-8,2	264,2
Industries du bois sauf fabrication des meubles	8,6	2,2	2,8
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-13347,4	123508,7	52,6
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	11,8	11,8	3,4
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-6,6	-2,1	63,6
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	62,2	123,1	139,7
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	-14,5	-2,2	6,5
Transport et entreposage	16,5	14,6	21,3
Activité d'information et de télécommunications	-52,1	-16,3	40,9
Activités financières et d'assurance	6,6	13,6	13,0
Activités fournies principalement aux entreprises	34,0	52,5	10,9
Activités éducatives	52,2	12,4	68,0
Activité pour la santé humaine et action sociale	-17,3	37,8	36,3
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	37,2	39,2	33,6

Source : INS/Base des données des DSF

6.3.3 Analyse du besoin en fonds de roulement

En 2022, onze (11) branches présentent un BFDR positif, et ce depuis au moins trois ans pour la majorité. Parmi celles-ci cinq (05) ont vu leur niveau de BFDR augmenter de plus de 40%. Il s'agit des branches : « Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre », « Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction», « Fabrication de

produits chimiques et pharmaceutiques », « Industrie de la viande et du poisson» et Fabrication de produits minéraux non métalliques.

Les six (06) branches d'activités restantes ont plutôt accusé une baisse de leur FDR.

Tableau 6-14: Branches à Besoin en Fonds de roulement positif en 2021

Branche	BFR2020	BFR2021	BFR2022	evo BFR 2021-2020	evo BFR 2022-2021
Agriculture	-	41 143 377 057	34 587 291 966	-15,9%	-99,4%
Industrie de la viande et du poisson	779 068 467	3 315 180 073	592 255 481	325,5%	-82,1%
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	- 2 346 404 872	- 2 121 254 414	1 196 941 294	-9,6%	156,4%
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	30 698 687 497	22 119 261 557	12 442 735 191	-27,9%	-43,7%
Industries du bois sauf fabrication des meubles	11 591 272 919	5 512 541 155	3 271 216 290	-52,4%	-40,7%
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	3 940 010 765	5 253 668 529	3 690 770 841	33,3%	-29,7%
Raffinage du pétrole et cokéfaction	- 272 689 198	- 276 209 382	1 321 192 484	1,3%	578,3%
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	9 669 222 381	22 160 763 596	15 282 025 262	129,2%	-31,0%
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	- 15 454 384 033	- 41 135 695 220	159 759 849 142	166,2%	488,4%
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	51 327 851 036	22 288 533 640	25 999 810 110	-56,6%	16,7%
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	- 100 154 740 499	- 150 427 610 700	53 931 879 892	50,2%	135,9%

Les branches d'activité à besoin de fonds de roulement négatif en 2022 sont les plus nombreuses, soit 26 au total. La plupart présentent cette situation depuis au moins trois ans. Il s'agit notamment des activités ci-après, listées par ordre d'importance du besoin,

pour lesquelles il se chiffre à des centaines de milliards de FCFA : « Activités financières et d'assurance », « Activité d'information et de télécommunications », , « Construction », « Transport et entreposage » et « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques ».

Tableau 6-15: Branches à Besoin en Fonds de roulement négative en 2022

branche	BFR2020	BFR2021	BFR2022
Elevage et chasse	7 743 711 416	-9 769 125 180	- 22 310 238 459
Sylviculture et exploitation forestière	- 323 805 341	10 617 402 176	- 141 454 162
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	- 81 063 386 581	9 052 535 176	- 113 965 667 148
Extraction des minerais	- 7 352 972 277	-10 930 666 435	- 8 355 190 920
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	37 045 159 412	54 164 516 097	- 3 926 329 725
Fabrication de produits à base de céréales	- 10 519 792 398	-6 772 241 615	- 5 579 251 959
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	- 40 725 925 001	-40 978 487 106	- 34 199 842 356
Industrie de boissons	- 30 225 392 419	-119 209 595 533	- 12 169 132 181
Industries du textile et de la confection	- 9 664 348 238	-12 327 402 607	- 15 247 019 468
Industries du cuir et fabrication des chaussures	105 148 758	96 198 871	- 12 116 814
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	- 20 964 314 322	-6 955 265 156	- 2 751 265 104
Fabrication de produits minéraux non métalliques	339 066 436	2 585 495 132	- 3 442 669 783
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	- 53 018 964 339	-49 217 677 333	- 79 159 554 641
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	- 884 019 984	-1 392 175 636	- 1 756 229 279
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	- 474 569 056	-67 528 406	- 1 218 567 230
Réparation et installation des machines et équipements	- 6 991 945 867	-9 336 150 636	- 8 279 364 048
Construction	- 199 100 326 634	-159 119 592 686	- 152 761 047 555
Hébergement et restauration	- 35 429 493 934	-39 986 424 354	- 34 168 026 045
Transport et entreposage	- 58 885 113 686	-79 961 351 114	- 120 757 838 181
Activité d'information et de télécommunications	- 493 554 607 190	-278 898 736 416	- 342 500 847 919
Activités financières et d'assurance	- 675 947 151 940	-2 960 571 204 985	- 2 109 679 206 359
Activités immobilières	- 10 629 185 727	25 688 647 094	- 11 593 739 182
Activités fournies principalement aux entreprises	- 25 547 566 641	-42 855 632 004	- 39 627 797 163
Activités éducatives	- 1 403 780 399	-2 868 075 683	- 312 134 296
Activité pour la santé humaine et action sociale	- 4 952 560 899	-1 615 537 874	- 1 179 787 780
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	- 8 152 386 216	-7 861 539 756	- 9 149 468 243
ENSEMBLE	- 1 715 144 674 380	-3 817 213 145 169	- 2 856 536 827 466

Source : INS/Base des données des DSF

6.3.4 Analyse de la Trésorerie nette

La Trésorerie nette (TN) est la différence entre le Fonds de roulement et le Besoin en fonds de roulement. Une TN positive, indique que l'entreprise est solvable, elle dispose des

liquidités excédentaires. En revanche, une TN négative, signifie que l'entreprise ne dispose pas suffisamment de liquidité pour assurer ces charges financières courantes.

Tableau 6-16: Branches à Trésorerie Nette positive en 2022

branche	TN 2020	TN 2021	TN 2022	evo-2022-2021
Agriculture	+	+	17 467 994 856	-42,4%
Elevage et chasse	+	+	443 661 195 157	132,7%
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	+	+	1 523 868 566	4122,3%
Industrie de la viande et du poisson	+	+	154 152 614 494	33,7%
Industrie de boissons	+	+	71 507 573	-84,2%
Raffinage du pétrole et cokéfaction	+	+	655 139 563	75,5%
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-	+	337 410 869	1002,7%
Réparation et installation des machines et équipements	+	+	121 504 833 465	32,8%
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	+	-	25 488 077 531	227,3%
Construction	+	+	17 438 866 517	-25,2%
Hébergement et restauration	+	+	147 046 506 458	-28,3%
Transport et entreposage	+	+	388 933 763 810	-1,1%
Activité d'information et de télécommunications	+	+	2 875 228 046 296	173,2%
Activités financières et d'assurance	+	-	10 244 366 776	-107,8%
Activités immobilières	+	+	75 132 652 318	-54,9%
Activités fournies principalement aux entreprises	+	+	3 510 122 450	2,2%
Activités éducatives	+	+	4 070 866 877	-10,4%
Activité pour la santé humaine et action sociale	+	+	10 905 202 154	14,8%
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	+	+	17 467 994 856	-42,4%
ENSEMBLE	+	+	3 494 943 975 761	53,9%
ENSEMBLE	-	+	1 735 224 246 382	15

Source : INS/Base des données des DSF

En 2022, dix-huit (18) branches d'activités présentent une TN positive, et ce pour la plupart depuis au moins trois ans. Parmi celles-ci, huit (08) ont vu leur niveau de TN augmenter d'au moins 30%. Il s'agit entre autres des branches : « Réparation et installation des machines et équipements », « Industrie de la viande et du poisson », « Elevage et chasse », « Activité d'information et de télécommunications », « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » et « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques ».

Les dix (10) restants ont plutôt accusé une baisse de leur TN, allant jusqu'à -84% pour les activités de « Industrie de boissons

», les « Activités financières et d'assurance », pour ne citer que ces branches d'activité.

Les branches à TN négative en 2021 sont moins nombreuses, soit dix-neuf (19) au total. La plupart présentent cette situation depuis au moins trois ans. Elle est plus préoccupante dans les branches suivantes qui cumulent découverts et crédits de trésorerie depuis quelques années : « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionnés », et l'Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux ».

Tableau 6-17: Branches à Trésorerie nette négative en 2022

Branche	TN 2020	TN 2021	TN 2022
Agriculture	-	+	28 051 849 187
Sylviculture et exploitation forestière	-	-	6 589 490 092
Extraction des minéraux	-	-	1 517 058 169
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-	+	7 510 414 010
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	+	+	13 311 405 929
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	-	-	2 364 052 233
Fabrication de produits à base de céréales	-	+	36 754 257 184
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-	-	18 043 361 603
Industries du textile et de la confection	-	-	947 140 763
Industries du cuir et fabrication des chaussures	+	+	43 771 385
Industries du bois sauf fabrication des meubles	-	-	646 033 330
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	-	-	5 947 475 024
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	+	-	8 847 196 382
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	+	+	1 074 805 981
Fabrication de produits minéraux non métalliques	-	-	7 952 658 841
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-	-	76 335 568 927
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-	-	522 365 354
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-	+	243 731 560 559
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	-	+	342 238 595 015

Source : INS/Base des données des DSF

En proportion du bilan, la trésorerie nette connaît une hausse et se situe à 14,9% en 2022. Le tableau 6.18 illustre l'importance de la trésorerie nette dans les différentes branches d'activité. On peut y déceler les activités qui génèrent le plus de trésorerie à l'instar de l'« Industrie de boissons », « Activité d'information et de télécommunications » ; », «

Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles », « Elevage et chasse » « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques ,« Activités financières et d'assurance » et « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a ».

Tableau 6-18: Importance de la TN dans le bilan en 2022 (%)

branche	TN /TOTAL PASSIF 2020	TN /TOTAL PASSIF 2021	TN /TOTAL PASSIF 2022
Elevage et chasse	10,3	162,5	36,4
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	21,0	15,1	35,7
Industrie de la viande et du poisson	10,3	0,2	8,7
Industrie de boissons	11,5	17,6	77,2
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,6	161,3	1,8
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	3,4	18,5	22,9
Réparation et installation des machines et équipements	-3,5	0,2	1,7
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	4,4	10,8	14,3
Construction	2,5	-1,8	2,4
Hébergement et restauration	15,6	20,4	15,6
Transport et entreposage	11,3	14,7	12,0
Activité d'information et de télécommunications	9,7	23,8	66,2
Activités financières et d'assurance	13,0	12,3	25,4
Activités immobilières	4,5	-28,9	3,1
Activités fournies principalement aux entreprises	21,5	32,3	8,7
Activités éducatives	9,3	8,1	9,8
Activité pour la santé humaine et action sociale	14,5	24,1	21,9
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	49,1	47,9	49,2
ENSEMBLE	6,6	9,5	14,8

Source : INS/Base des données des DSF

Tableaux 6-19: Synthèse du diagnostic de la santé financière des entreprises en 2022

Diagnostic	Paramètres	Branches d'activité concernée
Favorable	FR+, BFR+, TN+	<ul style="list-style-type: none"> • Industrie de la viande et du poisson ; • Raffinage du pétrole et cokéfaction ; • Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets ;
Risque bancaire	FR+, BFR+, TN-	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture • Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux ; • Industries du bois sauf fabrication des meubles ; • Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques ; • Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné ; • Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules.
Critique	FR-, BFR+, TN-	<ul style="list-style-type: none"> • Travail des grains et fabrication des produits amylacés ; • Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton ; imprimerie et reproduction

Diagnostic	Paramètres	Branches d'activité concernée
Risque commercial rare	FR+, BFR-, TN+	<ul style="list-style-type: none"> • Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques ; • Industrie de boissons ; • Transport et entreposage ; • Activité d'information et de télécommunications ; • Activités financières et d'assurance ; • Activités fournies principalement aux entreprises ; • Activités éducatives ; • Activité pour la santé humaine et action sociale ; • Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles.
Risque commercial	FR-, BFR-, TN+	<ul style="list-style-type: none"> • Elevage et chasse ; • Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a. ; • Réparation et installation des machines et équipements ; • Construction ; • Hébergement et restauration ; • Activités immobilières.
Risque de défaillance	FR-, BFR-, TN-	<ul style="list-style-type: none"> • Sylviculture et exploitation forestière ; • Extraction des minéraux ; • Fabrication de produits à base de céréales ; • Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires ; • Industries du textile et de la confection ; • Industries du cuir et fabrication des chaussures ; • Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques ; • Fabrication de produits minéraux non métalliques ; • Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux ; • Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a

CONCLUSION

Dans le contexte de reprise économique post-COVID-19 et le déclenchement de la guerre en Ukraine survenu en 2022, la relance de l'activité économique des entreprises modernes s'est traduite par le relèvement de 17,8% du chiffre d'affaires contre 9,6% enregistrée en 2021.

L'emploi a connu une augmentation de 2,8% contre 0,7% en 2021. Le rythme des investissements a été moins soutenu (-2,6% par rapport à 2021), en raison de l'atonie du secteur primaire et de l'industrie manufacturière. Ainsi le capital productif a continué à se détériorer, le taux de vieillissement des immobilisations passant de 55,2% en 2021 à 58,1% en 2022. Comme en 2021, les fonds de roulement des entreprises ont été positifs pour la seconde fois, contribuant ainsi à l'amélioration de leur trésorerie nette. Toutefois, le coefficient d'endettement net, qui représente le rapport de la dette financière sur les capitaux propres s'établit à 1,1 légèrement au-dessus de la limite soutenable qui est 1.

Malgré les tensions au niveau des approvisionnements en intrants suite à la guerre en Ukraine, la valeur ajoutée a augmenté en 2022.

En conclusion, les entreprises ont pu consolider leur niveau d'activité post – Covid-19, sans toutefois générer plus de

valeur ajoutée et de profits ; en l'exception des entreprises des branches d'activités extractives, agricoles d'exportation, et d'intermédiation financière qui ont su tirer profit du repli des effets de la Covid-19 et des répercussions du conflit russo-ukrainien.

En perspective, en 2023 les entreprises camerounaises continueront à faire à la rupture des chaînes d'approvisionnements, et à une forte pression inflationniste exacerbées par :

- La résurgence de la COVID-19 en Chine qui a vu le ralentissement de l'économie chinoise du fait du confinement pendant deux mois de la ville de Shangaï, principale métropole économique du pays.
- La crise en Ukraine, dont les belligérants comptent parmi les principaux pourvoyeurs de matières premières au Cameroun

Bibliographie

- De la Bruslerie ; H. (2010)** ; Analyse financière : Information financière, diagnostic et évaluation. 4ème édition, Management Sup, Gestion-Finance. Dunod, Paris
- Duplat ; C-A. (2004)** ; Analyser et maîtriser la situation financière de son entreprise. Vuibert
- Fonds Monétaire International (2017) ; Rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale de 2017
- Gandy ; A. (2011)** ; La comptabilité en pratique. Des écritures comptables à l'interprétation des comptes annuels. Afnor éditions
- MINFI (2016)** ; Rapport sur la situation et les perspectives économiques, sociales, et financières de la Nation. Exercice 2016
- INS (2018)** ; Les comptes nationaux provisoires de 2017.
- INS (2017)** ; Etude économique et financières des entreprises. Quinzième édition.
- INS (2013)** ; Nomenclature des activités et des produits du Cameroun
- Investir au Cameroun (2015)** ; Numéro 43
- Investir au Cameroun (2016)** ; Numéros 44-45
- <https://www.l-expert-comptable.com/a/37855-la-fusion-acquisition-les-grands-principes.html>
- <https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-economique-et-financier/1198667-capitalisation-boursiere-definition-et-calcul/>

A1- Concepts et définitions

Indicateurs	Abréviations	Formule de calcul
Rentabilité économique du capital Elle évalue les performances de l'entreprise en termes économiques.	RE	Excédent Brut d'Exploitation / Immobilisations Brutes)
Rentabilité des ressources stables C'est le taux de rentabilité interne. La différence entre les ressources stables (RS) et les immobilisations financières (IF), (RS-IF) s'interprète comme les capitaux effectivement investis dans l'exploitation, les immobilisations financières étant constituées essentiellement des titres de participation et des autres immobilisations financières dans d'autres sociétés.	RS	Excédent Brut d'Exploitation (EBE) / Ressources stables nettes des Immobilisations financières (IF)
Rentabilité financière Elle établit la capacité des capitaux investis par les actionnaires (capitaux propres) à dégager le profit. Ce ratio correspond dans la comptabilité de type anglo-saxonne au "Return On Equity" ou encore « ROE ». Elle est généralement scrutée par les actionnaires et associés, les analystes financiers et les investisseurs. Bien que la mesure soit entachée d'un biais important du fait qu'il n'est pas neutre par rapport au régime fiscal, il apparaît aux yeux des spécialistes comme le meilleur indicateur proxy.	RF	Résultat Net / Capitaux propres
Productivité du capital Ratio entre production en volume et le capital employé. Elle est donc différente du coefficient de capital qui est le revenu du capital rapporté au capital utilisé.		Valeur Ajoutée / Immobilisations Brutes
Productivité apparente du travail Ratio entre production en volume et le volume du travail utilisé dans le processus de production. Le volume de travail est généralement exprimé en heures ouvrées.		Valeur ajoutée/effectif employé
Rendement apparent du travail Valeur ajoutée rapportée aux frais de personnel.		Valeur ajoutée / Charges de personnel
Intensité capitalistique Elle se définit comme le niveau des immobilisations brutes (IB) rapportées aux effectifs employés. Son évolution renseigne par son ampleur sur le rythme de substitution du capital au travail.		Immobilisations brutes (IB) / effectifs employés.
Degré de vieillissement de l'appareil productif Il se définit comme les amortissements cumulés (ACM) rapportés aux immobilisations brutes. Son évolution renseigne sur le rythme de renouvellement des équipements de production.		Amortissements Cumulés(ACM) / Immobilisations Brutes (IB)
Coefficient d'endettement Mesure le niveau d'endettement de l'entreprise. Sa valeur indique le nombre d'années nécessaires au remboursement total de la dette.		Endettement Total / Capitaux Propres

Le Fonds de Roulement Il se définit par le haut du bilan, par l'excédent de ressources stables (à long terme : fonds propres, amortissements, provisions et dettes à long terme) de l'entreprise sur les emplois stables (à long terme : actif immobilisé brut). Dans une branche d'activité donnée, la part de l'« Actif circulant » financée par les « Ressources stables » rend compte de la marge moyenne de sécurité dont disposent les entreprises de la branche, et qui est fonction des exigences du cycle d'exploitation au sein de la branche homogène : cycles de production courts ou longs, nécessitant des stocks importants ou non, etc.	FDR	Ressources stables- Immobilisations
Endettement à terme Il constitue avec le ratio d'endettement global, l'une des mesures de l'indépendance financière de l'entreprise par rapport à ses créanciers.		
Un ratio maximal de 0,33 du capital propre est la limite au-delà de laquelle l'entreprise éprouve des difficultés à contracter des crédits bancaires. Par ailleurs un ratio supérieur ou égal à 1 est symptomatique d'une capacité d'endettement saturée, le banquier refuserait de prendre plus de risque que les actionnaires de l'entreprise eux-mêmes.		Dettes à long et moyen terme/Capitaux propres
Besoin en Fonds de roulement C'est la partie de l'actif circulant qui n'est pas financée par dettes circulantes.	BFDR	Actif circulant-Passif circulant
Valeur ajoutée	VA	
Excédent brut d'exploitation Il mesure la performance économique de l'entreprise avant tout élément financier ou exceptionnel. Il s'obtient en soustrayant de la valeur ajoutée produite, augmentée des subventions d'exploitation, les charges de personnel. C'est le concept qui mesure le mieux l'efficacité industrielle et commerciale de l'entreprise.	EBE	
Immobilisations brutes : Elles sont constituées de l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles portées à l'actif du bilan de l'entreprise à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire avant les amortissements	IB	
Résultats nets Il désigne le bénéfice ou le déficit net dégagé par l'entreprise, après le paiement de l'impôt sur les sociétés (IS).	RN	

2- Méthodologie

La présente étude s'intéresse à la situation économique et financière des entreprises en 2019. Elle a été rendue possible grâce au traitement informatique des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) des entreprises. Celles-ci ont été réparties dans 43 branches de la Nomenclature DSF, compatible avec la Nomenclature révisée des activités du Cameroun (NACAM, rev1), elle-même adossée à la Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT de 2011 (NAEMA, rev1).

A2-Répartition des entreprises suivies selon les 43 branches

code	branche	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1	Agriculture	7	7	7	7	7	7	8	8
2	Elevage et chasse	24	24	24	23	20	19	19	19
3	Sylviculture et exploitation forestière	33	33	33	33	32	26	27	28
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	17	17	17	17	16	11	11	10
6	Extraction des minéraux	7	7	7	7	7	6	9	9
7	Industrie de la viande et du poisson	2	2	2	3	3	1	1	1
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	10	10	10	10	8	7	7	7
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	10	10	10	10	9	9	10	10
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	9	9	9	9	9	8	8	9
11	Fabrication de produits à base de céréales	16	16	16	16	16	17	17	17
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	6	6	6	6	6	6	6	6
13	Industrie de boissons	10	10	10	10	10	9	9	9
15	Industries du textile et de la confection	6	6	6	6	6	5	6	6
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	5	5	5	5	3	3	3	3
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	22	22	22	22	22	20	21	21
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	24	24	24	24	24	22	22	21
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	2	2	2	2	2	3	2	2
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	26	26	26	26	28	29	29	29
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	16	16	16	15	14	12	12	12
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	6	6	6	6	6	6	6	6
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	30	30	30	29	29	28	29	28
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	9	9	9	5	5	5	5	5

27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	24	24	24	24	18	14	14	14
28	Réparation et installation des machines et équipements	7	7	7	7	7	4	4	4
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	7	7	7	7	8	7	8	8
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	5	5	5	5	4	4	4	4
31	Construction	93	94	94	92	102	86	84	89
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	248	246	246	221	216	204	222	224
33	Hébergement et restauration	31	31	31	32	29	33	32	31
34	Transport et entreposage	113	111	111	113	109	90	96	93
35	Activité d'information et de télécommunications	38	38	38	36	38	34	35	33
36	Activités financières et d'assurance	45	44	44	44	37	31	31	32
37	Activités immobilières	44	44	44	44	42	39	40	38
38	Activités fournies principalement aux entreprises	201	200	197	196	195	167	158	155
40	Activités éducatives	62	63	65	63	58	38	38	38
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	33	34	35	35	35	32	32	32
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	11	11	11	10	7	5	5	5
Total	ENSEMBLE	1259	1256	1256	1224	1191	1047	1069	1066

Malgré un comportement financier et un plan comptable sectoriel particuliers nous avons retenu la branche 36 (Activités financières et d'assurances) dans notre échantillon en raison, d'une part, de leur poids dans les activités économiques, et d'autre part, du rôle des banques et des assurances dans le financement des activités économiques, la collecte de l'épargne des particuliers et des entreprises, la transformation.

Les variables retenues pour cette étude sont issues, d'un échantillon d'entreprises extrait du fichier des entreprises ayant déposé la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF).

La procédure de tirage est la méthode de l'exhaustif tronquée (Cut-off). Le cumul est effectué sur les entreprises, rangées au préalable par ordre

de valeur ajoutée ou d'effectifs décroissants. Les plus grandes unités de production sont d'emblée retenues. Un deuxième tirage est fait en vue d'assurer une représentativité satisfaisante de toutes les branches d'activités retenues.

Le taux de couverture global se monte à plus de 80% aussi bien en termes de Valeur Ajoutée que d'Effectifs. La représentativité est également satisfaisante pour les branches pour lesquelles elle se situe au-dessus de 75% pour les 2 variables.

L'étude se base sur un faisceau de ratios pour cerner le comportement économique et financier des entreprises, leur propension à recourir ou non au crédit, l'état de leurs équipements, de leur liquidité, de leur niveau d'investissement, etc...., le recours ou non au financement externe, etc.

Dans une analyse économique sectorielle, l'avantage de l'utilisation des ratios par rapport aux données en montant absolu est de ne pas trop dépendre de la taille de l'échantillon choisi. Cela permet de mettre en valeur les problèmes de gestion et de financement spécifiques à chacune des branches d'activités.

Nous nous sommes surtout attachés à l'analyse de la rentabilité et au rendement économique de l'exploitation, la productivité apparente des facteurs, l'importance et le renouvellement des immobilisations, l'importance de l'endettement et la structure des bilans des entreprises camerounaises. Dans l'étude de la structure des bilans des entreprises, on a surtout essayé de montrer les différences entre les branches d'activité. En effet, le niveau d'endettement, la couverture des actifs par les ressources stables, l'importance relative des crédits à court terme varient dans de grandes proportions d'une branche à l'autre. L'analyse des postes des bilans se fait à partir d'un regroupement fonctionnel des postes de bilan en grandes masses. C'est ainsi qu'on a:

- **A l'actif :**

- **Les Immobilisations non financières** sont constituées des charges immobilisées, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles nettes des amortissements et des provisions.

- **Les immobilisations financières** comptabilisées nettes de provisions sont constituées par les titres de participation, c'est-à-dire des apports du capital social d'autres sociétés qui permettent leur contrôle total ou partiel, les autres immobilisations financières, les prêts et créances à plus d'un an à d'autres sociétés (en général des filiales), ainsi que des dépôts et

cautionnements versés.

- **L'actif circulant**, après déduction des provisions, représentent les stocks (marchandises, matière et fournitures, produits semi-ouvrés, produits finis, stocks en cours de route, emballages commerciaux), les créances et emplois assimilés comprenant les créances sur les fournisseurs, les associés et les autres crébiteurs.

- **La trésorerie Actif** regroupe, après déduction des provisions, toutes les créances à court terme. On y retrouve aussi bien les valeurs à encaisser des entreprises (fournisseurs, clients, etc..) que les relations avec les banques et les organismes financiers, l'Etat, etc. ainsi que les opérations de placement à court terme et les liquidités.

- **Au passif**

- **Les capitaux propres** sont constitués du capital social, de différentes réserves, des primes d'émission et des profits ou pertes accumulés, des plus-values à réinvestir et des plus-values de réévaluations, des subventions d'équipement et de diverses provisions réglementées et fonds assimilés.

- **Les dettes financières** comprennent toutes les dettes à plus d'un an d'échéance : les emprunts et obligations, les dettes de crédit-bail et contrats assimilés, les dettes financières diverses, les comptes bloqués des associés apparentés et les provisions financières pour risques et charges. L'ensemble des capitaux propres et des dettes financières constituent les ressources stables.

- **Les dettes** à court terme regroupent toutes les dettes à moins d'un an d'échéance, y compris la part des dettes à long et moyen termes qui vient à échéance dans l'année. On y retrouve le passif circulant et la trésorerie-passif.

Equipe technique

Supervision générale

TEDOU Joseph, Directeur Général de l'INS

SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint de l'INS

Coordination technique

AMOUGOU René Aymar Bertrand, Chef du Département des Statistiques d'Entreprises

FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent au Plan Comptable

Equipe de rédaction

FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent au Plan Comptable

GUEMO KITIO Claudin Ford, Chargé d'Etudes au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

DJIDAWO DIFFO Ninon, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

DJIALEU Eric Lambert, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

KONAI Fidèle, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

NANA FEUKEU Armand, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

OLINGA Martin, Cadre au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

FOKOU FOPI Serges, Chef de Division des Statistiques des Secteurs Productifs

Dr METANGMO Janvier, Chargé d'Etudes à la Division des Statistiques des Secteurs Productifs

NANA TCHITCHUI épse TCHOUA Christelle, Chef d'agence INS du Littoral par intérim

NGOUATEU AWOUTCHA Aimé Stafford, Chargé d'Etudes Assistant, agence INS du Littoral

|

CE RAPPORT EST UNE PUBLICATION DU DEPARTEMENT DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES

BP : 134 Yaoundé

Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21

Fax : (+237) 222 23 24 37 -

Web site: www.ins-cameroun.cm

Email: infos@ins-cameroun.cm

